

Actuellement
contrôlée par le
ministère des
Institutions financières

LES AFFAIRES

HEBDOMADAIRE D'INFORMATION FINANCIÈRE, INDUSTRIELLE ET
635, EST HENRI-BOURASSA, MONTRÉAL 357

495-69/10-70/34/2
S.O.C. CAN. DU MIFCC
M. Raymond Demers
1000, Le Bonheur
MONTRÉAL, 127, P.S.

LE
ITS

La Commission des valeurs mobilières réclame son autonomie administrative

par Jean-Pascal Lion

"Le Directeur Général de la Commission des Valeurs Mobilières, qui est l'officier responsable de l'administration courante, devrait se rapporter au président de la Commission... il n'est pas normal que tout le contrôle administratif soit centralisé entre les mains du sous-ministre". Tel est l'un des points majeurs du programme de restructuration administrative de la Commission des valeurs mobilières que compte entreprendre le nouveau président, Me Robert Demers.

La Commission en effet, depuis le départ de M. Lajeunesse n'a connu que de rares moments de stabilité, deux présidents et une réorganisation législative (Le bill 63); celle justement dont M. Demers conteste l'efficacité. L'article 8 du bill 63 créait le poste de directeur général de la CVMQ, et plaçait ce dernier (ainsi que les fonctionnaires sous sa dépendance) sous l'autorité directe du sous-ministre des Institutions Financières. Mesure qui, selon M. Demers se justifiait étant donné les "circonstances spéciales" du moment, mais "qui n'a pas donné les résultats escomptés".

Le rapatriement à la commission des responsabilités administratives est l'un des premiers problèmes auquel le président compte s'attaquer, mais pour lequel il ne devrait guère rencontrer de difficultés, l'actuel sous-ministre des Institutions Financières et ex-président de la CVMQ, Me Fernand Lalonde, étant d'accord sur ce point, selon Me Demers.

"Cela ne veut pas dire que nous voulons revenir à la situation antérieure", de préciser M. Demers, faisant allusion à l'époque où M. Lajeunesse était président et détenait toutes les responsabilités; "je suis d'accord pour que la Commission soit intégrée au ministère des Institutions Financières, dans le sens que cela évite des duplications dans les services de soutien, l'inspection et le contentieux par exemple. Ce qu'il faut c'est apporter un ajustement à la loi".

Les autres priorités du nouveau président de la CVMQ sont l'information et la formation, une mesure interne et une mesure externe. L'information donnée aux investisseurs via les documents rédigés par les sociétés émettrices (actions, obligations...) et pour lesquels la Commission sera plus sévère, exigera plus de détails, d'informations financières. La formation donnée au personnel de la Commission, qui, devant les changements rapides du monde de l'industrie des valeurs mobilières, devra être toujours plus qualifiée. Plusieurs employés suivent actuellement les cours de l'As-

sociation des Courtiers en Valeurs Mobilières, mais M. Demers envisage le recours d'autres formules de formation.

S'assurer du bon fonctionnement de la Commission, de la compétence et de l'entraînement du personnel, fait également partie du rôle du président de la CVMQ, "et ce n'est pas une tâche facile" nous a confié Me Demers. Le président doit également s'assurer de ce que la législation et les politiques de la CVMQ soient adéquates. Rappelons à ce sujet que l'action de la Commission repose sur trois bases juridiques, la loi (la Commission peut en susciter l'initiative qui appartient au MIFCC), la réglementation (dont elle n'est redevable que devant le Lieutenant Gouverneur en Conseil) et les énoncés de politique.

Les autres tâches auxquelles devra se consacrer Me Demers sont l'étude du renforcement de la sévérité dans l'octroi du permis de courtiers en valeur mobilières "surtout pour ceux qui ne font pas partie d'organismes s'auto-gérant". A la question de savoir s'il envisageait de ré-

(Suite à la page 18)

Alcan veut conserver le marché américain

Le 17 mai dernier, Alcan Aluminium Limitée a annoncé que le ministre des Finances des Etats-Unis avait déposé un avis de commencement d'enquête, aux termes de la Loi Anti-Dumping, sur les importations d'aluminium brut ou se classant comme tel en provenance du Canada. Cette enquête est fondée sur une plainte formulée par Aluminium Company of America. A l'heure actuelle, Alcan remplit le questionnaire que lui a envoyé le ministre des Finances des Etats-Unis.

Il est impossible de prédire l'issue de cette enquête ni prévoir si elle aura des répercussions sur les résultats d'Alcan. Quoi qu'il en soit, Alcan n'a nullement l'intention de se retirer du marché américain dans lequel elle a joué, à son avis, un rôle positif depuis longtemps, et où elle vendait ses produits aux prix de ce marché. Alcan craint toutefois que des restrictions commerciales, qui pourraient résulter d'une telle enquête, seraient dommageables à l'ensemble de l'industrie de l'aluminium, surtout si elles devaient éventuellement s'étendre à d'autres pays.

(Suite à la page 18)

L'Hydro-Québec signe un contrat de \$123 millions avec la Consolidated Edison de New York

Le bureau du premier ministre Bourassa a annoncé que la Consolidated Edison Company de New York venait de conclure un accord avec l'Hydro-Québec pour l'achat de 800.000 kw pendant cinq ans au coût de \$123 millions. Du côté de l'Hydro-Québec, M. Gaston Desroches, directeur des réseaux, a précisé que cette vente avait été rendue possible grâce à la complémentarité des deux réseaux de distribution. En effet, l'Hydro-Québec a une demande de pointe durant la saison froide alors que sa vis-à-vis américaine a une hausse de demande durant la saison estivale. C'est le surplus de potentiel électrique non utilisé par l'Hydro qui servira à alimenter la région de New-York.

L'entente prévoit la construction d'une ligne d'interconnexion de 765.000 volts entre le Québec et les Etats-Unis. La Consolidated Edison devra investir \$125 millions dans les lignes de transmission sur le territoire américain et l'Hydro quelques \$25 millions dans la portion canadienne qui va de Beauharnois à la frontière. Notons que cet achat n'anticipe rien sur les perspectives de déve-

loppement de la baie James mais repose entièrement sur le potentiel existant actuellement et les prévisions des centrales en construction à Manic 3 et aux chutes Churchill. Rappelons que le complexe de Manic 3 fournira une énergie potentielle de 5.4 milliards de k-w alors que le développement des chutes Churchill entraînera un potentiel énergétique de 31.4 milliards de k-w par année. La finalisation de l'entente prendra cinq ans et l'Hydro commencera à alimenter le réseau américain à partir du 1er juin 1977. Il faut en effet des délais de deux ans pour la conceptualisation du projet, un an pour les demandes de soumissions et deux autres années pour la construction proprement dite des lignes de transmission.

En ce qui concerne les droits de passage, il n'y a aucun problème sur le tracé québécois quoiqu'il puisse exister certaines difficultés du côté américain à cause des servitudes à l'intérieur du National Forest Park dans le New-Hampshire. L'accord prévoit la signature d'un contrat définitif et d'une convention mu-

(Suite à la page 17)

Cacouna reste inutile:

Aucun navire pétrolier n'accostera dans ce port de \$22. million

par Alain Gerbier

Les pétroliers géants jetteront l'ancre à l'Île Verte. Ils ne remonteront pas le fleuve jusqu'à Cacouna où les installations portuaires pour lesquelles le gouvernement fédéral défraya \$22 millions restent inutilisées.

On se souvient qu'après son élection au poste de député fédéral, (Comté de Rivière du Loup), M. Claude Saint-Laurent, fils du premier ministre Louis Saint-Laurent, avait obtenu la construction de ce port en eau profonde.

Les travaux ont commencé en 1969 et dès 1970 ils étaient partiellement achevés. Jamais ces installations n'ont connu les activités auxquelles elles étaient promises et aujourd'hui encore les navires de haute mer les dédaignent.

Lorsque l'on a commencé à envisager l'éventualité d'un tracé québécois du pipeline en provenance de l'Arctique, on a pensé convertir le port mort-né de Cacouna. Il est apparu assez rapidement que la remise en service des installations portuaires coûterait beaucoup plus cher que la construction d'un nouveau havre.

Les différents ministères concernés se sont alors accordés pour reconnaître la nécessité d'un port pétrolier dans l'estuaire du Saint-

Laurent, une diversification des sources d'approvisionnement au cours des deux prochaines décennies étant à prévoir. Seul le ministère de l'Industrie et du Commerce a émis quelques réserves et manifesté sa préférence pour un port à vocations multiples.

A la fin du mois de mai dernier, une mission française conduite par le directeur du port du Havre est venue au Québec. Travaillant en étroite collaboration avec le ministère de l'Energie, elle a étudié les possibilités de construction d'un terminal pétrolier dans l'estuaire et déterminé le site le plus approprié.

Plusieurs sites: Sainte Irénée, Saint Denis, Kamouraska, l'Île Verte, et même Cacouna, entre autres, ont retenu l'attention des spécialistes.

C'est à l'Île Verte que sont allés les suffrages. Cette partie du fleuve est navigable en toutes saisons et des "ducs d'Albe" rendront le terminal accessible aux navires de tous tonnages.

L'Île Verte figurera bientôt sur la carte des pétroliers Cacouna restera sans doute longtemps en dehors de leur route. Un hypothétique encombrement du Saint-Laurent lui procurera peut être un jour une activité posthume?

Guy St-Pierre espère convaincre Polymer d'investir au Québec

Monsieur Guy Saint-Pierre, ministre québécois de l'Industrie et du Commerce s'apprête à partir en croisade. Evoquant récemment les efforts du M.I.C. pour "développer les industries de pointe et multiplier les ouvertures sur le marché canadien", le ministre a manifesté son intention de rencontrer les dirigeants de Polymer Corporation. Cette société "qui a \$262 millions d'investissements et pas un sou noir au Québec (!)" fait en effet figure d'infidèle.

Bien qu'aucun rendez-vous n'ait encore été fixé avec les responsables de l'ex-société de la Couronne, il semble qu'une entrevue soit imminente.

Susciter les investissements est le but avoué de la démarche. Il ne s'agit pas de demander à Polymer de venir au secours de l'économie régionale mais plutôt de l'informer des possibilités d'expansion que lui réserve le Québec.

Pour rallier la société ontarienne à sa cause, M. Saint-Pierre ne dispose que de sa foi dans le développement de l'industrie pétrolière québécoise et d'un dossier bien étoffé. Les moyens de pression sont inexistantes. Le ministre s'est fixé pour tâche de démontrer à ses interlocuteurs qu'investir au Québec est un acte raisonnable. Il ne souhaite pas la construction d'un centre concurrent avec celui de l'Ontario mais suggère l'implantation d'un centre complémentaire qui fabriquerait des produits nouveaux.

Plusieurs arguments étayeront sa démonstration:

La position de la Belle Province est tout aussi privilégiée que celle de l'Ontario. Si les usines de Sarnia, Hamilton et Kitchener peuvent dans un premier temps écouler leurs produits vers Détroit et Chicago, le Québec peut quant à lui trouver des débouchés à Montréal, Québec et

(Suite à la page 17)

\$18 millions

Nouvelle usine de Stelco en Ontario

La Stelco construira à Welland, Ontario, une nouvelle usine de \$18 millions pour la fabrication de tuyaux à soudure hélicoïdale. Cette nouvelle installation représente une innovation dans l'art de produire en grande série du tuyau à soudure hélicoïdale pour pipe-lines de grand diamètre, à paroi épaisse et pour fortes pressions, destiné à l'industrie nord-américaine du pétrole et du gaz.

Le parachèvement de l'usine est prévu pour le dernier trimestre de 1973, avec démarrage de la production pendant le premier trimestre de 1974. Au début, la tuberie hélicoïdale pourra produire du tuyau de diamètre compris entre 30 et 60 pouces, avec épaisseur de paroi de .219 à 1.125 pouce. Elle pourra former du tuyau hélicoïdal en acier de diverses nuances jusqu'au grade 80.

La nouvelle technique de fabrication tubulaire, appelée procédé Stelform, a été mise au point par

la Stelco même, pour la production à grande vitesse de tuyau hélicoïdal. Le procédé Stelform est l'aboutissement de plusieurs années de recherches et de planification par une équipe d'ingénieurs et de techniciens de la Stelco travaillant en étroite collaboration avec la société allemande Hoesch-Röhrenwerke AG.

Dans les pays autres que le Canada, les États-Unis et le Royaume-Uni, le procédé Stelform sera exploité sous le nom de Hoesch-Stelco. Le procédé Stelform dote en effet l'industrie mondiale d'un moyen de fabriquer du tuyau hélicoïdal à fortes parois, à des cadences au moins quadruples de celles des tuberiers à soudure hélicoïdale existantes. La nouvelle usine produira du tuyau de très grande précision pour pipe-lines à gaz ou à pétrole, au rythme nominal de 1,7 mille par jour.

(Suite à la page 18)

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

Faites carrière dans la fonction publique

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES

Postes à Québec

CHEF DE L'ANALYSE DES COÛTS

- Traitement initial de \$18,300 à \$21,800 selon la compétence.
- Elaborer et coordonner l'application des modèles analytiques quantitatifs, des méthodes d'analyse budgétaire, des méthodes statistiques et des programmes de traitement des données nécessaires à l'évaluation de la gestion financière des établissements parapublics et privés de santé et de services sociaux; concevoir un système d'informations financières en vue de l'évaluation de la gestion des établissements, de la détermination des méthodes de collecte, et de vérification de la validité des données.
- Être titulaire d'un diplôme universitaire de deuxième ou troisième cycle en mathématiques appliquées, en génie industriel ou en économique, et posséder plusieurs années d'expérience reliée aux activités de la fonction dont 5 années dans le domaine de la recherche. Aptitudes manifestes au travail de conception et de coordination.
- Concours AD-1520. Échéance de l'inscription: 18 août 1972.

ANALYSTE EN COÛT

- Traitement initial pouvant atteindre \$13,719 selon la compétence; possibilité de carrière jusqu'à \$16,109.
- Analyser les fonctions de production et de coût des établissements parapublics et privés afin de dégager des méthodes analytiques pouvant s'appliquer à l'ensemble ou à des catégories d'établissements; utiliser diverses méthodes d'analyse quantitative en vue d'évaluer la gestion financière de ces établissements; élaborer un système d'informations financières en vue de l'évaluation de la gestion des établissements, de la détermination des méthodes de collecte et de la vérification de la validité des données.
- Être titulaire d'un diplôme universitaire de deuxième ou troisième cycle en mathématiques appliquées, en génie industriel ou en économique, et posséder au moins 3 années d'expérience reliée aux activités de la fonction notamment dans le domaine de la recherche.
- Concours TD-2105. Échéance de l'inscription: 18 août 1972.

Les personnes qui désirent prendre part à ces concours doivent s'inscrire directement auprès de la Commission de la fonction publique du Québec en remplissant le questionnaire "offre de service" qu'elles peuvent se procurer aux bureaux de la Commission:

1050, rue Conroy, Québec 4 — Tél.: 643-3984
255, boul. Crémazie est, Montréal 354 — Tél.: 873-3035
ou aux bureaux locaux des ministères dans chaque région.

Il ne sera tenu compte que des candidatures accompagnées d'une attestation officielle d'études. Prière d'indiquer le poste qui vous intéresse et le numéro de concours correspondant. Si vous posez votre candidature à plus d'un poste, il est indispensable de présenter une formule distincte dans chaque cas.



GOUVERNEMENT
DU QUÉBEC

Electrovert Manufacturing Co. Ltd.

Une société de Montréal au premier rang mondial de la fabrication d'équipement électronique

"En 1972, les exportations d'Electrovert forment plus de 95% de la production totale de la compagnie. Et près de la moitié de ces exportations s'acheminent vers l'Europe et l'Asie. Le Japon est au premier rang de ses pays importateurs, suivi de la France, du Royaume-Uni, de l'Italie, de la Scandinavie et de l'Asie du sud-est." C'est ce que déclarait récemment M. Colin Johnson, directeur des exportations de Electrovert Manufactu-

ring Co. Ltd., à "Exportation", la revue du ministère de l'Industrie et du Commerce.

Cette société de fabrication, qui est une entreprise familiale a débuté à Montréal en 1951. Ce qui a fait qu'elle se classe aujourd'hui au premier rang mondial en matière de techniques de soudure et dans la production d'équipement pour l'industrie électronique, dépend, selon M. Johnson, de trois facteurs: l'exigence d'une qualité supérieure, d'un programme ambitieux de recherche et développement et d'une ferme confiance dans la nécessité d'exporter.

Electrovert, qui est considéré comme pionnier du procédé de

soudure à la vague en Amérique du Nord, s'est servi pour la première fois de cette nouvelle technologie en 1957 alors qu'elle importa des appareils à souder d'Europe; mais ce rôle d'importateur s'est vite transformé, avec les besoins du marché, en un rôle de producteur et d'exportateur.

Le directeur des exportations estime qu'Electrovert a environ 80% du marché spécialisé japonais, là où la soudure de haute qualité est requise pour les ordinateurs et autres appareils; et environ 50% là où une qualité parfaite de la soudure des circuits imprimés n'est pas es-

(Suite à la page 18)

La Banque de Nouvelle-Ecosse adhère au système Chargex

La Banque de Nouvelle-Ecosse va adhérer sous peu au système de carte de crédit Chargex. Quatre banques à charte canadiennes participent déjà à la gestion du système Chargex: la Banque Canadienne Nationale, la Banque de Commerce Canadienne Impériale, la Banque Royale et la Banque Toronto-Dominion.

Dans un communiqué commun, la direction des cinq banques a annoncé aujourd'hui qu'un accord vient d'être conclu.

M. T.A. Boyles, président du conseil d'administration et chef de la direction de la Banque de Nouvelle-Ecosse, a déclaré que "du fait de l'important succès remporté par la carte Chargex dans le public canadien, il était tout à fait logique que la Banque de Nouvelle-Ecosse l'offre également à ses clients".

A propos de la décision d'accueillir la Banque de Nouvelle-Ecosse dans le groupe fondateur du système Chargex, un porte-parole, des quatre banques a déclaré: "L'un des principes de base qui nous a guidés dans le lancement et la mise au point de la carte Chargex a été de réduire, plutôt que d'augmenter le nombre de cartes dont est porteur le consommateur canadien.

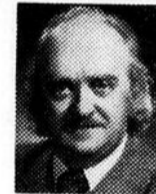
"Le nombre d'usagers de cartes de crédit augmentant en Amérique du Nord, il était à prévoir que le nombre de systèmes de cartes augmenterait aussi. Nous avons donc estimé qu'il était nécessaire d'éviter la prolifération des panonceaux annonçant ces différents systèmes dans les vitrines des commerçants, de même que celle des cartes de plastique dans le portefeuille des usagers.

"C'est pour cette raison que nous avons créé une carte 'tout usages' — la carte Chargex — plutôt qu'une carte de crédit spécialisée, et c'est pour cette raison aussi que quatre banques ont décidé de collaborer dans ce domaine pour établir le système actuel dans lequel chaque banque gère son propre système Chargex, mais avec échange des factures de vente et publicité conjointe.

"Dans ces conditions", a poursuivi le porte-parole des quatre banques, "nous sommes naturellement heureux d'accueillir la Banque de Nouvelle-Ecosse dans notre groupe, ce qui permettra à un plus grand nombre de Canadiens de bénéficier de tous les avantages offerts par le système Chargex."

Le Reine Elizabeth vous offre une:

"...merveilleuse collaboration..."



Jean-Gilles Jutras,

secrétaire général
La fédération des commissions scolaires
catholiques du Québec.

"... j'aurais voulu être le premier à vous faire part de notre satisfaction pour la merveilleuse collaboration que, cette année encore et ce depuis treize ans, vous avez apporté à notre organisme pour la tenue de son congrès annuel. Je vous prierais de bien vouloir transmettre à tous ceux qui nous ont facilité la tâche nos sincères remerciements..."

Le Reine Elizabeth

Montréal

Un hôtel du CN administré par Hilton Canada. Premier arrêt des limousines en provenance de l'aéroport. Autres hôtels administrés par Hilton au Canada: l'Hôtel Vancouver (un hôtel du CN), le Montréal Aéroport Hilton, le Toronto Airport Hilton et le Québec Hilton (ouverture 1973).

Pour plus de renseignements, appelez-nous à 514/861-3511 (nous acceptons les frais d'appel), ou écrivez au Directeur des ventes, Le Reine Elizabeth, Montréal, Qué., Canada, ou appelez l'un de nos bureaux de vente suivants:

Calgary — (403) 266-8921 Québec — (418) 529-0941
Ottawa — (613) 237-3090 Toronto — (416) 364-2358

Les affaires en bref

La Compagnie Général Motors of Canada annonce qu'elle vient d'entreprendre la construction, au coût de \$690,000, d'une usine d'épuration des eaux usées qui, selon les prévisions, devrait entrer en service à la fin de la présente année à son usine d'assemblage de voitures et de camions. Cette nouvelle a été communiquée par M. E.J. Barbeau, vice-président exécutif et directeur général de la fabrication.

Le mois dernier, GM avait déjà annoncé que les installations anti-pollution montées sur les cubilots de sa fonderie de St. Catharines étaient aux deux tiers achevés et que les travaux seraient terminés en février 1973, soit sept mois avant la date d'achèvement prévue. Ces travaux coûteront onze millions de dollars. Par ailleurs, la compagnie arrive aux derniers stades du programme d'épuration de l'air et des eaux, annoncé il y a deux ans et qui doit coûter \$26,200,000 à ses usines canadiennes.

Les nouvelles installations d'Oshawa comprendront deux réservoirs ayant chacun une contenance de 250,000 gallons et deux bassins de décantation d'une contenance de 3,000,000 de gallons chacun. Cette usine d'épuration sera reliée aux égouts des trois usines sud.

Les techniques employées aux usines GM pour combattre la pollution des eaux sont extrêmement variées. Elles débutent avec un contrôle rigoureux de la composition chimique des matières qui entrent à l'usine pour des tâches telles que le décapage des peintures ou le nettoyage. Des problèmes particuliers se présentent, par exemple l'écoulement accidentel et de certaines matières ou encore les eaux de pluie provenant des toits et des terrains de stationnement. Dans ce cas, ces eaux ne satisfont pas forcément aux normes de pureté établies. Pour cette raison, on étudie actuellement un système antipollution devant être installé aux deux sorties des canalisations d'eau de ruissellement de l'usine sud.

Dans ses travaux de lutte contre la pollution, la compagnie se tient en contact permanent avec les autorités concernées, à la fois sur le plan municipal et sur le plan provincial, a ajouté M. Barbeau.

La Compagnie Trust Royal annonce une baisse de trois taux d'intérêt de ses Certificats de placement garanti (dépôts à terme), à court terme. Cette baisse entre en vigueur immédiatement.

Voici les nouveaux taux:
30 — 59 jours - 4.625 p. cent (par rapport à 4.875%)

60 — 89 jours - 4.875 p. cent (5.125%).

90 — 179 jours - 5.00 p. cent (5.25%)

Les autres taux restent les mêmes.

La balance commerciale de juin: hausse de la demande intérieure

La balance commerciale canadienne — somme des importations et des exportations — est demeurée inchangée au cours du mois de juin 72 par rapport aux résultats obtenus en juin 71. L'augmentation de la demande intérieure a fait hausser les importations de \$220 millions pour les portes à \$1.65 milliard.

Du côté des exportations, l'agressivité des industriels canadiens a rapporté des dividendes et celles-ci se sont chiffrées à \$1.86 milliard soit une hausse similaire de \$220 millions. L'excédent commercial a cependant connu un déclin de 60% et s'est fixé à \$492 millions pour le premier trimestre de 72 contre \$1,164 millions en 71. Ceci étant dû à la forte tenue du taux de croissance des importations face au taux modéré des exportations.

A la mi-année, la valeur globale des exportations se situe à \$9,675 millions soit une hausse de 11% sur l'année dernière alors que les importations se sont chiffrées à \$9,184 millions, soit une majoration de 22%.

La reprise de l'économie américaine est grandement responsable pour près de 80% de la progression des importations canadiennes d'autant plus que le cours du taux de change du dollar canadien favorise l'entrée des produits américains sur notre marché. Des hausses moins importantes ont été enregistrées du côté du Japon (\$25 mil-

lions) et du reste du monde (\$20 millions).

La ventilation des importations canadiennes fait ressortir une baisse des achats de véhicules automobiles, de minerais métallifères, de produits pétroliers et de charbon, alors que la gamme des autres produits ont connu une hausse. Des augmentations substantielles se sont produites dans les importations des autres produits de l'automobile (\$53 millions), des produits alimentaires (\$35 millions), des machines industrielles (\$21 millions) et du matériel de communication (\$16 millions). Il est à noter que le déclin des importations dans les achats de voitures particulières américaines a été contrebalancé par une reprise dans les achats de pièces de rechange et par une recrudescence de la demande d'automobiles d'outre-mer.

Au total, la forte tenue de la demande domestique se répercute au cours du premier semestre par une majoration d'environ \$425 millions dans les produits de l'automobile, soit près d'un quart de la poussée générale des importations canadiennes. En tenant compte des variations saisonnières, les importations ont progressé de \$118 millions par rapport au premier trimestre pour se chiffrer à \$4,571 millions; les exportations totalisaient \$4,961 millions, soit une majoration de \$353 millions.

Assurance-Automobile

Jusqu'au 15 septembre 1972 pour présenter des mémoires

Le ministre des Institutions Financières, M. William Tetley, annonce que le comité d'étude sur l'assurance-automobile aura jusqu'au 5 mai 1973 pour terminer ses travaux. Ce comité a entrepris d'étudier à fond la situation au Québec en ce qui concerne les accidents d'automobiles et la compensation aux victimes de ces accidents.

M. Tetley ajoute que jusqu'à maintenant 26 personnes, groupements ou organismes, ont présenté des mémoires traitant de la question sous divers aspects au cours d'audiences publiques tenues tant à Montréal qu'à Québec. Ces mémoires ont fait l'objet d'une étude de la part des membres du comité.

Le ministre des Institutions Financières rappelle cependant qu'un certain nombre d'associations n'ont pas encore exposé leurs vues, en dépit du fait qu'elles avaient manifesté l'intention de la faire, notamment la CSN, l'Association pour la protection des automobilistes et certaines compagnies d'assurances.

M. Tetley invite toutes les personnes et les associations qui désirent soumettre leurs représentations

aux membres du comité, à le faire avant le 15 septembre 1972. Le ministre a précisé que les membres du comité l'ont avisé qu'ils seraient heureux de recevoir l'opinion de toutes les personnes et de tous les groupes intéressés.

Le comité d'étude qui est présidé par M. Jean-Louis Gauvin a entrepris des recherches importantes dans le cadre du mandat qui lui a été confié, entre autre une enquête effectuée auprès d'un grand nombre de victimes d'accidents d'automobiles afin de déterminer comment le système d'assurance actuel a compensé ces victimes et à quel coût.

Les membres du comité se sont rendus dans d'autres provinces canadiennes afin d'y étudier les différents systèmes d'assurance en vigueur et également les mesures prises pour diminuer le nombre de tragédies routières, ainsi que le coût qu'il en résulte pour la société et les individus.

Le comité poursuit son travail sur la situation particulière au Québec afin de pouvoir recommander les mesures les plus appropriées aux réalités québécoises.

La Régie de l'Assurance-dépôt sera-t-elle appelée à intervenir?

par Jean Pascal Lion

C'est du moins ce qu'avancait récemment un grand quotidien de Québec. "Jusqu'à présent, la régie n'a eu à rembourser aucun déposant, mais la chose pourrait arriver dans un avenir prochain," devait nous confier le directeur adjoint de la régie, M. Gérard Saint-Pierre. "C'est d'ailleurs une chose tout à fait normale, devait-il expliquer, car sur les 1634 institutions inscrites à la Régie d'Assurance-dépôt, il peut fort bien arriver qu'une ou deux puissent se trouver en difficulté". Rien d'alarmant donc, si ce n'est que la nouvelle met en actualité un service gouvernemental parfois méconnu, la Régie d'Assurance-dépôt.

Les activités de la Régie d'Assurance-dépôt du Québec ont débuté le 1er juillet 70, alors que l'organisme était créé depuis plus d'un an, à la suite d'une recommandation du comité d'études sur les institutions financières de 1969. Son but? accorder aux déposants une assurance de paiement lorsqu'une institution financière, malgré toute la surveillance dont elle a pu être l'objet, s'avère incapable de rembourser à ses prêteurs les sommes qu'ils lui ont été avancées.

Comme protection, la régie a décrété l'inscription obligatoire des institutions financières qui sollicitent des dépôts, et leur assujettis-

sement à des inspections annuelles, ainsi qu'à la remise d'un rapport annuel en bonne et due forme. Ainsi 1634 institutions sont actuellement inscrites à la régie, dont 95 à 98% sont des caisses d'épargne et de crédit, le reliquat regroupant des sociétés de fiducie et de prêts hypothécaires. "Cette inscription a grandement aidé à l'assainissement du financement de ces institutions" de préciser M. Saint-Pierre. A noter que la garantie couverte par la régie, pour chaque déposant et par institution est limitée à un maximum de \$20,000.

La Régie est également habilitée à verser des avances à des institutions qui connaissent un déficit temporaire, outre d'assurer la garantie des dépôts. Les fonds dont la régie dispose actuellement, et dont elle n'a pas encore fait usage, s'élevaient à \$1,300,000 dollars, provenant du ministère des finances et déposés à la Caisse de Dépôt et Placements du Québec.

Le président actuel est M. L.P. Bouchard, ex-sous-ministre des institutions financières, et le poste devrait logiquement échoir d'ici peu à M. Lalonde qui a remplacé M. Bouchard, car, selon une recommandation du Comité d'Études sur les Institutions financières, le président de la régie devrait être le sous-ministre des institutions financières.

Personnel de cadres:

Augmentation des postes vacants

Au cours des six (6) derniers mois, le nombre total des postes nouvellement créés et exigeant les services d'ingénieurs, de scientifiques et d'administrateurs s'est accru de 14% au Canada et de près de 40% au Québec, comparativement à la même période en 1971.

C'est ce qui ressort d'une étude récente complétée par le Conseil de Placement Professionnel, un organisme à but non lucratif, fondé et financé par l'industrie canadienne.

Cette étude porte sur les besoins en personnel de cadres de plus de 1400 compagnies au Canada. En juin 1972, le Conseil comptait 1083 postes à combler, comparativement à 954 en juin 1971.

Toutes les régions du pays ont bénéficié de cette augmentation. L'étude cependant, porte uniquement sur les postes en provenance de l'industrie et non sur ceux des gouvernements ou des institutions ou organismes de services. Cette même étude révèle que plus de 900 ingénieurs, spécialisés dans toute la gamme des disciplines du génie sont présentement sans travail au Canada. En dépit de l'augmentation de près de 40% des postes au niveau des cadres au Québec, un bon nombre de "professionnels" hautement spécialisés, demeurent sans travail.

Le Conseil à Montréal a eu à s'occuper dernièrement de plus de 100 cas de mise-à-pied touchant le personnel administratif. Les salaires s'échelonnaient entre \$12,000. et \$40,000. par année. A peu d'exception près, tous ces "professionnels" se sont trouvés un nouvel emploi au Canada. Il a fallu entre trois et sept mois de recherches à ces spécialistes pour trouver un emploi qui réponde à la fois à leurs aspira-

tions et ambitions personnelles.

La demande accrue au Québec en personnel de cadres, s'est surtout fait sentir chez les spécialistes de la vente, du marketing, de la comptabilité ainsi que pour les ingénieurs d'usines, le génie industriel et le génie minier.

L'accroissement des niveaux de production dans l'industrie de transformation au cours des premiers six mois de '72 a eu un effet marqué sur l'augmentation de la demande au niveau des directeurs d'usines, des surintendants de production, des contremaîtres et des directeurs de marketing et des ventes.

L'étude révèle également que l'augmentation des postes à combler enregistrée en 1972 n'est pas reliée uniquement à l'augmentation des niveaux de production ou à l'expansion industrielle amenée par les investissements capitaux, mais également fonction de l'accroissement moyen du roulement en personnel de cadres. Nos "professionnels" bougent plus, et ceci, dans presque toute la gamme des disciplines tant techniques que non-techniques.

Il est encore trop tôt pour évaluer qu'elle sera l'influence des changements fédéraux récents touchant la taxation sur la création d'emplois pour les ingénieurs et autres spécialistes de la technique.

La réduction sensible de la demande en 1972 pour le personnel de formation universitaire a surtout affecté les diplômés es arts et en sciences. Plusieurs diplômés de 1971 ingénieurs, ceux qui éprouvent de sérieuses difficultés à se trouver un emploi, très souvent, la raison probable est attribuable à leur manque de mobilité et à leur désir de demeurer dans une ville ou région bien précise.

Quelle est votre valeur
comme chef d'entreprise?



Lionel Théorêt

1860 - 500 Place d'Armes. Tél.: Montréal 849-2213

LA **Great-West**, COMPAGNIE D'ASSURANCE-VIE

après Polymer

L'événement économique de la semaine a été sans conteste le rachat de la société Polymer, une société de la couronne, par la Corporation de développement du Canada. En portant ses premiers investissements sur des industries tournées vers l'avenir — et s'il en est, c'est bien Polymer — la Corporation de développement du Canada confirme sa double vocation de fer de lance de la politique d'industrialisation et de gardienne du contrôle national sur les secteurs clés de l'économie canadienne. Dans un premier temps, la Corporation de développement du Canada s'est déjà portée acquéreur de la société "Connaught". Cette semaine, le président du Conseil du Trésor, M.C.M. Drury, a révélé l'entente intervenue entre Ottawa et la CDC au sujet de Polymer. Désormais, il ne fait plus aucun doute que d'autres sociétés de la Couronne — comme par exemple Northern Transportation Ltd, Eldorado Nuclear Ltd. et peut-être même certaines autres — seront, à plus ou moins long terme, rachetées par la Corporation de développement du Canada. Sans oublier que la CDC lorgne depuis longtemps, et avec raison, du côté de Panartic Oils, dont le gouvernement fédéral détient jusqu'ici 45% des actions.

En somme la politique pratiquée par la CDC ne surprend nullement. Elle correspond bien aux objectifs que ses parrains lui avaient impartis dès les tout premiers jours, dont la concentration sur les secteurs importants où le Canada tient particulièrement à ne pas sacrifier son autonomie économique sur l'autel de l'expansion. Par ailleurs, il est indéniable que la CDC en apportant à ces secteurs les moyens considérables que l'on connaît, aura un effet d'entraînement stimulant pour une foule d'entreprises appartenant à des secteurs connexes.

Cela étant, on peut à juste titre se demander ou cela laisse les régions. Et même les provinces. En d'autres termes la question que beaucoup se posent est de savoir si la Corporation de développement du Canada, sans pour autant se lancer dans une politique de saupoudrage, parviendra quand même à répartir d'une façon rationnelle mais équitable ses investissements. D'ailleurs la même question s'applique aussi dans le cas des entreprises contrôlées par la CDC.

A l'heure actuelle il n'y a aucune raison de croire que les choses se passeront différemment. Le gouvernement fédéral ayant clairement défini, et même dans un sens démontré, et l'autonomie et les pouvoirs et le rôle de la Corporation de développement du Canada. En revanche il est certain, comme l'a souligné le ministre de l'Industrie et du Commerce du Québec, Monsieur Guy Saint-Pierre, au cours de l'interview qu'il nous a accordée la semaine dernière, que les décisions d'investissement de la CDC, aussi bien que celles des industries que cette dernière contrôle, seront probablement fortement influencées par le caractère des "dossiers" qui lui seront soumis.

En conclusion, nombreux sont les observateurs qui estiment que la CDC, pour n'avoir pas été la réalisation la plus spectaculaire du gouvernement actuel, n'en reste pas moins une initiative qui donnera une impulsion inédite aux investissements canadiens dans certains secteurs importants de l'économie. Secteurs qui, jusqu'ici, avaient été quelque peu négligés par les Canadiens pour des raisons financières, technologiques et de risques. Il ne reste donc plus à la CDC qu'à tenir sa promesse de mettre à portée des masses canadiennes une large part de ses actions. D'ailleurs, en vérité, beaucoup plus pour leur donner un sentiment de participation que des dividendes.

Jean-V. Baltayan

LES AFFAIRES

Fondé en 1961 sous la présidence de Julien Levasseur

635 est. boul. Henri-Bourassa
Montréal 357, tél. 381-1888

Vice-président et

directeur général: **Claude Coupal**

Rédacteur en chef: **Jean V. Baltayan**

Rédacteurs: **Jean Pascal Lion**, **Gizèle Deraspe**, **Alain Gerbier**, **Michel Guénard**

Collaborateurs: **Michel Durand**, **Jacques Beaufort**

Correspondants réguliers:

François Gauthier, économiste à l'Université Laval; **François Charette**, B.A. L.Sc.

Charles Atala, L.L.L. conseiller en droit international; **René Callès**, C.d.A.A., F.I.A.C.

Reynald N. Harpin, B.A., L.S.C., analyste financier; **J.J. Poletti**, analyste monétaire

et correspondant à Ottawa.

Directeur de la publicité: **René S. Bourbonnais**

Représentant à Montréal: **Claude Martin**

Représentant à Toronto: **Marc A. Girard**, Gérant pour l'Ontario et l'Est des E.U.; **Tom Jordan**, représentant, Suite 203, 801 York Mills Rd., Mills, Ont. 449-3808/447-7404

Quest canadien et Californie: **D.D. Davidson**, National Advertising Representative, 1350 West Pender St Vancouver B.C.

Europe: **Paul Singer-Lawrence**, 54 Burton Court, London S.W. 3 England

Directeur du tirage: **Georges Larivière**; Production: **Nicole Vézina**.

Composé aux ateliers des Entreprises Gérard Inc., Montréal et imprimé par Richelieu Roto-Litho, Saint-Jean

Abonnement un an (52 numéros) \$10.00; deux ans (104 numéros), \$17; trois ans (156 numéros), \$23.00 cinq ans (260 numéros), \$35.00

Distributeurs pour l'Europe: **C.C.I.F.**

68 rue Rothschild, Genève, Suisse, tél: 022/317478

EUROPE: \$15.00 (annuel) — poste aérienne ajouter \$20.00

La reproduction intégrale ou partielle d'articles signés publiés par le Journal n'est soumise à aucune autorisation préalable mais doit cependant être accompagnée de la mention "Les Affaires".

(Courrier de la deuxième classe — Enregistrement no 0923)

Groupe d'étude sur l'aide fédérale aux personnes atteintes de surdité

L'octroi par le gouvernement fédéral d'une subvention de \$50.770 et la formation d'un groupe national d'étude indiquent que le projet d'association nationale pour les personnes atteintes de troubles de l'ouïe est en bonne voie de réalisation.

La subvention, annoncée aujourd'hui par le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, M. John Munro, sera accordée au Conseil canadien de la réadaptation des invalides, qui administrera les fonds, engagera le personnel et fournira les bureaux ainsi que le matériel nécessaire. Les premiers travaux seront effectués par les organismes qui oeuvrent dans le domaine de la surdité, et seront coordonnés par le directeur de l'étude. On étudiera les programmes en vigueur à l'heure actuelle dans les services sociaux et de réadaptation professionnelle ainsi que les secteurs suivants: les moyens électroniques de communication, les services d'interprétation, la formation des spécialistes, etc.

L'étude se fera en quatre étapes au cours desquelles on invitera les spécialistes (médecins, travailleurs sociaux, psychologues, audiologues, enseignants), le public et les groupes de consommateurs, le gouvernement et les organismes régionaux et autres à participer à une consultation nationale.

D'après des estimations, il y aurait jusqu'à 873.600 Canadiens qui seraient sourds ou souffriraient de troubles de l'ouïe.

La lutte contre les déversements accidentels d'hydrocarbures s'intensifie

Le Ministre des Transports, M. Don Jamieson, et le ministre de l'Environnement, M. Jack Davis, ont annoncé conjointement que le ministère des Transports avait adjugé un contrat de \$347.500 pour la construction d'estacades de protection des côtes contre les hydrocarbures. L'achat de ces estacades, destinées à 23 localités côtières du Canada, dont 5 dans le Nord, s'inscrit dans un programme permanent de lutte contre les déversements accidentels d'hydrocarbures.

Le contrat pour des estacades flexibles de 42.000 pieds a été adjugé à **Bennett Pollution Controls Ltd.** de Vancouver (C.-B.) qui commencera la livraison en août prochain. D'une hauteur de trois pieds, ces estacades en tissu de nylon sont faites en sections de 50 pieds munies de joints pour empêcher l'infiltration des hydrocarbures.

Les estacades seront installées aux endroits suivants: Frobisher Bay, Hay River, Inuvik, Resolute Bay et Tuktoyaktuk (T.N.-O.); Saint-Jean (T.N.); Dartmouth (N.-E.); Saint-Jean (Nouveau-Brunswick); Charlottetown (I.-P.E.); Montréal, Québec et Sorel (Qué.); Amherstburg, Burlington, Parry Sound, Prescott, Sarnia et Thunder Bay (Ont.); Fort Churchill et Selkirk (Manitoba); Prince Rupert, Vancouver et Victoria (Colombie-Britannique).

Dans le Nord, l'administration des estacades sera confiée au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest tandis que celles des 18 autres localités relèveront du ministère des Transports.

25 bourses Design Canada

Le ministre de l'Industrie et du Commerce, l'honorable Jean-Luc Pepin a annoncé l'attribution de 25 bourses Design Canada décernées pour des études avancées en design industriel.

Les bourses sont décernées annuellement sur recommandation du Conseil national de l'esthétique industrielle à des étudiants, des professeurs, des employés et autres, afin qu'ils puissent faire des études avancées en design tant au Canada qu'à l'étranger. Les secteurs considérés comprennent les textiles, les composants pour la construction préfabriquée et les meubles.

"Un bon design est aussi important pour l'industrie canadienne que la qualité, le prix et la promptitude de livraison" a dit M. Pepin. "Ce programme de bourses, subventionné par le Conseil national de l'esthétique industrielle et mon ministère, encouragera les industriels, je l'espère, à reconnaître l'importance de l'amélioration du design dans le développement de l'industrie."

\$130.000 pour la réalisation d'aménagements éducatifs

Le ministère des Terres et Forêts du Québec a contribué pour un montant de \$130.000, à la réalisation d'aménagements éducatifs, dont celui de la chute de la rivière Noire, à la Forêt Montmorency, dans le Parc des Laurentides.

Cette participation financière du ministère s'inscrit dans le cadre des programmes d'éducation en conservation des forêts mis de l'avant par la direction générale de la Conservation. La réalisation de ces pro-

jets permet par ailleurs l'utilisation de main-d'oeuvre étudiante.

Ces programmes de la direction de la Conservation se sont jusqu'ici traduits par d'autres aménagements éducatifs en forêt: Port-au-Saumon et St-Siméon, dans Charlevoix; Station forestière de Parke, dans Kamouraska; lac Berry, en Abitibi, Duchesnay, dans Portneuf. Le ministère subventionne également, dans le cadre des mêmes programmes, des projets de l'Association forestière Québécoise Inc.: rallies-forêt, centre forestier éducatif, travaux sylvicoles, campements 4-H.

La province de Québec compte 1,671 hôtels

La province de Québec compte 3.306 établissements hôteliers de tout genre totalisant 72.154 chambres. Ce nombre comprend 1671 hôtels proprement dits, à l'exclusion des chalets et des motels.

La publication du bureau de la statistique du Québec "Établissements hôteliers -30 avril 1972" qui fournit ces renseignements a établi la liste des établissements hôteliers par catégorie et selon la région administrative.

La région de Montréal seule possède 1.132 établissements et 31.175 chambres, celle de Québec offre 803 établissements et 15.410 chambres. La région bas Saint-Laurent-Gaspésie, en raison de sa vocation touristique, arrive en troisième rang avec 377 établissements et 6.027 chambres tandis que les autres régions administratives entretiennent moins de 200 établissements à l'exception de l'Outaouais et de Trois-Rivières qui possèdent respectivement 252 et 253 établissements.

Les statistiques relevées dans ce bulletin permettent également de connaître le nombre d'établissements qui ont discontinué ou débuté leurs opérations au 30 avril 1972; ainsi, dans la région de Montréal, 19 établissements ont abandonné leurs activités, tandis que 15 nouveaux dans ce secteur offraient leur service à la clientèle hôtelière.

Le taux d'intérêt sur les prêts aux étudiants pour la prochaine année scolaire sera de 6 3/4%

L'étudiant qui obtient un prêt garanti par le gouvernement ne paie pas l'intérêt pendant la durée de ses études. C'est le gouvernement qui paie l'intérêt pendant cette période.

Pour la prochaine année scolaire, le gouvernement du Québec vient de fixer à 6 3/4% le taux d'intérêt annuel qu'il paiera à une institution de crédit pour les prêts qui seront consentis aux étudiants, en vertu de la loi sur les prêts et bourses aux étudiants.

Six mois environ après la fin de ses études, l'étudiant prend en charge ses emprunts. Il les consolide, les regroupe et doit signer un contrat de remboursement du capital et des intérêts. Pour les contrats de consolidation qui seront signés entre le 1er juillet 1972 et le 30 juin 1973, le taux d'intérêt annuel maximum payable par un étudiant à une institution de crédit est fixé à 7 5/8% par an sur les prêts consentis depuis le 15 septembre 1968. Les prêts consentis avant cette date conservent leur taux original de 5 3/4, par an.

Pour s'ajuster à la situation variable du marché monétaire, on a choisi le taux de rendement sur les obligations du Canada, comme base pour déterminer les taux annuels d'intérêt.

De janvier à juin 1972, ce taux de rendement était de 5 3/4% par an pour les obligations dont l'échéance est de 1 à 5 ans, et de 6 5/8% pour les obligations dont l'échéance est de 5 à 10 ans.

Les taux fixés par le gouvernement respectent donc l'entente actuelle qui prévoit que le taux ne dépassera pas de plus de 1% les taux de rendement de ces obligations du Canada.

Le Canada consacrera \$600 millions à la construction d'avions de reconnaissance

Le Canada se propose d'acheter à la Grande Bretagne plus de cent chars légers de type Scorpion. Il souhaiterait néanmoins que les Britanniques se piquent au jeu des échanges et achètent le missile canadien anti-char Drone. Cette transaction s'inscrirait dans le cadre de la politique de compensation pratiquée par les pays de l'O.T.A.N. L'achat des chars légers représente un montant de \$40 millions. Pour permettre de mesurer l'importance de cette dépense, disons qu'elle équivaut au budget annuel consacré au Programme fédéral de Formation en Cours d'emploi.

Par ailleurs M. Benson, ministre de la Défense nationale a annoncé que le Canada achèterait pour \$600 millions d'avions de reconnaissance longs courriers. Ces avions seraient substitués à la flotte de 32 avions Argus qui est en service depuis le second semestre de 1950. Le gouvernement a contacté de nombreux constructeurs canadiens et étrangers et attend leurs projets. La possibilité d'acheter l'appareil américain ou une version militaire du Boeing 707 n'a cependant pas été exclue.

L'industrie des pâtes et papiers: l'espoir renaît

Par Michel Guénard

Après le marasme de l'année dernière, l'industrie des pâtes et papiers s'apprête à connaître une année encourageante. A la suite de la publication des profits pour les deux premiers trimestres de l'année des compagnies Abitibi Paper et Anglo-Canadian Pulp, l'indice des valeurs boursières de l'industrie a pris 1.87 point à la hausse sur le marché de Toronto.

Lors de son rapport trimestriel, Abitibi Paper Co. a montré un profit de \$2.27 millions pour l'exercice financier allant de janvier à juin en regard de \$389,000 pour 1971. La hausse constante des ventes a permis des bénéfices par action de 10.7 cents, les bénéfices nets du deuxième trimestre se situent à 9.6 cents par action ordinaire en comparaison de 6.7 cents en 72.

Tableau 1 (Papier-Journal)

		72	71
Expédition en milliers de tonnes de janvier à mai.	Canada	308	284
	Etats-Unis	2,499	2,431
	Autres	540	537

La reprise américaine

La bonne tenue des exportations aux Etats-Unis jointe à une meilleure gérance des installations de production de la Compagnie a permis des économies plus élevées au niveau des coûts de production. La compagnie a réduit son personnel en ne remplaçant pas les personnes mises à la retraite. Il y a eu de plus une réorganisation de la fonc-

tion de production des unités de production américaines. Abitibi Paper possède pour près de 100 millions d'investissement outre-frontière, principalement dans la production de matériaux de construction - planche, papier-feutre, papier-isolant.

La compagnie exporte quelque 52% de sa production aux Etats-Unis et 4% à travers le monde. Il est

évident que la forte tenue du dollar canadien constitue un souci quotidien pour les dirigeants de l'entreprise. Une augmentation de un point du dollar canadien entraîne une hausse de coût d'un demi million pour la firme.

C'est ainsi que les produits des ventes ont été réduits de \$1,250,000 durant les premiers six mois d'opération. Des directeurs de ventes ont la nostalgie des années antérieures où le dollar canadien se cotait à 92.5 cents américains.

Un optimisme modéré

Exemple patent de cet optimisme, Consolidated Bathurst dont les actions en bourse ont grimpé de 88% depuis un an. En fait, les bénéfices nets de la compagnie pour le premier trimestre de 72 s'établissent à \$950,000 en comparaison d'une perte de \$1.2 million pour la même période l'an dernier. Mentionnons qu'un rendement de 6% par action présupposerait un retour de \$1 par action - la valeur au pair de l'action d'après les livres de la compagnie est de \$17. A la compagnie on explique cette amélioration sensible des ventes par une majoration de la demande extérieure et un assainissement des opérations d'exploitation. C'est ce qui explique que, malgré une hausse constante des coûts de production et un taux de change défavorable, les compagnies de papiers aient réussi à tenir le

coup. Il ne faut pas oublier que les contrats, d'une durée moyenne de 4 ou 5 ans, sont signés suivant des tarifs exprimés en argent américain. C'est pour cette raison que les compagnies absorbent directement les dévaluations relatives du dollar américain depuis un an.

La hausse des coûts

A la C.I.P. l'on est optimiste pour le prochain semestre à cause du second souffle de l'économie américaine; la compagnie exporte 80% de sa production de papier-journal chez nos voisins du sud. Devant le rétrécissement de la marge bénéficiaire en 71, la compagnie a déployé des efforts pour réduire le

contenu "homme-heure" dans sa fonction de production. Le contrat de travail prévoit une majoration de 7% l'heure ce qui porte le salaire horaire de base à \$4.00. La C.I.P. est une filiale de International Paper de New-York dont les bénéfices ont atteint 40 millions l'an dernier, l'entreprise canadienne représentant quelque 27% de l'ensemble des opérations d'I.P. On se souvient que la

compagnie avait fermé les portes de son usine de Kipawa dans le Témiscamingue à la suite de la non-rentabilité des ventes de ses dissolvants chimiques sur le marché américain.

A Domtar, l'on fait remarquer que, si le seuil de rentabilité est atteint, celui de l'investissement ne l'est pas. Ce seuil d'investissement se situe autour de 14% de rendement, i.e. qu'un dollar de vente doit rapporter 14 cents de profits nets.

L'augmentation constatée des profits demeure encore loin du palier de 14% de rendement, en fait elle oscille autour de 5% alors qu'en 1969 la marge bénéficiaire avait atteint ce seuil d'investissement.

Tableau 2

Investissements au Québec dans l'industrie du Papier et produits connexes. (millions de \$)	69	70	71	72
	105.6	84.7	50.2	83.2
Taux d'accroissement	3.2%	-19.8%	-40.7%	65.7%

La bonne tenue de l'industrie est attribuable à une augmentation de la capacité de production, de 82% qu'elle était en 1971 elle est passée à 85%. Cette marge de 3% explique la hausse des profits pour la première partie de l'année puisque les coûts fixes demeurent inchangés.

Du côté d'Anglo-Canadian Pulp, les choses se replacent; les ventes

(Suite à la page 18)

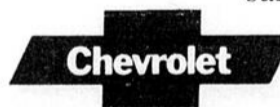
Vous ne cherchez pas à vendre une Chevrolet au prix fort. On vous l'achète.

L'un des principaux soucis de l'acheteur de flotte est de trouver celui qui rachètera ses voitures.

Ce "racheteur", vous le trouverez la plupart du temps à la recherche de la voiture d'occasion qui fut la voiture neuve la plus vendue... la Chevrolet.

Rien d'étonnant à cela, car Chevrolet vend plus de véhicules neufs que tout autre constructeur: plus de 3,000,000 de voitures et camions l'an dernier, en Amérique du Nord. Nous pouvons d'ailleurs prédire que nos Chevrolet 1973, avec leurs améliorations et leur valeur avantageuse, conserveront leur suprématie, tout comme la valeur de revente élevée qui a toujours caractérisé les voitures de la marque.

Aussi, lorsqu'il sera temps de rééquiper votre flotte, cherchez les Chevrolet, car vous pouvez être sûr qu'au moment où vous devrez les revendre, beaucoup de gens les rechercheront.



La Chevrolet. Pour la valeur de revente, c'est le modèle.

Boucler ceinture et baudrier, l'idée de votre vie.



Les directeurs régionaux du service des flottes sont toujours à votre disposition.

Montreal
M. J.H. Smith
5,000 route
transcanadienne
Pointe-Claire, 730 (Qué.)
514-697-9160

Ottawa
M. K.E. Morgenroth
875 Belfast Road
Ottawa
K1G0Z4
613-237-5051

Moncton
M. E.A. Grant
653 St. George Street
Moncton, N.B.
506-854-1500

Toronto
M. G.G. Gosling
1200 Eglinton Ave. E.
Don Mills, Ont.
416-446-5000

London
M. R.M. Johnston
Box 5412
Terminal "A"
London 12, Ont.
519-455-2400

Winnipeg
M. F.S. Avery
1345 Redwood Avenue
Winnipeg 14, Man.
204-582-2371

Regina
M. D.G. Fowler
581 Park Street
Regina, Sask.
306-543-2224

Calgary
M. F. Wilson
4220 Blackfoot Trail
Box 2510
Calgary 2, Alta.
403-243-4621

Vancouver
M. M.M. Hay
900 Terminal Avenue
Vancouver 4, B.C.
604-684-9444

Les grands magasins ont augmenté leur chiffre de vente de 15% par rapport à l'an passé

par Gisèle Deraspe

Les ventes dans le secteur des grands magasins s'avèrent très bonnes et tout laisse prévoir que cette situation se maintiendra au cours des mois à venir. Cette hausse marquée est due en grande partie à l'augmentation des revenus et à la baisse du taux de chômage. C'est ce que nous laissons savoir un récent bulletin du "Financial Counsel".

On constate, dans ce secteur, une hausse du chiffre des ventes de \$164,433,000, soit 15% de plus que l'an dernier pendant cette même période allant de janvier à mai, ce qui englobe une grande part des ventes d'été. Toutes les régions ont également été touchées individuellement par une hausse allant de 10% pour le Manitoba, soit \$74,098,000, jusqu'à 17.9% pour l'Alberta ou \$146,594,000.

Les ventes dans l'industrie en mai ont atteint un chiffre record de \$298,000,000. Cependant, contrairement aux années précédentes. Les ventes ont augmenté en mars au dépend de celles d'avril qui n'ont connu que 9% de gain par rapport à 12% l'an dernier. Par contre, en mai, les gains ont été de 12.2% à 19.7% (voir tableau ci-joint).

Evidemment, dans tous ces magasins, les ventes d'été marquent un point de hausse au début du printemps, à Pâques, et à la fin des classes ou au début des vacances.

Dans les grands magasins à rayons connus, tels Simpsons, Eaton, La Baie, Dupuis Frères et Simpsons-Sears, les secteurs de vente qui ont marqué une hausse générale sont: les articles sports; les appareils ménagers tels les climatiseurs et les téléviseurs couleurs (dans certains cas les ventes ont augmenté de près de 22% durant l'été); les vêtements sports pour les jeunes, et, pour certains, les accessoires d'ameublement tels les lampes, tables, ou meubles d'été. Les articles de voyage et de camping ont pris aussi une place importante.

Partout, la vague d'achat de bicyclettes qui s'était fait sentir l'an dernier, a continué à augmenter de plus en plus, au point que plusieurs fournisseurs ne pouvaient plus répondre à la demande des clients, ayant épuisé leur stock.

Le personnel de direction de ces grands magasins ne semble pas avoir à faire face à de grandes fluctuations dans les ventes, à des baisses ou des hausses imprévisibles. Ce sont les vêtements qui subissent les plus grandes fluctuations à cause de la mode, mais il semble toujours possible de se tenir quand même au pas, bien que dans certains magasins, même si on n'enregistre pas de diminution des ventes, on enregistre pas non plus de montée générale aussi forte que dans les autres secteurs, surtout aux rayons des robes

de dames et des complets pour hommes. Là où l'on retrouve une très grande baisse à l'échelle du pays, c'est dans les vêtements d'enfants et de bébés. Cela est dû en grande partie non pas à une autre revanche des berceaux, mais au fait que les enfants sont habillés beaucoup plus simplement qu'autrefois et parfois même se contentent d'un simple pantalon sport tant pour le jeu que pour les sorties.

Un autre secteur où les ventes augmentent de plus en plus, c'est celui des articles de toilette et cosmétiques.

Par contre, malgré la vente croissante des articles sport, on retrouve une baisse assez forte du côté des jeux dits "familiaux" tels le badminton, la pétanque et même les piscines.

Dans le domaine des meubles, les responsables de ces grands magasins s'accordent à dire qu'il est plus difficile d'en prévoir les ventes, mais qu'il est quand même aussi facile de renouveler le matériel et de se tenir au pas, que dans le vêtement.

Pour la saison qui arrive, s'il est évident que la vente des climati-

seurs va diminuer, on ne peut pas encore prévoir ce qui arrivera aux téléviseurs couleurs. Cependant, les statistiques de la plupart de ces magasins laissent entrevoir une très bonne saison d'automne dans la vente des vêtements tant pour femmes et jeunes filles que pour hommes.

Les meubles d'intérieur vont également reprendre une place importante et, chose certaine le personnel d'administration de ces grands magasins est très optimiste quant aux prochaines saisons.

noranda MINES LIMITED

RELEVÉ FINANCIER CONSOLIDÉ
SEMESTRE SE TERMINANT LE 30 JUIN 1972
(NON VÉRIFIÉ)

REVENUS

	(en millions)	
	1972	1971
Revenus provenant des métaux, produits et péages	243.3	216.1
Revenus des placements	7.6	10.5
Participation aux profits des compagnies associées	4.0	2.5
	<u>254.9</u>	<u>229.1</u>
Frais d'exploitation	177.2	164.0
Intérêts sur dette à long terme	9.3	3.9
Amortissements et dépenses antérieures à la production	16.4	10.8
Exploration et recherche	4.8	.9
	<u>207.7</u>	<u>179.6</u>
Bénéfices avant imposition	47.2	49.5
Impôts sur le revenu et la production	17.4	17.6
BÉNÉFICES NETS	<u>29.8</u>	<u>31.9</u>
Revenu net par action	\$1.23	\$1.32

SOURCE ET EMPLOI DES FONDS

Source:	Exploitation—		
	Revenus nets	29.8	31.9
	Amortissements et sommes radiées	16.4	10.8
	Impôts sur le revenu reportés	1.6	2.1
	Emission d'actions	.2	.2
	Placements et remboursements d'avances	—	.6
	Dette à long terme	25.0	—
	Divers	(.3)	(.1)
		<u>72.7</u>	<u>45.5</u>
Emploi:	Dividendes	14.5	14.5
	Immobilisations	39.6	37.0
	Placements et avances	3.2	30.1
	Dette à court terme (moins d'un an)	21.2	10.7
		<u>78.5</u>	<u>92.3</u>
Hausse (baisse) du fonds de roulement		(5.8)	(46.8)

Comme on le remarquait au dernier trimestre, les changements dans les revenus et les dépenses, en comparaison de l'an dernier, sont en grande partie attribuables à la consolidation de la Brunswick Mining and Smelting Corporation Limited et à l'achèvement des travaux à l'usine de smelting d'aluminium qui est entrée en production au milieu de l'année passée. Une diminution des dividendes versés par la Placer Development Ltd. a également touché les revenus des placements.

En 1971, le produit de la vente d'une propriété d'uranium aux Etats-Unis, vente qui a été contrebalancée en partie par certaines sommes spéciales radiées, a réduit les frais d'exploration. Sans ces transactions, les revenus du premier semestre de l'an dernier se seraient chiffrés à \$1.18 l'action.

La valeur élevée du dollar canadien continue de produire un effet défavorable sur les résultats. En comparaison du premier semestre de l'an dernier, les bénéfices ont baissé de près

de \$2 millions. Des grèves illégales aux Mines de cuivre Gaspé Limitée et à la Brunswick ont également touché les résultats du deuxième trimestre.

Le programme d'expansion des installations au Québec se poursuit selon les prévisions de temps et de budget. Cependant, l'arrêt de travail dans l'industrie du bâtiment en Colombie-Britannique retarde sérieusement la fin des travaux d'aménagement à la Bell Copper.

La mort de M. R. G. Driver, qui est survenue le 18 juin dans un accident d'avion au cours d'un voyage d'affaires au Royaume-Uni, constitue une grande perte. Il était un vice-président de la Noranda et le président de la Noranda Sales Corp.

On a versé un dividende de 30¢ l'action le 15 juin et on en a déclaré un autre de 30¢ payable le 15 septembre aux actionnaires inscrits en date du 11 août.

11 juillet 1972

Total des ventes pour les mois de mai '71 et '72

	Mai 1972	Mai 1971	Augmentation
Ontario	\$118,079,000	\$98,621,000	19.7%
Alberta	\$33,266,000	\$28,166,000	18.1%
P. Atlantiques	\$17,041,000	\$14,617,000	16.4%
Québec	\$58,184,000	\$50,551,000	15.1%
Saskatchewan	\$5,996,000	\$5,292,000	13.3%
C.-Britannique	\$44,656,000	\$39,422,000	13.2%
Manitoba	\$19,377,000	\$17,243,000	12.2%

A L'ASSURANCE-VIE DESJARDINS



M. Roland Lapointe, a.v.a.

Monsieur Roland Lapointe, représentant attaché au bureau régional de Montréal-Laurier, s'est vu décerner récemment le titre d'assureur-vie agréé (c.l.u.) par l'Institut des Assureurs-vie du Canada. M. Lapointe a obtenu cette distinction à la suite d'études spécialisées touchant les aspects les plus avancés de la profession d'assureur-vie.

Les affaires en bref

B.I.D. McMeekin, président de Pretty Polly Ltée d'Angleterre et président du Conseil d'administration de Pretty Polly (Canada) Ltée annonce qu'une entente a été conclue avec le Trust Général du Canada représentant la Société de Développement Industriel en rapport avec les actifs immobilisés appartenant antérieurement au Tricots Excel Inc. de Mont Joli.

Pretty Polly (Canada) Ltée continuera de distribuer ses propres marques Pretty Polly et Eve ainsi que celles appartenant antérieurement à Tricots Excel Inc. soit: Discretion, Casbah, Excel Fit et Vedette. Au tout début l'emphase principale se fera surtout au niveau des marques nationales. Il est anticipé que le volume des marques privées de Pretty Polly et d'Excel sera maintenu. Des efforts majeurs seront faits cet automne afin d'obtenir une plus large part de ce marché.

Pretty Polly Ltée et Pretty Polly (Canada) Ltée sont des subsidiaires totales de Thomas Tilling Ltée, le holding industriel prestigieux d'Angleterre avec des ventes mondiales de \$750 million et profits de \$45 million en 1971.

Conjoncture

Deuxième semestre encourageant pour l'économie canadienne

par Michel Guénard.

La plupart des économistes prévoient au début de 1972 une forte reprise de l'économie nationale; les pronostics sur cette croissance contenaient même une réduction du taux de chômage, plaie constante de l'économie nord-américaine.

Quel est le bilan actuel après les deux premiers trimestres?

L'ensemble des principaux indicateurs économistes tendent à confirmer les prévisions optimistes des analystes. C'est ainsi que l'indice de la production industrielle connaît une remontée constante des deux côtés de la frontière.

En fait, l'indice canadien du taux de croissance du volume de production s'est haussé de 7% par année alors que l'indice américain, après une période de redressement, a connu une amorce vigoureuse pour s'établir à 8.2%. La demande de biens de consommation a montré des signes de fermeté et excède encore les résultats de 1971 pourtant gonflés par la reprise des ventes du secteur automobile.

Le pessimisme des consommateurs s'estompe et l'on est d'avis que la bonne tenue des achats au détail va se poursuivre durant le prochain semestre. Côté construction, l'on constate une augmentation substantielle de 51.6% dans le taux de croissance du secteur logement par rapport au premier trimestre de 71.

Depuis le milieu de 1970, les mises en chantier ont augmenté progressivement pour atteindre quelques 260,000 unités durant les premiers six mois, ce qui est nettement supérieur aux 233,700 mises en chantier que nous avons connues pour l'ensemble de l'année 71.

Quant au marché hypothécaire, il a laissé voir une certaine stabilité au cours des derniers mois. La demande persistante de nouveaux logements maintient des taux d'intérêt favorables pour les institutions prêteuses. De janvier à mai les taux d'intérêt sont passés de 9.04 à 9.16 p. cent. Les sommes disponibles semblent répondre aux besoins des constructeurs quoique certaines institutions aient réduit tant le nombre que le montant de leurs engagements. Les taux de L.N.H. se maintiennent entre 9 1/8 et 9 3/8 p. cent avec des prêts conventionnels oscillants autour de 9.5%. Les prêts pour les maisons unifamiliales tendent vers un taux légèrement inférieur. Une participation au revenu continue d'être très appréciée de la part des prêteurs faisant d'importants prêts commerciaux ou résidentiels.

Chômage et inflation

Le chômage demeure toujours le premier des problèmes de l'Amérique du Nord; le pourcentage moyen de celui-ci dans nos deux pays a suivi une courbe légèrement descendante depuis 1971. Notons que ce taux mesure le chômage par comparaison avec la main-d'oeuvre — i.e. ceux qui sont au travail ou en quête de travail — et que souvent cette mesure masque des augmentations importantes de l'emploi.

C'est ce qui se passe actuellement. Entre juin 71 et juin 72, la main-d'oeuvre active est passée de 8.8 à 9.1 millions et le taux de participation de 57.6 à 58.2 p. cent. Aux Etats-Unis, l'augmentation de la population active a été de 3.1 mil-

lions durant la même période. Malgré cet accroissement important de la main-d'oeuvre, le taux de chômage a regressé de 7.4 à 5.9 p. cent ces derniers cinq mois. Quant à l'inflation, on perçoit des signes encourageants d'amélioration depuis le milieu de 71. Au Canada, le taux de l'indice des prix à la consommation a regressé de 4.9% en janvier à 4.2% en mai tandis qu'aux Etats-Unis le comportement des prix depuis août dernier est le meilleur qu'on ait vu depuis des années. Mais l'élévation actuelle des taux d'intérêt à long terme — la moyenne des taux de rendement des obligations du gouvernement fédéral s'est haussée de 0.61% de janvier à mai — laisse présager que les prêteurs exigent encore une forte prime inflationniste.

La hantise persistante de l'inflation provient de la tendance à la hausse que les investisseurs constata-

tent dans l'indice des prix de gros (+4.3) et l'indice des prix industriels (+1.7) entre janvier et mai alors que l'indice des prix à la consommation n'a progressé que de 1.6 pendant la même période.

Les hausses de salaire constante dans le secteur industriel — la moyenne horaire est passée de \$144.39 à \$146.57 entre janvier et mars — sont une source d'inquiétude pour les investisseurs et les hausses de salaires négociées durant le premier trimestre ont été les plus élevées de la présente période d'inflation. Les craintes que les milieux d'affaires entretenaient quant au succès de la lutte contre l'inflation originent des politiques monétaire et fiscale des Etats-Unis.

Au début de l'année le Gouvernement américain avait annoncé un budget déficitaire de \$39 milliards ce qui aurait, d'après plusieurs analystes financiers, provoqué une nouvelle poussée inflationniste. Mais ces craintes se dissipèrent lorsqu'on vit que les recettes étaient beaucoup plus considérables que prévu et les dépenses moindres que les prévisions budgétaires. C'est en fait un déficit de l'ordre de \$26 milliards qui semble probable.

Cette diminution sensible du déficit — quelques \$13 milliards — a pu atténuer certaines craintes, mais les dépenses qui ont été réduites cette année peuvent réapparaître au prochain budget.

ENVISAGEZ-VOUS L'ACHAT D'UN MODELE "HARDTOP"?

Près de la moitié des voitures vendues au Canada l'an dernier étaient des modèles "hardtop".

Il semble que le grand public soit tombé amoureux des "hardtops".

Chez Volvo, nous n'avons pas suivi cet engouement.

En ce qui nous concerne, nous considérons que le meilleur moyen d'assurer votre sécurité est encore de construire une voiture solide.

C'est pourquoi le toit des Volvos est soutenu par six montants en acier. Chacun d'eux est assez solide pour supporter tout le poids de la voiture!

Ces montants sont partie intégrante de la caisse et protègent l'habitacle.

Voyez-vous, la Volvo est la voiture la plus vendue en Suède où l'acheteur accorde une importance prépondérante non pas à la mode, mais à la sécurité.

Volvo. Si nous construisons ainsi nos voitures c'est parce que nous ne pouvons pas faire autrement.



VOLVO

© 1972 VOLVO CANADA LTD. - L'ÉDITION COUTRIÈRE DISPONIBLE - CONSULTER LES PAGES JAUNES POUR L'ADRESSE DU CONCESSIONNAIRE DE VOTRE VOISIN.

L'industrie de la radio et de la télévision (2)

par Reynald N. Harpin, analyste financier

Dans le précédent article, nous avons tenté de définir et de donner les principales caractéristiques de l'industrie de la cablovision. Nous abordons, cette semaine, l'analyse succincte des facteurs macro et micro économiques qu'il y a lieu de considérer dans l'étude de cette industrie ou d'une compagnie de télévision par câble. Les facteurs dont nous ferons la nomenclature, tout en les commentant brièvement à l'occasion, sont extraits d'un texte présenté par Monsieur Paul Lowenstein, président de Kausser Lowenstein & Meade, à un séminar organisé par l'Association Canadienne de la Télévision par câble en novembre 1971. Le séminar eut lieu successivement à Montréal et à Toronto les 8 et 9 novembre 1971.

La méthode d'analyse, telle qu'élaborée par monsieur Lowenstein, se divise en deux parties fondamentales: une première partie porte sur le contexte économique dans lequel évolue l'industrie et les entreprises qui en font partie; une seconde porte sur l'analyse des entreprises de télévision par câble, elle est à proprement parler une étude micro-économique. La première partie porte essentiellement sur une évaluation de la région pour laquelle une compagnie obtient un permis d'opérer. La seconde partie se subdivise en quatre composantes se rapportant aux données suivantes:

le système proprement dit (studios de diffusion, antenne, câble etc...), les abonnés, la direction de la compagnie et les données financières (bilan, état des profits et pertes etc...) ainsi que les ratios financiers usuels.

Concernant la région pour laquelle une entreprise a obtenu un permis, l'analyste ou l'investisseur peut se poser les questions suivantes. Quelle est la date d'expiration du permis accordé par le CCRT? Y a-t-il d'autres régions contigües à celle pour laquelle une compagnie a obtenu un permis qui pourraient faire l'objet de l'octroi d'un autre permis à la compagnie? Quelles sont les caractéristiques géographiques qui peuvent influencer la réception des signaux par les abonnés? Comment se subdivise le territoire de la compagnie par groupes ethniques et linguistiques? Quelle est la tendance économique dans la région? Quel est le revenu per capita, et quels sont les facteurs économiques pouvant influencer la croissance dans le nombre des abonnés dans le nombre des foyers dans le territoire desservie ont-elles été préparées? Sont-elles basées sur des sources fiables et reflètent-elles, d'une façon conservatrice, la croissance de la population, la construction de maisons unifamiliales et à logements multiples, les plans de développement urbain et la

croissance dans les usagers tels que les hôtels, les hôpitaux et les maisons de convalescence? Y a-t-il un facteur d'incidence qui peut causer des interférences dans la réception des signaux tel que des édifices en hauteur? Quel pourcentage des ménages ont présentement un téléviseur-couleur et quelle fut le taux de croissance annuelle dans l'installation d'appareils de T.V. couleur dans le territoire desservi? Combien de ménages ont plus d'un appareil de télévision. Quelle est la densité de population par mille?

Dans la seconde partie du modèle d'analyse élaboré par monsieur Lowenstein, le premier sous-groupe porte sur le système lui-même. Il y a lieu de se poser certaines des questions suivantes afin de déterminer la qualité de ce système. Pour quelle proportion de celui-ci, des câbles ont été installés? Quels sont les estimés de dépenses de capital pour le futur en ce qui a trait au renouvellement des câbles, à l'installation de câbles dans tout le territoire, au raccordement des nouveaux abonnés, à l'accroissement de capacité des canaux etc...? Les studios sont-ils suffisamment adéquats pour fournir une bonne programmation d'émissions locales en couleur? Y a-t-il certaines clauses dans les ententes avec les compagnies d'utilités publiques qui pourraient s'avé-

rer onéreuses pour la compagnie? Quand ces ententes prennent-elles fin et prévoit-on certains problèmes particuliers pour le renouvellement de celles-ci?

Un deuxième sous-groupe a trait aux données sur les abonnés eux-mêmes. L'analyste et l'investisseur doivent porter leur examen sur les points suivants. Quel est le taux de pénétration des abonnés? Quel fut le taux de croissance annuel des abonnés dans le territoire desservi par la compagnie? Ce taux de croissance a-t-il diminué ou augmenté? Quelle est la répartition des abonnés entre résidences unifamiliales et édifices à logements multiples? Y a-t-il des changements prévus dans les taux chargés aux abonnés? La croissance dans le nombre d'abonnés a-t-elle été affectée par des événements tels que acquisition ou désinvestissement, programmes spéciaux de promotion de ventes, événements politiques ou économiques inhabituels et conditions saisonnières telles que tempêtes de neige et verglas? Les édifices à logements multiples sont-ils sur une base d'abonnement individuel ou global? Quel est le ratio présent et projeté des ménages par mille de câble installé et d'abonnés par mille de câble installé?

PRÉSIDENT DE LA CIP DU CANADA



C.S. Flenniken

Lors d'une assemblée du conseil d'administration M. C.S. Flenniken a été élu président et chef de la direction de la Compagnie Internationale de Papier du Canada. Il succède à M. Joseph P. Monge, qui retourne à l'International Paper Company de New York où il présidera le comité des finances et dirigera les activités administratives, et la planification. M. Monge demeure président du conseil d'administration de la CIP. M. Flenniken était vice-président exécutif, exploitations, de la CIP depuis juillet 1971 et membre du conseil depuis septembre de la même année. Il est à l'emploi de la CIP depuis 1969. Il avait précédemment servi l'International Paper pendant 20 ans dans des postes administratifs.

À SUIVRE...

COMBIEN PAIEREZ-VOUS D'IMPÔTS AVEC LA RÉFORME FISCALE

Jean-Jacques Treyvaud
Publications
LES AFFAIRES INC.

Vient de paraître

En vente au prix de \$2.75★
(★incluant \$0.25 pour l'expédition)

Cet ouvrage se veut un instrument utile pour tous les Canadiens de langue française résidant dans la Province de Québec. Il ne touche en effet que les effets directs de la réforme fiscale vis-à-vis du contribuable québécois.

La parution d'un tel ouvrage, au moment de l'entrée en vigueur d'un nouveau régime fiscal fédéral, permettra nous l'espérons, aux contribuables québécois d'avoir une meilleure idée de ce que leur réserve la nouvelle Loi et de pouvoir prendre certaines décisions en ce qui concerne leurs biens et leurs propriétés.

J.-J.T.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

- CHAPITRE 1: L'impôt sur le revenu des particuliers
- CHAPITRE 2: Nouvelles déductions admissibles
- CHAPITRE 3: Les modifications aux autres éléments du revenu
- CHAPITRE 4: L'étalement du revenu
- CHAPITRE 5: Les régimes de retraite

CHAPITRE 6:

- Voiture de compagnie, congrès et cotisations à des clubs sociaux

PARTIE DEUX

- CHAPITRE 7: Les gains en capital
- CHAPITRE 8: Les autres revenus du contribuable
- CHAPITRE 9: L'impôt sur le revenu des professionnels.

CHAPITRE 10:

- Les agriculteurs et les pêcheurs

CHAPITRE 11:

- L'imposition du revenu canadien des non-résidents

CHAPITRE 12:

- Le Jour d'évaluation et les modalités d'application de la nouvelle loi

(Veuillez m'expédier... volumes(s) intitulés(s).)

COMBIEN PAIEREZ-VOUS D'IMPÔTS AVEC LA RÉFORME FISCALE?

par Jean-Jacques Treyvaud

Entreprise

Nom

Adresse

Ville

Prov Tél.

Paiement inclus: \$
Expédiez P.S.L. (C.O.D.) \$

Coût du volume \$2.75 (incluant \$0.25 d'expédition) — P.S.L. (C.O.D.) 50c d'extra

PUBLICATIONS LES AFFAIRES INC.

635 est, Henri-Bourassa, Mt, 357. — 381-1888

Résultats financiers

Dominion Glass Company Ltd

Les ventes du premier semestre de 1972 de Dominion Glass Company Limited s'élèvent à \$45,258,059, une augmentation de \$9,271,972 ou 25.8 pour cent au regard de celles du premier trimestre de l'exercice précédent.

Le revenu net après impôts, pour le premier semestre de 1972, s'établit à \$1,328,318. L'équivalent de 58 cents par action ordinaire. Après provision pour dividendes d'actions privilégiées, à comparer à une perte de \$493,620 ou 27 cents par action ordinaire au cours de la même période en 1971.

Les ventes du deuxième trimestre de 1972 se chiffrent par \$26,092,629. Une augmentation de \$5,530,894 ou 26.9 pour cent par rapport au trimestre correspondant de 1971, alors que des grèves, qui ont débuté en juin, réduisirent quelque peu les expéditions.

Le revenu net après impôts, au deuxième trimestre s'est élevé à \$883,052 ou 39 cents par action ordinaire. Après provision pour dividendes d'actions privilégiées, en comparaison d'une perte de \$2,218 ou 2 cents par action ordinaire durant le deuxième trimestre de 1971.

Montreal Trust

1972	1971
Bénéfice net consolidé	
\$2,302,000	\$1,693,000
Bénéfice par action	
92 cents	70 cents
Bilan	
Comptes en fiducie garantis	
\$520,665,000	\$465,052,000
Comptes de la société	
\$45,662,000	\$44,181,000

Les résultats du dernier trimestre se sont traduits par un bénéfice net de 46 cents par action contre 42 cents l'an dernier. La croissance des comptes en fiducie garantis provient surtout, comme au cours du dernier exercice, des prêts hypothécaires à échéance de cinq ans et des dépôts également à cinq ans. Les comptes en fiducie garantis ont augmenté de 55 millions de dollars en cours d'exercice, soit une augmentation de 12 pour cent."

A leur réunion, les administrateurs ont déclaré pour le 13 octobre 1972 un dividende trimestriel de 20 cents par action aux actionnaires inscrits le 30 septembre 1972.

Union Carbide Canada

Le conseil d'administration de Union Carbide du Canada Limitée a annoncé un dividende trimestriel de 15c par action sur les actions en circulation de la Compagnie, payable le 1er septembre 1972 aux actionnaires inscrits le 10 août 1972.

Great Canadian Oil Sands Ltd

Great Canadian Oil Sands Limited rapporte une amélioration de sa production ainsi que des pertes réduites sensiblement au cours du premier semestre de 1972.

Les résultats non vérifiés révèlent que la perte de la période de six mois s'est élevée à \$657,000 au regard de \$3,275,000, au cours de la même période l'an dernier. Les revenus se chiffrent par \$29,625,000

par rapport à \$25,113,000 lors du premier semestre de 1971.

La production des installations de la compagnie situées à proximité de Fort McMurray, Alberta a atteint 9,005,000 barils ou une moyenne quotidienne de 49,500 barils. Il s'agit d'un gain d'environ 18 pour cent sur la même période en 1971 alors que la production totale avait été de 7,618,000 barils ou une moyenne de 42,100 barils par jour.

Trust Général du Canada

Trust General du Canada annonce les résultats du premier semestre de l'exercice en cours. Les différents services y compris le service des dépôts ont connu des hausses intéressantes et le bénéfice net consolidé a augmenté de 19 pour cent de \$814,000, il est passé à \$963,000, soit \$1.07 par action, comparativement à 90 cents pour le semestre correspondant. Au cours de cette période, les dépôts à terme ont connu une hausse de 10 pour cent et l'activité dans le domaine des prêts hypothécaires s'est accrue très sensiblement.

Imasco Limitée

Pour le premier semestre de 1972, Imasco Limitée annonce une augmentation de ses ventes et de ses bénéfices.

Au cours de cette période, les ventes consolidées se sont établies à \$9,308,000 ou 94 cents par action, marquant ainsi une augmentation de \$1,458,000 ou 15 cents par action par rapport au premier semestre de l'année dernière.

Les ventes consolidées de \$284,961,000 se sont accrues de \$17,444,000 soit de sept pour cent.

Quant aux bénéfices du deuxième trimestre, ils se sont élevés à \$5,233,000 ou 53 cents par action, au regard de \$4,143,000 ou 42 cents par action en 1971.

Les ventes du deuxième trimestre se sont chiffrées par \$149,009,000, en comparaison de \$139,044,000 l'année dernière, marquant ainsi une hausse de sept pour cent.

Ces augmentations des ventes touchent les trois divisions de la compagnie pour le premier semestre.

Les ventes de la société Les Produits Imperial Tobacco Limitée ont atteint \$205,274,000 soit une hausse de \$5,743,000, ou de trois pour cent.

Les ventes de la Division Alimentation Imasco se sont établies à \$56,813,000. L'augmentation réelle des ventes en dollars a été de 10 pour cent, mais la baisse d'environ quatre pour cent du taux de change du dollar américain a réduit cette augmentation à six pour cent, soit à \$3,464,000.

Les ventes de la Division des Produits Connexes Imasco se sont élevées à \$29,285,000, soit une augmentation de \$7,062,000, ou près de 32 pour cent. Cet accroissement témoigne du rendement amélioré de l'exploitation des établissements de détail et des opérations vinicoles. Il reflète aussi l'effet des nouvelles acquisitions.

"Nous prévoyons une augmentation satisfaisante des ventes et des bénéfices pour le reste de l'exercice", a déclaré le président, monsieur Paul Paré.

Le rapport intérimaire de la compagnie sera adressé aux actionnaires dans deux semaines environ.

Ivaco Industries Ltd

Résultats du deuxième trimestre:

Pour le trimestre terminé le 30 juin 1972, les bénéfices nets ont atteint \$1,162,362, une augmentation de 16% par rapport au montant de \$1,006,237 enregistré au cours de la période correspondante l'an dernier.

Les bénéfices par action ont été de 31c pour le deuxième trimestre, à rapprocher de 28c, enregistrés au cours de la période correspondante en 1971.

Les ventes du deuxième trimestre ont été de \$13.6 millions, une augmentation par rapport au montant de \$11.4 millions enregistré au cours de la période correspondante l'an dernier.

Résultats du premier semestre:

Pour le semestre terminé le 30 juin 1972, les bénéfices nets ont été de \$2,125,449, une augmentation

de 22% par rapport au montant de \$1,736,388 enregistré au cours de la période correspondante l'an dernier.

Les bénéfices par action se sont chiffrés par 56c pour les six premiers mois, à rapprocher de 48c enregistrés au cours de la période correspondante en 1971.

Les ventes du premier semestre de 1972 ont atteint \$25.3 millions, une augmentation par rapport au montant de \$20.4 millions enregistré au cours de la période correspondante en 1971.

Le président de Ivaco, M. Isin Ivanier a attribué les excellents résultats de ce premier semestre à deux facteurs primordiaux:

— l'accroissement des installations de fabrication, qui a été complété récemment, à Buffalo, N.Y. et à Marieville, Qué.

— Une attention particulière et soutenue portée à la mise en marché domestique et étrangère.

Passant en revue le progrès de l'expansion interne de la compagnie, M. Ivanier a déclaré que les installations additionnelles à Buf-

falo fonctionnent à pleine capacité; que Sivaco Ontario Ltd. la nouvelle tréfilerie de fil métallique située à Ingersoll, a commencé à fonctionner grâce au travail d'une seule équipe et que la formation d'une seconde équipe est en cours; et que la nouvelle annexe à l'usine de Marieville fonctionne maintenant à pleine capacité. La construction de Sivaco Maritimes Ltd. la nouvelle usine de clous et de fil métallique située à Dartmouth, en Nouvelle-Ecosse se poursuit.

M. Ivanier a fait remarquer que, traditionnellement, le second semestre de la compagnie est toujours plus lucratif que le premier et tout porte à croire à ce stade que cette tendance se poursuivra.

Ivaco est un producteur de fil-machine, de fil métallique et de divers produits en fil, de clous, de boulons, d'essieux et de pièces de précision. Ses installations comptent 8 usines employant quelque 1,300 personnes et sont situées à Marieville, Qué., l'Orignal et Ingersoll, Ont. et Buffalo, N.Y.

Financement à terme

Quand y recourir, et comment l'obtenir.



Chaque fois qu'une entreprise prospère se voit forcée de ralentir son expansion par manque de fonds, le moment est venu pour elle de recourir au financement à terme.

RoyNat se spécialise dans ce genre de prêts. Nous croyons que c'est un domaine intéressant parce que nos clients peuvent continuer à progresser en finançant leur expansion à même leurs bénéfices à venir. Nous faisons donc tout en notre possible pour qu'ils soient satisfaits de nos services et nous ne nous limitons pas à leur accorder un prêt. Si le client a besoin de conseils ou d'aide de notre part, nous sommes là. Avant et après l'emprunt.

Pour bénéficier rapidement du financement à terme, téléphonez ou écrivez à n'importe quel bureau RoyNat Ltée. Nous nous occuperons de vous sans délai.

Car, lorsqu'on parle de financement à terme, le temps c'est de l'argent.

RoyNat Ltée

Nous vous expliquerons comment.

Halifax • Québec • Montréal • Ottawa • Toronto
Hamilton • London • Sudbury • Winnipeg • Regina
Calgary • Edmonton • Prince George • Vancouver

Une semaine à la Bourse

La Bourse aujourd'hui

Par Nestor

La Bourse avait commencé la semaine en lion, et Vendredi dernier elle l'a terminée en mouton. Il n'y a rien de bien particulier dans ce comportement qui est bien spécifique de la période estivale: d'autant plus que la fièvre qui avait envahi New York s'est abattue presque immédiatement. Ces sautes d'humeur ont de quoi désorienter le petit investisseur, qui n'est pas trop familier avec les caprices des ténors de la finance.

Les élections américaines sont pour beaucoup dans cette incertitude boursière. De plus en plus on se rend compte que la campagne 1972 risque d'être une campagne extrêmement dure, pour pas dire boueuse. Dans les deux camps, démocrates et républicains, ont amorcé un stock de scandales et de déclarations pernicieuses à faire rougir un contrebandier: Il ne faut donc pas s'attendre à ce que la Bourse reste insensible à cette montée d'injures, surtout que certains scandales latents aux Etats-Unis risquent de se répandre comme une marée sur le monde des affaires. D'où la nervosité de la cote et ceci malgré les très bons résultats enregistrés par la majorité des industries américaines, à part peut-être le secteur de l'acier.

Au Canada, la situation est quelque peu semblable. Les élections, il est vrai, ne dérangent que peu l'économie et la bourse canadienne. Cependant la persistance d'un affrontement monétaire et commercial avec le voisin du Sud crée une lourde hypothèque d'incertitudes pour les compagnies dont les principaux revenus proviennent de l'exportation.

NOMINATION CORPORATION VANFAX LTÉE



M. Jude Picard

Le président de la Corporation Vanfax Ltée, Monsieur Gérard Lebeau, est heureux d'annoncer la nomination de Monsieur Jude Picard au poste de Directeur des ventes pour la province de Québec et les provinces maritimes. Au service de la Corporation Vanfax Ltée depuis sa fondation, Monsieur Picard jouit d'une vaste expérience dans le domaine du rembourrage et du remplacement des vitres d'automobiles. La Corporation Vanfax Ltée est un important distributeur de matériaux auprès des maisons se spécialisant dans le domaine du rembourrage, du remplacement des vitres et des pare-brise d'automobiles.

Il y a quelque temps, je vous parlais de la reprise qui s'annonçait pour le marché du nickel. Cette reprise est confirmée depuis que les Etats-Unis se remettent à acheter de ce métal pour reconstituer leurs réserves stratégiques. Au Canada, Falconbridge Nickel a été la première valeur à profiter de cette reprise. Etrangement International Nickel n'a pas suivi; les cours de cette valeur sont toujours dépréciés. Cependant, au niveau actuel, j'achèterais International Nickel avec confiance. A 29 1/2 ce n'est pas un cours normal pour une valeur de cette classe et les bénéficiaires devraient confirmer une reprise.

Il en est de même pour Hudson Bay Company. Cette valeur devrait accuser une reprise intéressante si on peut en juger les résultats de sa filiale Hudson Bay Oil Gas qui a annoncé des bénéfices exceptionnels au cours du deuxième trimestre de l'année, et dont les cours ont augmenté de ceux points pour terminer à 45 1/4 vendredi dernier. Hudson Bay Company à 17 dollars est un véritable achat. Il y a quelques temps votre ami Nestor nous avait suggéré l'achat de Atlantic Sugar aux environs de 6 dollars. Cette société vient d'annoncer pour le premier semestre de 1972 un bénéfice de 28 cents par action contre 31 cents pour l'an passé.

Cependant les ventes ont augmenté d'environ 10%, ce qui ne s'est pas reflété dans les résultats annoncés. Il n'en reste pas moins qu'à six dollars, Atlantic Sugar se vend à neuf fois son bénéfice par action, estimé à 72 cents pour 1972.

N'oubliez pas que votre ami Nestor vous répondra dans ses colonnes si vous avez une question à lui poser concernant le marché boursier. Je le ferai bien volontiers. C'est tout pour aujourd'hui, bonne semaine.

Les affaires en bref

Celanese Canada Ltée a déclaré un bénéfice après impôts de \$520,000, soit 2.4 cents par action ordinaire, pour le trimestre clos le 30 juin 1972, avant les postes extraordinaires et les dépenses exception-

nelles, contre \$941,000 et 5.5 cents par action, chiffres redressés, pour la même période de l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin, la compagnie a déclaré un bénéfice après impôts de \$1,222,000, soit 6.2 cents par actions avant les postes extraordinaires et les dépenses exceptionnelles, contre \$2,194,000 et 13.5 cents par action, chiffres redressés, pour la même période en 1971.

Après avoir assumé les dépenses exceptionnelles (qui se composent de certains amortissements et de frais encourus dans le cadre du programme de réduction des coûts) et avant les postes extraordinaires, la compagnie a subi une perte de \$284,000, soit 3.7 cents par action pour le trimestre; elle a réalisé un bénéfice après impôts de \$418,000, soit 0.1 cents par action pour l'ensemble du semestre.

Les pertes sont donc de \$2,538,000 (20.7 cents) pour le trimestre et de \$1,836,000 (16.9 cents) pour le semestre, après les dépenses excep-

tionnelles et les postes extraordinaires.

Les ventes nettes du trimestre et du semestre, qui comprennent celles de Millhaven Fibres Ltd, se dégageant respectivement à \$41,999,000 et \$79,295,000.

Certaines charges exceptionnelles du trimestre découlent de l'obligation dans laquelle s'est trouvée la compagnie de raffiner, pour la prochaine décennie, des méthodes d'exploitation capables de lui permettre de faire face à la concurrence étrangère sur le marché canadien. C'est ainsi qu'elle a dû aussi modifier la valeur de ses stocks dans certains secteurs et accroître ses bénéfices par une réduction sensible des coûts.

"Comme nous l'avions souligné pour le premier trimestre", a déclaré M. W.R. Clerihue, président, "les ventes et les bénéfices nets se sont ressentis d'une grève à notre usine de tapis de Sorel et de deux autres grèves à l'usine de Drummondville, en juin. Nous avons ratifié deux conventions de travail de 3

ans à Drummondville, et une autre de 30 mois à Sorel, où les négociations se continuent avec le syndicat des employés de la production."

M. Clerihue a ajouté: "L'avilissement des prix du polyester continue à se faire sentir par suite d'une concurrence étrangère intense, surtout européenne et japonaise, résultant d'une surproduction dans ce pays, dont les produits inondent nos marchés. Nous continuons à insister vigoureusement auprès des autorités fédérales pour contenir l'afflux des produits importés, qui dépassent maintenant 50 p. cent du marché canadien de fil de polyester."

Une hausse incontrôlée des importations continuerait à avoir de sérieuses conséquences sur la production canadienne d'articles en polyester, aggraverait la réduction de l'emploi et des investissements et entraînerait une désorganisation durable du marché canadien."

Les mesures positives adoptées devraient améliorer les perspectives d'avenir pour la dernière partie de l'exercice et par la suite.



Nominations chez Dustbane Enterprises Limited



ROBERT T. TRUDEAU HERBERT H. GROENKE DONALD S. MacKINNON

M. Gérard D. LaFortune, Président et Directeur général de Dustbane Enterprises Limited, annonce les nominations de messieurs R. T. Trudeau, H. H. Groenke et D. S. MacKinnon aux postes suivants:

M. Robert Trudeau, qui occupait auparavant le poste de Chimiste en chef et plus récemment celui de concessionnaire distributeur des produits Dustbane dans le sud-ouest de l'Ontario, a été promu au poste de Directeur du service des ventes des produits chimiques. M. Herbert Groenke, anciennement du service de la production du matériel et des ventes spéciales, a été nommé Directeur du service des ventes du matériel. M. Donald MacKinnon, autrefois Directeur du service de la publicité et de la promotion des ventes chez Modern Building Cleaning, une filiale de Dustbane Enterprises Limited, occupe maintenant le poste de Directeur de la publicité et de la promotion des ventes à la Société commerciale.

COUP D'OEIL A LA BOURSE

	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI
MONTRÉAL	↘	↗	↘	↘	↗
SERV. PUB.	159.24 - 0.49	159.03 - 0.21	158.99 - 0.04	158.21 - 0.78	158.53 + 0.32
BANQUES	261.24 - 3.05	263.98 + 2.74	165.26 + 1.28	264.59 - 0.67	267.08 + 2.49
PAPIERS	92.19 - 2.00	94.39 + 2.20	93.63 - 0.76	94.26 + 0.63	94.23 - 0.03
INDUSTRIELLES	217.66 - 1.67	219.33 + 1.67	218.46 - 0.87	217.71 - 0.75	217.23 - 0.48
TORONTO	↘	↗	↗	↘	↗
INDUSTRIELLES	208.18 - 1.56	203.90 + 0.72	204.40 + 0.50	204.10 - 0.30	204.49 + 0.39
MÉTAUX	92.17 - 0.42	92.31 + 0.14	92.76 + 0.45	92.57 - 0.19	93.04 + 0.47
AURIFERES	219.58 - 0.88	213.59 - 6.00	212.13 - 1.46	215.95 + 3.82	222.28 + 6.3
PÉTROLE	236.70 - 2.98	237.39 + 0.69	237.93 + 0.54	236.02 - 1.91	235.06 - 0.96
NEW YORK	↘	↘	↘	↘	↗
DOW JONES	935.36 - 14.91	934.45 - 0.91	932.57 - 1.88	926.85 - 5.72	926.10 - 0.75

Résultats financiers

Résultats des sociétés

- ventes ou revenus -

nom de la compagnie	exercice	71		71		70	
		\$,000	\$,000	revenu net \$,000	par action	revenu net \$,000	par action
Ashland Oil (U.S.)	Yr. Mar. 31	9.563.6	7.885.7	1.844.0*	25	1.908.0	26
B.C. Oil Lands	Yr. Mar. 31			93.0	10	63.0	07
Cda Cement Lafarge	Yr. Apr. 30	203.071.2	156.184.6	12.471.1	2.99	7.937.5	2.12
Cdn. Vickers	6m May 31	13.048.0	12.259.2	113.8(i)		187.9	34
Chinook Shopping Centre	Yr. Mar. 31	1.846.0	1.757.4	417.5	34	349.0	28
Combined Engineered Prod.	9m May 31	18.161.6	16.087.7	372.2	47	280.0	32
Corpex	3m Mar. 31	9.943.4	4.071.5	363.8		259.1(i)	
Corwin Zellerbach Cda	6m June 30	113.500.0	93.500.0	5.900.0	74	3.600.0	45
Electronic Associates	15 m Mar. 31c	4.600.0		127.7(i)			
Foodex Systems	24w June 17			294.0*	22	72.0	05
Greb Industries	28w May 13	11.864.9	10.044.0	284.2	40	175.5	24
Highland Queen	6m Apr. 30	721.9	443.2	37.0	11	28.4(i)	
Horne & Pitfield Foods	Yr. Apr. 1	84.800.0	75.100.0	676.8	37	490.3	27
Imperial Tobacco Group (U.S.)	6m June 30	1.710.000.0	1.610.000.0	69.400.0		61.600.0	
Island Telephone	3m Mar. 31	1.200.0	1.100.0	168.5	27	157.7	26
Lawson & Jones	Yr. Apr. 30	64.700.0	58.500.0	1.300.0	5.85	949.6	4.15
Linland Equipment	Yr. Jan. 31	1.292.0	1.025.3	49.6	15	47.5	14
Midcon Oil & Gas	Yr. Mar. 31	305.6	216.0	71.0	02	45.2	01
Okanagan Holdings	Yr. Mar. 31			67.3	36	62.8	
Sandwell & Co.	9m May 31	9.400.0	11.900.0	319.0(i)*		402.0*	45
Sanelli Pools	6m Apr. 30	308.3	329.7	107.0(i)		62.5(i)	
Teleflex Inc.	6m June 25	14.935.0	12.670.0	767.2	1.42	412.3	82
Toronto & London Investment	Yr. Mar. 31	841.8	836.7	579.8	13	639.8	15
Hiram Walker-Gooderham & Worts	9m May 31	586.500.0	523.800.0	38.700.0*	2.24	33.400.0	1.93
Westinghouse (U.S.)	6m June 30	2.436.502.0	2.199.020.0	95.365.0	1.08	79.616.0	95

(i) Loss; * Before extraordinary items; c Changed yearend from December.

Dividendes déclarés

nom de la compagnie	montant payable			rappel du dividende précédent
	montant	date	date	
Amerada Hess Corp. \$3.50 Pfd. (U.S.)	87 1/2	July 31	July 17	87 1/2
Avco \$3.20 Pfd. (U.S.)	80	Aug. 19	July 28	80
Balco Forest Products	30	July 17	July 7	30
Belding Corticelli 7% Pfd.	17 1/2	Aug. 1	July 17	17 1/2
Bowater Corp.	07 3/4	Aug. 11	July 7	12 3/8
B.P. Cda. 1st. Pfd.	1.25	Oct. 15	Sept. 29	1.25
Cabot Corp (U.S.)	17 1/2	Sept. 6	Aug. 22	17 1/2
Cabot Corp (U.S.) Special	04	Sept. 6	Aug. 22	
Cda. Cement Lafarge 6 1/2% Pfd.	32 1/2	Sept. 20	Aug. 23	32 1/2
Cdn. Investment Fund	04	Aug. 1	July 14	04
Combined Insurance Co. of Amer. (U.S.)	10	Aug. 18	July 28	10
Eagle Star Insurance	25*	July 14	June 16	14
Ford Motor Co. (U.S.)	67 1/2	Sept. 1	July 31	67 1/2
Fulcrum Investment Co. 6% Pfd.	15	Aug. 1	July 20	15
Hollinger Mines	40	Aug. 31	Aug. 3	40
Hunter Douglas Com. & Pfd. (id)	30	Aug. 1	July 20	
International Utilities (U.S.)	37 1/2*	Sept. 1	Aug. 11	35
Int'l. Utilities \$5.00 Pfd. (U.S.)	1.25	Sept. 1	Aug. 11	1.25
Int'l. Utilities \$1.25 Pfd. (U.S.)	31 1/4	Sept. 1	Aug. 11	31 1/4
Investors Mutual of Canada Ltd.	04	Aug. 1	July 31	04
Kewanee Oil (U.S.)	22 1/2	Sept. 11	Aug. 25	22 1/2
Labrador Mining & Exploration	45	Aug. 24	July 17	45
M.E.P.C. Cdn. Properties 6% Pfd.	37 1/2	Aug. 31	Aug. 18	37 1/2
Noranda Mines	30	Sept. 15	Aug. 11	30
Northern & Central Gas	15	Sept. 1	Aug. 17	15
Northern & Central Gas \$2.60 Pfd.	65	Sept. 1	Aug. 17	65
Northern & Central Gas \$2.70 Pfd.	67 1/2	Sept. 15	Sept. 1	67 1/2
Northern & Central Gas 2nd 'A' Pfd.	26 1/2	Aug. 1	July 14	26 1/2
Northern & Central Gas 2nd 'B' Pfd.	37 1/2	Aug. 15	July 30	37 1/2
Northern & Central Gas 6% Pfd. (id)	41 1/4	Sept. 30	Sept. 15	
Nthn. Natural Gas (U.S.)	65	Sept. 20	Sept. 8	65
Phillips Petroleum (U.S.)	32 1/2	Sept. 1	Aug. 4	32 1/2
Quebec Telephone	24*	Oct. 1	Sept. 1	21 1/4
Quebec Telephone 4 1/4% Pfd.	23 3/4	Oct. 1	Sept. 1	23 3/4
Quebec Telephone 6.20% Pfd.	23 1/4	Oct. 1	Sept. 1	23 1/4
Reed Shaw Osler	04	July 28	July 14	04
Scott Paper Ltd.	25*	July 31	July 17	22 1/2
Standard Oil Co. Indiana (U.S.)	59.4/5	Sept. 10	Aug. 10	59.4/5
Steeltree Group Inc. (U.S.)	117	July 28	July 14	117
Stuart House Pfd.	12	Aug. 1	July 17	12
Tenneco Inc. (U.S.)	33	Sept. 12	Aug. 18	33
Texas Gulf Inc. (U.S.)	15	Sept. 15	Aug. 15	15
Traders Bldg. Association	50	July 15	June 30	50
United Grain Growers	1.00	Sept. 1	July 31	1.00
United Grain Growers (Extra)	20	Sept. 1	July 31	20
Upper Canada	02	July 31	July 14	02
Weston Geo. 4 1/2% PFD	1.12 1/2	Sept. 1	Aug. 15	1.12 1/2
Weston Geo. 6% PFD	1.50	Sept. 1	Aug. 15	1.50

* Increase in dividend; ** Decrease in dividend; (id) Initial dividend.

Les affaires en bref

M. Pierre Daoust, vice-président et directeur-général de la compagnie Kik Cola, a annoncé que celle-ci avait fait l'acquisition des avoirs de la compagnie Les Breuvages Denis Ltée. Le montant de la transaction n'a pas été divulgué.

La compagnie "Les Breuvages Denis Ltée" fabrique et distribue des eaux gazeuses dans la région de

Montréal depuis plus de 45 ans, sous la marque de commerce "Denis". Les opérations de la compagnie Denis se feront dorénavant à l'usine Kik Cola, 1387, rue Villeray à Montréal.

La Compagnie Northern Electric, Limitée annonce l'obtention d'un contrat de \$5,2 millions pour la fourniture de câbles téléphoniques à la société Western Electric des

Etats-Unis.

Ce contrat prévoit la livraison de quelque 8,000,000 de pieds de câbles téléphoniques isolés au polyéthylène, dont les conducteurs atteindront une longueur totale d'environ 1,5 milliards de pieds. Ces câbles seront fabriqués dans les usines de la Compagnie à Lachine, Qué. Kingston, Ontario et Calgary, Alberta.

Moyennes de la semaine

Week Vendredi, le 28 juillet 1972

TORONTO

	Ind. Ind.	Or	Mét.	Huiles	Volume
Mon.	202.85	222.43	93.23	242.20	2,014,000
Tues.	201.67	221.66	92.80	240.94	1,745,000
Wed.	201.59	220.81	92.95	239.92	1,794,000
Thurs.	200.70	220.60	92.29	237.00	1,500,000
Fri.	200.55	221.59	91.66	237.27	1,835,000
Wk. chng.	-2.09	-0.79	-1.66	-2.87	
1972 high	206.57	226.27	98.86	242.20	
1972 low	181.66	140.58	79.15	209.79	

MONTRÉAL

	In. Ind.	Util.	Banque	Papier	Comp.	Vol.
Mon.	218.13	160.16	255.33	88.66	211.05	1,178,000
Tues.	217.17	159.28	253.92	88.52	210.05	1,223,000
Wed.	216.65	159.70	254.19	88.54	209.90	1,041,000
Thurs.	215.23	158.85	253.26	88.24	208.53	1,500,000
Fri.	214.93	158.39	253.94	87.95	208.29	974,900
Wk. chng.	-3.15	-2.21	-1.10	-0.41	-2.78	
1972 high	221.18	167.20	277.17	92.28	212.54	
1972 low	187.56	156.56	227.56	81.22	185.12	

NEW YORK

	Com.	Ind.	Trans.	Util.	Fin.	Inc.
Mon.	59.84	65.82	49.27	36.24	76.46	
Tues.	59.40	65.33	48.35	36.04	76.14	
Wed.	59.11	65.02	47.32	36.00	75.72	
Thurs.	58.76	64.58	47.68	35.89	75.17	
Fri.	59.02	64.91	48.12	35.96	75.18	
Wk. chng.	-1.13	-1.30	-1.58	-0.35	-0.42	
1972 high	61.42	67.36	56.75	40.78	81.28	
1972 low	56.23	60.27	47.32	35.69	72.81	

DOW JONES

	Indus. Ind.	Ch. fer	Util.	Com.	N.Y. Vol.	London F. Times
Mon.	932.27	234.06	108.13	310.08	11,700,000	497.1
Tues.	925.87	230.11	107.71	307.24	12,830,000	501.6
Wed.	923.69	225.47	107.27	304.92	16,150,000	498.2
Thurs.	916.99	226.21	107.07	303.84	14,740,000	503.9
Fri.	922.26	228.26	106.82	305.47	13,910,000	504.4
Wk. chng.	-15.80	-6.91	-1.63	-6.26		-2.7
1972 high	971.25	275.71	121.31	333.74		543.6
1972 low	889.15	225.47	105.06	270.18		470.4

CARTES D'AFFAIRES



Interdesign

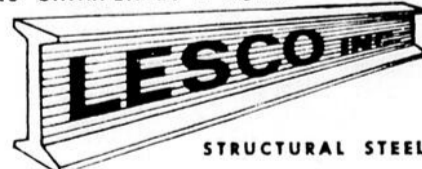
andré vilder /
patrick danan:

décoration d'intérieur
planification de magasins
agencement de bureaux
graphisme maquettes

1405 rue Peel, suite 211
Montréal Tél.: 842-6345

designers industriels

LES CHARPENTES D'ACIER



STRUCTURAL STEEL

10715, rue Jear-Meunier • Montréal-Nord • Tél.: 325-1220

SAMSON
BELAIR
RIDDELL
STEAD

conseillers en administration

QUEBEC • MONTREAL • OTTAWA • TORONTO • VANCOUVER

membres Association Canadienne des Conseillers en Administration
membres IMA Association

Nouvelles inscriptions à la Bourse de Montréal

United Tire and Rubber Co. Limited

2,500,000 actions ordinaires sans valeur au pair, toutes émises et en circulation, ont été admises à la cote de la Bourse de Montréal le 21 juillet 1972 à l'ouverture.

Symbole au téléscripteur: "U D T"

Classification: Industrielle
Siège social: 150 Brockport Drive, Rexdale (Ontario).

Constitution: La Compagnie résulte de la fusion, en vertu de lettres patentes de fusion datées du 1er septembre 1970 conformément aux Lois de l'Ontario, de trois compagnies ontariennes qui exerçaient leur activité en société sous le nom de United Tire and Rubber of Canada. Par la suite, des amendements ont permis à la Compagnie de porter son capital-actions à sa forme actuelle.

Historique et nature de l'entreprise: L'affaire, créée en 1944 par des membres de la famille Sherkin, était à l'origine un concessionnaire de pneumatiques dans la ville de Toronto et à mesure que l'entreprise s'est développée d'autres points de vente ont été ouverts et une usine de rechapage de pneus a été installée. En 1964, la Compagnie a commencé à se spécialiser dans les pneus très résistants utilisés dans la construction, l'industrie minière et celle du bois; la Compagnie est maintenant reconnue comme le plus important fournisseur de pneus utilisés dans l'industrie. En 1970, la Compagnie commençait à établir des plans et à installer sa filiale qui fabrique des pneumatiques.

Le département de rechapage, se spécialise dans les pneumatiques pour les petites voitures particulières et des engins de terrassement.

Des clients du Pérou, d'Irlande, de la Jamaïque, et des Etats-Unis ont recours au service de rechapage de la Compagnie.

Département du caoutchouc industriel: Ce département a été créé en 1966 et les ventes de produits fabriqués avec du caoutchouc, consistant surtout en courroies de convoyeurs et en tuyaux à usage industriel, représentent 7% de toutes les ventes de la Compagnie pour la période de 11 mois allant jusqu'au 31 décembre 1971.

Usine de fabrication de pneumatique: Après plus d'un an de consultation et de planification effectuées par la direction avec des ingénieurs, la filiale de fabrication a récemment ouvert l'usine de fabrication de pneus dans le Northam Industrial Park à Cobourg (Ontario) à environ 70 milles à l'Est de Toronto. La production de pneus industriels en quantités limitées a débuté en février 1972.

Directeurs et administrateurs: MM. Charles Sherkin, président et administrateur, Toronto (Ontario); James Saunders Dow, vice-président exécutif et administrateur, Willowdale (Ontario); Joseph Friberg, secrétaire et administrateur, Toronto (Ontario); Robert Irwin Scolnick, secrétaire-adjoint et administrateur, Toronto (Ontario); Donald Carr, c.r., administrateur, Toronto (Ontario); Donald Jaffray Wilkins, administrateur, Toronto (Ontario).

Dividendes: Au cours des cinq derniers exercices, les seuls dividendes que la Compagnie a versé sur ses actions ordinaires se sont élevés à la somme de \$100,000 payée le 29 juin 1971 et un dividende-actions de 85,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1.00 émises et rachetées au pair le 29 septembre 1971.

Capitalisation:

Capital-actions	Autorisées	Emises et en circulation	A inscrire
Actions ordinaires sans valeur au pair	4,000,000	2,500,000	2,500,000

Bénéfices:

Exercices clôturés le 31 janvier	Exercices clôturés le 31 janvier			
	1971	1970	1969	1968
Ventes	\$14,951,096	\$12,255,851	\$9,399,709	\$7,298,482
bénéfice avant impôt sur le revenu	528,107	431,672	276,373	285,622
Bénéfice net	294,626	323,566	194,531	172,975

Résultats boursiers de la semaine

Tableaux publiés en collaboration avec Financial Times of Canada

Industrielles

Bourses de Toronto, Montréal et Canadienne

Les rendements sont établis sur les taux indiqués de 1971. Les rapports prix/bénéfice (Price/earnings ratios) sont basés sur la dernière année fiscale et le prix de fermeture de vendredi. Si aucune transaction n'a eu lieu sur une valeur au cours de la semaine, les cours offerts le vendredi prennent place dans la colonne "fermeture". Dans la colonne "profits par actions", les profits d'actions préférentiels sont distribués. Le symbole (—) en face d'un chiffre mentionné dans la colonne "profits" signifie une perte. La lettre (a) en face d'un dividende signifie un arriéré, et la lettre (e) qu'un dividende est inclus (e) pour extra.

Rendement	Rapport prix/bénéfice	-71-72-		Titre	Dividendes payés	Taux indiqués	Profits		Dernière semaine	Ventes	Rendement	Rapport prix/bénéfice	-71-72-		Titre	Dividendes payés	Taux indiqués	Profits		Dernière semaine	Ventes												
		Haut	Bas				70 ou dernière année fiscale	Dernier résultat interm.					Haut	Bas				Ferm	Changt			Haut	Bas	Ferm	Changt								
7.4	51.3	9 1/2	7	Abitibi P	05	0	Dec 19	June6m	11	9 1/2	9 1/2	9 1/2	+	36	965	2.4	12.8	16 1/2	12 1/2	2 1/2	7	Wts	33	36	Dec 15	Mar3m	15	14 1/2	14 1/2	14 1/2	+	36	33
6.9	36.3	21 1/2	8	Aclands	3.75	3.75	Dec 30	May6m	50	11	10 1/2	10 1/2	+	36	144	76.3	9 1/2	7	Burns	33	36	Dec 10	May9m	35	7 1/2	7 1/2	7 1/2	+	36	28			
8.1	14.5	46 1/2	41	"A pfd	3.60	3.60	Dec 31	Mar3m	32	14	13 1/2	13 1/2	+	36	23	3.7	10.4	8 1/2	4.80	CAE Ind	30	72Mar	77	Dec 77	June6m	31	12 1/2	11 1/2	11 1/2	+	36	68	
18.2	24 1/2	45 1/2	22 1/2	"B pfd	1.50	1.50	Dec 31	Mar3m	32	14	13 1/2	13 1/2	+	36	23	3.7	10.4	8 1/2	4.80	CAE Ind	30	72Mar	77	Dec 77	June6m	31	12 1/2	11 1/2	11 1/2	+	36	68	
2.9	21.7	59	41 1/2	Agri Ind	1.50	1.68	Dec 31	Mar3m	32	14	13 1/2	13 1/2	+	36	23	3.7	10.4	8 1/2	4.80	CAE Ind	30	72Mar	77	Dec 77	June6m	31	12 1/2	11 1/2	11 1/2	+	36	68	
6.5	13.9	24	19 1/2	Alcan Ind	4.75	4.75	Dec 31	Mar3m	32	14	13 1/2	13 1/2	+	36	23	3.7	10.4	8 1/2	4.80	CAE Ind	30	72Mar	77	Dec 77	June6m	31	12 1/2	11 1/2	11 1/2	+	36	68	
5.1	11.2	13 1/2	8 1/2	Algoma Cen	1.00	1.00	Dec 31	Mar3m	32	14	13 1/2	13 1/2	+	36	23	3.7	10.4	8 1/2	4.80	CAE Ind	30	72Mar	77	Dec 77	June6m	31	12 1/2	11 1/2	11 1/2	+	36	68	
3.5	13.0	15 1/2	13	Algonquin	50	50	Dec 31	Mar3m	32	14	13 1/2	13 1/2	+	36	23	3.7	10.4	8 1/2	4.80	CAE Ind	30	72Mar	77	Dec 77	June6m	31	12 1/2	11 1/2	11 1/2	+	36	68	
3.8	12.1	22 1/2	17 1/2	Alcan Alum	1.00	1.00	Dec 31	Mar3m	32	14	13 1/2	13 1/2	+	36	23	3.7	10.4	8 1/2	4.80	CAE Ind	30	72Mar	77	Dec 77	June6m	31	12 1/2	11 1/2	11 1/2	+	36	68	
6.4	130.0	7 1/2	4.90	Allarco Dev	1.00	1.00	Dec 31	Mar3m	32	14	13 1/2	13 1/2	+	36	23	3.7	10.4	8 1/2	4.80	CAE Ind	30	72Mar	77	Dec 77	June6m	31	12 1/2	11 1/2	11 1/2	+	36	68	
6.3	29.2	38 1/2	34 1/2	Alliance	2.25	2.25	Dec 31	Mar3m	32	14	13 1/2	13 1/2	+	36	23	3.7	10.4	8 1/2	4.80	CAE Ind	30	72Mar	77	Dec 77	June6m	31	12 1/2	11 1/2	11 1/2	+	36	68	
7.9	11.5	15	40	Ambassador	70	70	Dec 31	Mar3m	32	14	13 1/2	13 1/2	+	36	23	3.7	10.4	8 1/2	4.80	CAE Ind	30	72Mar	77	Dec 77	June6m	31	12 1/2	11 1/2	11 1/2	+	36	68	
20.0	1.90	80	75	Amesbury	3.50	3.50	Dec 31	Mar3m	32	14	13 1/2	13 1/2	+	36	23	3.7	10.4	8 1/2	4.80	CAE Ind	30	72Mar	77	Dec 77	June6m	31	12 1/2	11 1/2	11 1/2	+	36	68	
18.3	27 1/4	4.25	2.50	Amesbury	3.50	3.50	Dec 31	Mar3m	32	14	13 1/2	13 1/2	+	36	23	3.7	10.4	8 1/2	4.80	CAE Ind	30	72Mar	77	Dec 77	June6m	31	12 1/2	11 1/2	11 1/2	+	36	68	
6.3	18.5	6	4.55	Ang C Pulp	36	36	Dec 31	Mar3m	32	14	13 1/2	13 1/2	+	36	23	3.7	10.4	8 1/2	4.80	CAE Ind	30	72Mar	77	Dec 77	June6m	31	12 1/2	11 1/2	11 1/2	+	36	68	
7.9	31 1/2	28 1/2	28 1/2	AngCT 4.5	2.65	2.65	Dec 31	Mar3m	32	14	13 1/2	13 1/2	+	36	23	3.7	10.4	8 1/2	4.80	CAE Ind	30	72Mar	77	Dec 77	June6m	31	12 1/2	11 1/2	11 1/2	+	36	68	
7.9	39	33 1/2	26.5	Ang2.65	2.65	2.65	Dec 31	Mar3m	32	14	13 1/2	13 1/2	+	36	23	3.7	10.4	8 1/2	4.80	CAE Ind	30	72Mar	77	Dec 77	June6m	31	12 1/2	11 1/2	11 1/2	+	36	68	
7.6	41 1/2	36 1/2	2.90	Ang2.90	2.90	2.90	Dec 31	Mar3m	32	14	13 1/2	13 1/2	+	36	23	3.7	10.4	8 1/2	4.80	CAE Ind	30	72Mar	77	Dec 77	June6m	31	12 1/2	11 1/2	11 1/2	+	36	68	
7.6	44	46	3.15	Ang3.15	3.15	3.15	Dec 31	Mar3m	32	14	13 1/2	13 1/2	+	36	23	3.7	10.4	8 1/2	4.80	CAE Ind	30	72Mar	77	Dec 77	June6m	31	12 1/2	11 1/2	11 1/2	+	36	68	
3.3	16.9	16	13 1/2	AngPMH	50	50	Dec 31	Mar3m	32	14	13 1/2	13 1/2	+	36	23	3.7	10.4	8 1/2	4.80	CAE Ind	30	72Mar	77	Dec 77	June6m	31	12 1/2	11 1/2	11 1/2	+	36	68	
7.0	80	75	5.50	Antech Pfd	5.50	5.50	Dec 31	Mar3m	32	14	13 1/2	13 1/2	+	36	23	3.7	10.4	8 1/2	4.80	CAE Ind	30	72Mar	77	Dec 77	June6m	31	12 1/2	11 1/2	11 1/2	+	36	68	
30.3	27 1/4	4.25	2.50	Aquablast	15	15	Dec 31	Mar3m	32	14	13 1/2	13 1/2	+	36	23	3.7	10.4	8 1/2	4.80	CAE Ind	30	72Mar	77	Dec 77	June6m	31	12 1/2	11 1/2	11 1/2	+	36	68	
30.3	27 1/4	4.25	2.50	Aquablast	15	15	Dec 31	Mar3m	32	14	13 1/2	13 1/2	+	36	23	3.7	10.4	8 1/2	4.80	CAE Ind	30	72Mar	77	Dec 77	June6m	31	12 1/2	11 1/2	11 1/2	+	36	68	
19	32.7	16 1/2	13 1/2	Argus C	60	60	Dec 31	Mar3m	32	14	13 1/2	13 1/2	+	36	23	3.7	10.4	8 1/2	4.80	CAE Ind	30	72Mar	77	Dec 77	June6m	31	12 1/2	11 1/2	11 1/2	+	36	68	
7.4	13	32 1/2	2.50	Argus C pfd	2.50	2.50	Dec 31	Mar3m	32	14	13 1/2	13 1/2	+	36	23	3.7	10.4	8 1/2	4.80	CAE Ind	30	72Mar	77	Dec 77	June6m	31	12 1/2	11 1/2	11 1/2	+	36	68	
7.6	36	33 1/2	2.60	Argus C pfd	2.60	2.60	Dec 31	Mar3m	32	14	13 1/2	13 1/2	+	36	23	3.7	10.4	8 1/2	4.80	CAE Ind	30	72Mar	77	Dec 77	June6m	31	12 1/2	11 1/2	11 1/2	+	36	68	
7.6	36	33 1/2	2.60	Argus C pfd	2.60	2.60	Dec 31	Mar3m	32	14	13 1/2	13 1/2	+	36	23	3.7	10.4	8 1/2	4.80	CAE Ind	30	72Mar	77	Dec 77	June6m	31	12 1/2	11 1/2	11 1/2	+	36	68	
37	10.1	29	20 1/2	Asbestos	1.00	1.00	Dec 31	Mar3m	32	14	13 1/2	13 1/2	+	36	23	3.7	10.4	8 1/2	4.80	CAE Ind	30	72Mar	77	Dec 77	June6m	31	12 1/2	11 1/2	11 1/2	+	36	68	
4.4	18.8	27 1/2	25	Ashtad US	1.20	1.20	Dec 31	Mar3m	32	14	13 1/2	13 1/2	+	36	23	3.7	10.4	8 1/2	4.80	CAE Ind	30	72Mar	77	Dec 77	June6m	31	12 1/2	11 1/2	11 1/2	+	36	68	
20.9	13 1/2	8 1/2	2.25	Ashtad US	1.20	1.20	Dec 31	Mar3m	32	14	13 1/2	13 1/2	+	36	23	3.7	10.4	8 1/2	4.80	CAE Ind	30	72Mar	77	Dec 77	June6m	31	12 1/2	11 1/2	11 1/2	+	36	68	
9.0	2.25	1.55	1.35	Ashtad US	1.20	1.20	Dec 31	Mar3m	32	14	13 1/2	13 1/2	+	36	23	3.7	10.4	8 1/2	4.80	CAE Ind	30	72Mar	77	Dec 77	June6m	31	12 1/2	11 1/2	11 1/2				

de sur les actions ordinaires ou sur les actions qui à cette fin prennent rang après les actions privilégiées de troisième rang, à raison de \$1.50 par action et par année payable par versements trimestriels de 37 1/2 cents chacun effectués vers la fin des mois de mars, juin, septembre et décembre, à compter du 30 septembre 1972 et courant à partir de la date d'émission. Les actions privilégiées du 3ième rang, première série, ne seront pas rachetables avant le 30 juin 1975, ni entre cette date et le 30 juin 1977, sauf si la Compagnie a transmis un avis à l'agent de

transfert conformément aux dispositions; en tout temps, elle a le droit d'appeler au rachat tout ou partie des actions privilégiées du 3ième rang à un prix unitaire n'excédant pas \$26.50 plus dividendes accumulés et non-payés plus le prix d'achat. Les actions privilégiées de 3ième rang seront convertibles jusqu'à la clôture du 30 juin 1982 et, dans le cas d'actions appelées au rachat, jusqu'à la clôture du dixième jour précédant la date de rachat fixée, à la première de ces deux dates, en actions ordinaires non cotisables et entièrement payées de la Compagnie,

au prix de conversion de \$14.50 par action ordinaire (environ 1.72 action ordinaire par action privilégiée de 3ième rang, première série) si elles sont converties le 30 juin 1977 au plus tard, puis ultérieurement au prix de \$16.00 par action ordinaire (environ 1.56 action ordinaire par action privilégiée de 3ième rang, première série).

Exercice d'option

Gold Hawk Mines Ltd.: La Bourse Canadienne a été avisée de ce que W.D. Latimer and Co. Limited, agissant au nom de Quoddy Invest-

ment Co. Limited, a exercé son option sur 35,000 actions à 25¢ par action, reste d'une option sur 200,000 actions à 25¢ par action, échéant le 12 août 1972.

CHANGEMENT DANS L'INSCRIPTION

Financial Collection Agencies Ltd.: Les nouvelles actions ordinaires fractionnées sans valeur au pair de la Bourse de Montréal le 4 juillet 1972 à l'ouverture et, en même temps, les actions qui étaient cotées jusque là ont été retirées du marché.

Lors d'une assemblée générale extraordinaire tenue le 19 juin 1972, les actionnaires ont approuvé le règlement spécial "E" prévoyant le fractionnement des actions ordinaires de la Compagnie à raison de deux (2) actions nouvelles pour une (1) ancienne. Le fractionnement a été effectué grâce à l'émission de lettres patentes supplémentaires datées du 19 juin 1972 et sera complété vers le 11 juillet 1972 par l'émission d'une (1) action ordinaire supplémentaire par action ordinaire détenue aux actionnaires inscrits à la date du 6 juillet 1972. Les actions ont été vendues ex-distribution le 4 juillet 1972 à l'ouverture et sur toute transaction effectuée à cette date ou ultérieurement la livraison reste devant l'être conditionnellement à l'émission. La livraison sera complétée lorsque les actionnaires auront reçu les certificats d'actions supplémentaires.

Symbole au télécopieur: "F C New"

Capital autorisé: 6,000,000 d'actions ordinaires sans valeur au pair.

Slater, Walker of Canada Limited.: 3,828,466 actions ordinaires sans valeur au pair de la Compagnie, dont 3,728,466 sont émises et en circulation et 100,000 réservées aux fins d'émission, ont été admises à la cote de la Bourse de Montréal le 5 juillet 1972 à l'ouverture, en remplacement des 1,467,297 actions de la Compagnie qui étaient cotées jusqu'ici. Lors de l'assemblée générale extraordinaire et annulée tenue le 20 juin 1972 ont dûment approuvé la convention de fusion du 25 mai 1972 prévoyant la fusion statutaire de Slater, Walker of Canada Limited et de Unas Investments Limited.

Selon les termes de cette fusion, les actionnaires de Slater, Walker recevront deux (2) actions ordinaires de la Compagnie résultant de la fusion par action ordinaire de Slater détenue, et les actionnaires de Unas recevront huit (8) actions ordinaires de la Compagnie résultant de la fusion par lot de trois (3) actions ordinaires de Unas détenues. La fusion a été mise en vigueur par des lettres patentes supplémentaires datées du 30 juin 1972 et sera complétée par l'émission, vers le 14 juillet 1972, d'une (1) action ordinaire additionnelle par action détenue aux actionnaires inscrits à la date du 7 juillet 1972. Les actions ordinaires de la Compagnie ont été vendues ex-distribution le 5 juillet 1972 à l'ouverture et sur toute transaction effectuée à cette date ou ultérieurement la livraison peut être faite de façon à ne couvrir que la moitié (1/2) des actions vendues, le reste devant l'être conditionnellement à l'émission. La livraison sera complétée lorsque les actionnaires auront reçu les certificats d'actions supplémentaires.

Symbole au télécopieur: "SWL New"

Capital autorisé: 7,500,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

INSCRIPTION SUPPLÉMENTAIRE

Magnasonic (Canada) Limited: 10,000 actions ordinaires ont été rajoutées à la cote de la Bourse de Montréal. Cette inscription supplémentaire couvre les actions réservées aux fins d'émission en vertu du plan d'option sur actions de la Compagnie.

Marché Union Inc.: 37,000 actions ordinaires ont été rajoutées à la cote de la Bourse de Montréal; elles sont réservées aux fins d'émission en vertu du plan d'options sur actions de la Compagnie.

Rapport		RENDREMENTS		SEMAINE EN COURS	
Rendement	Prix	6 mois ou	6 mois ou	haut	vari-
Bénéf.	1972	derrière	derrière	bas	vari-
%	taux	anné-1971	anné-1971	taux	an-
117.5	4.75	2.80	Nov 04	4.15	4.70
15.3	15.3	15.3	Dec 53	17.4	17.4
17.1	17.1	17.1	Dec 45	14.6	14.6
20.9	20.9	20.9	72Feb 11	5.7	5.7
4.0	4.0	4.0	Dec 23	2.50	2.50
8.1	8.1	8.1	Dec 53	2.50	2.50
5.3	5.3	5.3	Dec 10	1.10	1.10
4.9	4.9	4.9	Dec 18	1.18	1.18
6.3	6.3	6.3	Sept 23	4.50	4.50
2.1	2.1	2.1	Sept 23	8.7	8.7
5.3	5.3	5.3	Dec 91	6.7	6.7
5.3	5.3	5.3	Dec 25	1.25	1.25
13.9	13.9	13.9	Dec 18	2.50	2.50
20.0	20.0	20.0	Dec 82	1.6	1.6
22.9	22.9	22.9	Dec 17	4.15	4.15
5.7	5.7	5.7	Aug 23	1.34	1.34
2.5	2.5	2.5	Dec 14	2.30	2.30
7.1	7.1	7.1	Dec 14	1.65	1.65
1.8	1.8	1.8	Dec 14	1.30	1.30
2.7	2.7	2.7	Dec 14	2.30	2.30
2.9	2.9	2.9	Dec 14	2.15	2.15
4.1	4.1	4.1	Dec 14	1.90	1.90
4.3	4.3	4.3	Dec 14	1.90	1.90
1.0	1.0	1.0	Dec 14	1.90	1.90
2.3	2.3	2.3	Dec 14	1.90	1.90
5.1	5.1	5.1	Dec 14	1.90	1.90
1.4	1.4	1.4	Dec 14	1.90	1.90
2.1	2.1	2.1	Dec 14	1.90	1.90

Rapport		RENDREMENTS		SEMAINE EN COURS	
Rendement	Prix	6 mois ou	6 mois ou	haut	vari-
Bénéf.	1972	derrière	derrière	bas	vari-
%	taux	anné-1971	anné-1971	taux	an-
82	82	82	Nov 04	4.15	4.70
23.9	23.9	23.9	Dec 53	17.4	17.4
75	75	75	Dec 45	14.6	14.6
12.4	12.4	12.4	72Feb 11	5.7	5.7
6.1	6.1	6.1	Dec 23	2.50	2.50
6.5	6.5	6.5	Dec 53	2.50	2.50
1.6	1.6	1.6	Dec 10	1.10	1.10
13.6	13.6	13.6	Dec 18	1.18	1.18
8.8	8.8	8.8	Sept 23	4.50	4.50
1.25	1.25	1.25	Sept 23	8.7	8.7
31.3	31.3	31.3	Dec 91	6.7	6.7
9.4	9.4	9.4	Dec 25	1.25	1.25
27.5	27.5	27.5	Dec 18	2.50	2.50
39	39	39	Dec 82	1.6	1.6
8.9	8.9	8.9	Dec 17	4.15	4.15
24.8	24.8	24.8	Aug 23	1.34	1.34
530.0	530.0	530.0	Dec 14	2.30	2.30
18.1	18.1	18.1	Dec 14	1.65	1.65
10.9	10.9	10.9	Dec 14	1.30	1.30
10.9	10.9	10.9	Dec 14	1.30	1.30
16.1	16.1	16.1	Dec 14	1.90	1.90
15.5	15.5	15.5	Dec 14	1.90	1.90
16.1	16.1	16.1	Dec 14	1.90	1.90
15.5	15.5	15.5	Dec 14	1.90	1.90
14.2	14.2	14.2	Dec 14	1.90	1.90
28.7	28.7	28.7	Dec 14	1.90	1.90
8.8	8.8	8.8	Dec 14	1.90	1.90

Rapport		RENDREMENTS		SEMAINE EN COURS	
Rendement	Prix	6 mois ou	6 mois ou	haut	vari-
Bénéf.	1972	derrière	derrière	bas	vari-
%	taux	anné-1971	anné-1971	taux	an-
82	82	82	Nov 04	4.15	4.70
23.9	23.9	23.9	Dec 53	17.4	17.4
75	75	75	Dec 45	14.6	14.6
12.4	12.4	12.4	72Feb 11	5.7	5.7
6.1	6.1	6.1	Dec 23	2.50	2.50
6.5	6.5	6.5	Dec 53	2.50	2.50
1.6	1.6	1.6	Dec 10	1.10	1.10
13.6	13.6	13.6	Dec 18	1.18	1.18
8.8	8.8	8.8	Sept 23	4.50	4.50
1.25	1.25	1.25	Sept 23	8.7	8.7
31.3	31.3	31.3	Dec 91	6.7	6.7
9.4	9.4	9.4	Dec 25	1.25	1.25
27.5	27.5	27.5	Dec 18	2.50	2.50
39	39	39	Dec 82	1.6	1.6
8.9	8.9	8.9	Dec 17	4.15	4.15
24.8	24.8	24.8	Aug 23	1.34	1.34
530.0	530.0	530.0	Dec 14	2.30	2.30
18.1	18.1	18.1	Dec 14	1.65	1.65
10.9	10.9	10.9	Dec 14	1.30	1.30
10.9	10.9	10.9	Dec 14	1.30	1.30
16.1	16.1	16.1	Dec 14	1.90	1.90
15.5	15.5	15.5	Dec 14	1.90	1.90
16.1	16.1	16.1	Dec 14	1.90	1.90
15.5	15.5	15.5	Dec 14	1.90	1.90
14.2	14.2	14.2	Dec 14	1.90	1.90
28.7	28.7	28.7	Dec 14	1.90	1.90
8.8	8.8	8.8	Dec 14	1.90	1.90

Rapport		RENDREMENTS		SEMAINE EN COURS	
Rendement	Prix	6 mois ou	6 mois ou	haut	vari-
Bénéf.	1972	derrière	derrière	bas	vari-
%	taux	anné-1971	anné-1971	taux	an-
82	82	82	Nov 04	4.15	4.70
23.9	23.9	23.9	Dec 53	17.4	17.4
75	75	75	Dec 45	14.6	14.6
12.4	12.4	12.4	72Feb 11	5.7	5.7
6.1	6.1	6.1	Dec 23	2.50	2.50
6.5	6.5	6.5	Dec 53	2.50	2.50
1.6	1.6	1.6	Dec 10	1.10	1.10
13.6	13.6	13.6	Dec 18	1.18	1.18
8.8	8.8	8.8	Sept 23	4.50	4.50
1.25	1.25	1.25	Sept 23	8.7	8.7
31.3	31.3	31.3	Dec 91	6.7	6.7
9.4	9.4	9.4	Dec 25	1.25	1.25
27.5	27.5	27.5	Dec 18	2.50	2.50
39	39	39	Dec 82	1.6	1.6
8.9	8.9	8.9	Dec 17	4.15	4.15
24.8	24.8	24.8	Aug 23	1.34	1.34
530.0	530.0	530.0	Dec 14	2.30	2.30
18.1	18.1	18.1	Dec 14	1.65	1.65
10.9	10.9	10.9	Dec 14	1.30	1.30
10.9	10.9	10.9	Dec 14	1.30	1.30
16.1	16.1	16.1	Dec 14	1.90	1.90
15.5	15.5	15.5	Dec 14	1.90	1.90
16.1	16.1	16.1	Dec 14	1.90	1.90
15.5	15.5	15.5	Dec 14	1.90	1.90
14.2	14.2	14.2	Dec 14	1.90	1.90
28.7	28.7	28.7	Dec 14	1.90	1.90
8.8	8.8	8.8	Dec 14	1.90	1.90

Rapport		RENDREMENTS		SEMAINE EN COURS	
Rendement	Prix	6 mois ou	6 mois ou	haut	vari-
Bénéf.	1972	derrière	derrière	bas	vari-
%	taux	anné-1971	anné-1971	taux	an-
19.3	19.3	19.3	Nov 04	4.15	4.70
2.2	2.2	2.2	Dec 53	17.4	17.4
82	82	82	Dec 45	14.6	14.6
15	15	15	72Feb 11	5.7	5.7
7.7	7.7	7.7	Dec 23	2.50	2.50
8.7	8.7	8.7	Dec 53	2.50	2.50
83	83	83	Dec 10	1.10	1.10
25.4	25.4	25.4	Dec 18	1.18	1.18
9.6	9.6	9.6	Sept 23	4.50	4.50
21.4	21.4	21.4	Sept 23	8.7	8.7
14.7	14.7	14.7	Dec 91	6.7	6.7
38.4	38.4	38.4	Dec 25	1.25	1.25
7.1	7.1	7.1	Dec 18	2.50	2.50
9	9	9	Dec 82	1.6	1.6
16.8	16.8	16.8	Dec 17	4.15	4.15
3.3	3.3	3.3	Aug 23	1.34	1.34
4.7	4.7	4.7	Dec 14	2.30	2.30
6.4	6.4	6.4	Dec 14	1.65	1.65
15.4	15.4	15.4	Dec 14	1.30	1.30
6.5	6.5	6.5	Dec 14	1.30	1.30
5.8	5.8	5.8	Dec 14	1.30	1.30
8.2	8.2	8.2	Dec 14	1.90	1.90
4.2	4.2	4.2	Dec 14	1.90	1.90
1.9	1.9	1.9	Dec 14	1.90	1.90
4.0	4.0	4.0	Dec 14	1.90	1.90
3.4	3.4	3.4	Dec 14	1.90	1.90
2.1	2.1	2.1	Dec 14	1.90	1.90
13.6	13.6	13.6	Dec 14	1.90	1.90
4.3	4.3	4.3	Dec 14	1.	

Nouvelles inscriptions à la Bourse de Montréal

TOROMONT INDUSTRIAL HOLDINGS LTD.

5,171,644 actions ordinaires sans valeur au pair, dont 4,333,644 sont émises et en circulation et 838,000 réservées aux fins d'émission, seront admises à la cote de la Bourse de Montréal le 28 juillet 1972 à l'ouverture.

Symbole au téléscripteur: "IT I H"

Classification: Industrielle
Siège social: 65 Villiers Street, Toronto 249 (Ontario).

Incorporation: La Compagnie a été légalement constituée en vertu de lettres patentes datées du 31 janvier 1961. Par la suite, des lettres patentes supplémentaires lui ont permis de modifier son capital sans sa forme actuelle.

Historique et nature de l'entreprise: La Compagnie est un holding dont les principaux actifs consistent en actions émises et en circulation des filiales suivantes:

F.B. McFarren Limited: fabrique et vend une gamme de briques de construction de haute qualité.

Modern Handling Methods Limited: Holding qui détient la totalité du capital émis de El-Met-Parts Limited qui fabrique des noyaux magnétiques servant à des applications en électricité et en électronique.

Clare Brothers Limited: Fabrique des unités de chauffage et de climatisation. Clare Brothers possède deux filiales en toute propriété au Royaume-Uni: James Smart Heating Limited et Commandair Ltd.

Viking Pump Company of Canada Limited: Fabrique des pompes industrielles rotatives, centrifuges et à turbine.

W.E. Dillon Co., Limited: Fabrique des feuilles d'acier et des produits métalliques.

Lloyd-Truax Limited: Fabrique des portes en bois.

Cimco-Limited: Fabrique des appareils pour faire de la glace et offre des services de réfrigération.

Directeurs et administrateurs: Richard Coulton Berkinshaw, président honoraire du Conseil d'administration et administrateur, Toronto (Ontario); Wilfred Austin Curtis, président adjoint et administrateur, Toronto (Ontario); Robert McLean Prior Hamilton, président du Conseil d'administration, directeur général, président du Comité de direction et administrateur, Toronto (Ontario); Selby James Sinclair, président et administrateur, Toronto (Ontario); William Mathews Vacy Ash, vice-président et administrateur, Toronto (Ontario); André Marcell, vice-président et administrateur, Outremont (Québec); Brian Joseph Gardener-Evans, vice-président production, London (Ontario); Walter Lafayette Pharo, vice-président développement, Toronto (Ontario); Charles Donald Lloyd, vice-président, affaires de la Compagnie et secrétaire, Weston (Ontario); James Franklin Saunders, vice-président et trésorier, Wingham (Ontario); William Taylor, secrétaire-trésorier adjoint; David Campbell Barber, administrateur, Toronto (Ontario); Peter Louis Browne, administrateur, Scarborough (Ontario); Harold Roy Crabtree, administrateur Montréal (Québec).

Directeur et administrateurs: John Robertson Yarnell, administrateur, Westmount (Québec); Alfred Thomas Hunt, administrateur, Toronto (Ontario); Horman Gary Van Nest, administrateur, Toronto (Ontario); le Général Sir Neil Methuen Ritchie, administrateur, Toronto (Ontario); Franl Trysman Sherk, administrateur, Toronto (Ontario); Edward Cabell Wood, administrateur Montréal (Québec).

Capitalisation:

Capital-actions	Autorisées	Emises et en circulation	A inscrire
Actions ordinaires sans valeur au pair	10,000,000	4,333,644	5,172,144*
Actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10.00	741,275	91,275	

*838,000 actions sont réservées aux fins d'émission de la façon suivante: -500,000 lors de l'exercice des "warrants" -304,250 lors de la conversion des

actions privilégiées, série "A" -33,750 lors de l'exercice d'options accordées en vertu du plan d'options sur actions.

Bénéfices:

	1971	1970	1969
Ventes	\$14,418,354	\$12,390,192	\$27,620,003
Bénéfices avant impôts sur le revenu	1,605,588	39,927	838,081
Bénéfices nets (pertes)	837,808	(117,454)	195,797

Dividendes: Aucun dividende n'a été payé jusqu'ici sur les actions ordinaires.

Régistrare et agent de transfert:

Exercices clôturés le 31 décembre

Crown Trust Company: 393 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec); 302 Bay Street, Toronto (Ontario).

Rapport Rende-ment		1972		Titres		Dividendes payés ind.		RENDREMENTS		SEMAINE EN COURS		Rapport Rende-ment		1971		Titres		Dividendes payés ind.		RENDREMENTS		SEMAINE EN COURS					
%	haut	bas	haut	bas	Titres	1970	1971	6 mois ou dernières années	6 mois ou dernières années	haut	bas	haut	%	haut	bas	haut	bas	1970	1971	6 mois ou dernières années	6 mois ou dernières années	haut	bas				
4.3	12.6				Kraftco	1.70	1.77	Dec 32	June6m	1.68			6.9	3.30	1.80	Oceanus			Dec 1.20		2.65	2.65	2.65	-10	2		
2.5	18.4				Leblat	1.00	1.00	72Apr	1.25				2.3	27.00		DigiviePld	1.75	1.75	Apr 13.30		2.65	2.70	2.70	-10	1		
3.4	30.2				Lambert			Dec 45					9.7	13.0	6.0	Okanagan	15		72Jan 1.16	Mar6m	20	12.0	11.0	11.0	-1/2	69	
1.3	13.1				Lacroix	13	16	Aug 37	May9m	41			12.5	85	70	Old Can Inv	01	70Apr	08		77	1	50	x			
2.0	32.1				Laidlaw	70	70	Aug 9.09						1.55	1.50	Ont Trust	12	12	70Apr	1.00		35	5	x			
3.3	14.8				Lait-Lec	40	40	Dec 81					14.4	9.0	7	Overland			Dec 5.00		7	7	7	7	63		
11.3	4.20				Lakeland wt			Dec 30	June6m	03			14.5	9.4	4.80	Orangeroot			Dec 26	Mar3m	36d	4.90	4.40	4.90	+35	11	
7.5	9.5				Lx Ont Cem	1.50	1.50	Dec 2					6.2	62.5	10.0	O.S.F. Ind	05	05	Dec 14		9.90	8.0	8.0	-1/2	377		
3.7	21.8				Lambert	45	45	72Apr	55				2.6	13.5	14.0	Oshawa	25	30	72Jan	87	Apr12w	07	11.0	11.0	11.0	+3/4	391
3.0	10.8				Laurentide	30	40	Dec 1.24	Mar3m	29			1.4	24.1	2.15	Oshawa			Dec 1.46	Mar3m	28	24.0	23	24	+1/2	200	
6.6	37.6				Laurie pld	1.25	1.25	Dec 4.28					3.1	22	19.0			Dec 1.46	Mar3m	28	24.0	23	24	+1/2	200		
7.8	17.0				Leblat	1.00	1.00	Dec 4.28					4.8	25.9	4.55			Dec 1.46	Mar3m	28	24.0	23	24	+1/2	200		
7.4	19.4				Leblat	1.00	1.00	Dec 4.28					3.3	22	19.0			Dec 1.46	Mar3m	28	24.0	23	24	+1/2	200		
7.5	25				Leblat	1.00	1.00	Dec 4.28					4.1	25.9	4.55			Dec 1.46	Mar3m	28	24.0	23	24	+1/2	200		
3	100				Leblat	1.00	1.00	Dec 4.28					1.0	37.7	41.0			Dec 1.46	Mar3m	28	24.0	23	24	+1/2	200		
10	4.90				Leblat	1.00	1.00	Dec 4.28					4.5	33.3	33.5			Dec 1.46	Mar3m	28	24.0	23	24	+1/2	200		
24.2	16				Leblat	1.00	1.00	Dec 4.28					115.0	3.50	2.15			Dec 1.46	Mar3m	28	24.0	23	24	+1/2	200		
214.3	18				Leblat	1.00	1.00	Dec 4.28					3.6	7.8	5.0			Dec 1.46	Mar3m	28	24.0	23	24	+1/2	200		
6.2	7.1				Leblat	1.00	1.00	Dec 4.28					1.7	17.3	17.0			Dec 1.46	Mar3m	28	24.0	23	24	+1/2	200		
1.8	15.0				Leblat	1.00	1.00	Dec 4.28					6.1	97	97			Dec 1.46	Mar3m	28	24.0	23	24	+1/2	200		
2.2	12.2				Leblat	1.00	1.00	Dec 4.28					1.7	17.3	17.0			Dec 1.46	Mar3m	28	24.0	23	24	+1/2	200		
7.9	40				Leblat	1.00	1.00	Dec 4.28					6.1	97	97			Dec 1.46	Mar3m	28	24.0	23	24	+1/2	200		
5.4	70.0				Leblat	1.00	1.00	Dec 4.28					7.8	58.1	12			Dec 1.46	Mar3m	28	24.0	23	24	+1/2	200		
5.4	70.0				Leblat	1.00	1.00	Dec 4.28					2.9	14.1	26			Dec 1.46	Mar3m	28	24.0	23	24	+1/2	200		
7.5	18.3				Leblat	1.00	1.00	Dec 4.28					2.9	14.1	26			Dec 1.46	Mar3m	28	24.0	23	24	+1/2	200		
7.6	23				Leblat	1.00	1.00	Dec 4.28					2.9	14.1	26			Dec 1.46	Mar3m	28	24.0	23	24	+1/2	200		
7.4	22.0				Leblat	1.00	1.00	Dec 4.28					2.9	14.1	26			Dec 1.46	Mar3m	28	24.0	23	24	+1/2	200		
7.5	22.0				Leblat	1.00	1.00	Dec 4.28					2.9	14.1	26			Dec 1.46	Mar3m	28	24.0	23	24	+1/2	200		
7.5	22.0				Leblat	1.00	1.00	Dec 4.28					2.9	14.1	26			Dec 1.46	Mar3m	28	24.0	23	24	+1/2	200		
6.5	7.3				Leblat	1.00	1.00	Dec 4.28					2.9	14.1	26			Dec 1.46	Mar3m	28	24.0	23	24	+1/2	200		
2.9	27.7				Leblat	1.00	1.00	Dec 4.28					2.9	14.1	26			Dec 1.46	Mar3m	28	24.0	23	24	+1/2	200		
2.9	27.7				Leblat	1.00	1.00	Dec 4.28					2.9	14.1	26			Dec 1.46	Mar3m	28	24.0	23	24	+1/2	200		
2.9	27.7				Leblat	1.00	1.00	Dec 4.28					2.9	14.1	26			Dec 1.46	Mar3m	28	24.0	23	24	+1/2	200		
2.9	27.7				Leblat	1.00	1.00	Dec 4.28					2.9	14.1	26			Dec 1.46	Mar3m	28	24.0	23	24	+1/2	200		

THE VILLAGER SHOE SHOPPES (CANADA) LTD.

865,000 actions ordinaires sans valeur au pair, dont 800,000 sont émises et en circulation et 65,000 réservées aux fins d'émission, ont été admises à la cote de la Bourse de Montréal le 26 juillet 1972 à l'ouverture.

Symbole au téléscripneur: "VIL"
Classification: Industrielle
Siège social: 4800 rue Bourg, Montréal 376 (Québec)

Incorporation: La Compagnie a été légalement constituée en compagnie privée en vertu de lettres patentes datées du 14 novembre

1967, conformément à la loi du Canada sur les compagnies. Par la suite, des lettres patentes supplémentaires lui ont permis de modifier le nom et le capital de la Compagnie sous leur forme actuelle.

Historique et nature de l'entreprise: La Compagnie exploite, à travers le Canada, une chaîne de magasins de détail de chaussures pour hommes et femmes, de sacs à main, d'articles vestimentaires à l'intention d'une clientèle de jeunes entre 13 et 30 ans. A l'intention de la clientèle jeune, les boutiques, ouvertes sous le nom "The Villager", ont un décor dans le ton.

Jusque vers la moitié de 1969, la Compagnie vendait surtout des chaussures et des sacs à main en vogue aux jeunes filles. Au printemps 1970 la Compagnie commençait à vendre des chaussures pour jeunes hommes. Vers la fin de l'année, des parures et des articles choisis pour hommes et femmes étaient introduits. Depuis, la Compagnie a élargi l'éventail des marchandises et des styles offerts, et aujourd'hui la plupart des magasins de la Compagnie ont des inventaires importants de parures et d'articles choisis. Toutefois les chaussures à la mode continuent d'être l'article le plus im-

portant en stock.
Directeurs et administrateurs: Milton Vineberg, président et administrateur, Outremont (Québec); Ralph Vineberg, vice-président exécutif, trésorier et administrateur, Westmount (Québec); Deno Nicholas Pappas, vice-président, administrateur et administrateur, Ville St-Laurent (Québec); Melvyn Jacob Rosenstein, vice-président, opérations et administration, Dollard des Ormeaux (Québec); Theodore Mark Oberfeld, vice-président, expansion et administrateur, Dollard des Ormeaux (Québec); Oscar Resnitz, c.r., secrétaire et administrateur,

Montréal (Québec); Jean-Marc Bruneau, administrateur, Charlesbourg (Québec); Gordon Crawford Watt, administrateur, Pointe-Claire (Québec); William Andrew Clarke, administrateur, Oakville (Ontario).

UNITED TIRE AND RUBBER CO. LIMITED

2,500,000 actions ordinaires sans valeur au pair, toutes émises et en circulation, ont été admises à la cote de la Bourse de Montréal le 21 juillet 1972 à l'ouverture.

Symbole au téléscripneur: "U D T"
Classification: Industrielle

Siège social: - 150 Brockport Drive, Rexdale (Ontario).

Constitution: La Compagnie résulte de la fusion, en vertu de lettres patentes de fusion datées du 1er septembre 1970 conformément aux Lois de l'Ontario, de trois compagnies ontariennes qui exerçaient leur activité en société sous le nom de United Tire and Rubber of Canada. Par la suite, des amendements ont permis à la Compagnie de porter son capital-actions à sa forme actuelle.

Historique et nature de l'entreprise: L'affaire, créée en 1944 par des membres de la famille Sherkin, était à l'origine un concessionnaire de pneumatiques dans la ville de Toronto et à mesure que l'entreprise s'est développée d'autres points de vente ont été ouverts et une usine de rechapage de pneus a été installée. En 1964, la Compagnie a commencé à se spécialiser dans les pneus très résistants utilisés dans la construction, l'industrie minière et celle du bois; la Compagnie est maintenant reconnue comme le plus important fournisseur de pneus utilisés dans l'industrie. En 1970, la Compagnie commençait à établir des plans et à installer sa filiale qui fabrique des pneumatiques.

Le département de rechapage, se spécialise dans les pneumatiques pour les petites voitures particulières et des engins de terrassement.
 Des clients du Pérou, d'Irlande, de la Jamaïque, et des Etats-Unis ont recours au service de rechapage de la Compagnie.

Département du caoutchouc industriel: - Ce département a été créé en 1966 et les ventes de produits fabriqués avec du caoutchouc, consistant surtout en courroies de convoyeurs et en tuyaux à usage industriel, représentant 7% de toutes les ventes de la Compagnie pour la période de 11 mois allant jusqu'au 31 décembre 1971.

Usine de fabrication de pneumatiques: - Après plus d'un an de consultation et de planification effectuées par la direction avec des ingénieurs, la filiale de fabrication a récemment ouvert l'usine de fabrication de pneus dans le Northam Industrial Park à Cobourg (Ontario) à environ 70 milles à l'Est de Toronto. La production de pneus industriels en quantités limitées a débuté en février 1972.

Directeurs et administrateurs: - MM. Charles Sherkin, président et administrateur, Toronto (Ontario); James Saunders Dow, vice-président exécutif et administrateur, Willowdale (Ontario); Joseph Frieberg, secrétaire et administrateur, Toronto (Ontario); Robert Irwin Scolnick secrétaire-adjoint et administrateur, Toronto (Ontario); Donald Carr, c.r., administrateur Toronto (Ontario); Donald Jaffray Wilkins, administrateur, Toronto (Ontario).

Vancouver

Vendredi, le 28 juillet 1972

Industriels	Ventes	100's	haut	bas	ferme-variation	1972	haut	bas
Al SH A	100	57	7	7	7 1/4	6	7	7
Al SH B	125	55 1/2	5 1/2	5 1/2	7 1/4	5	5	5
Ashtab	1000	59 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	7 1/4	7 1/4	7 1/4
Abstract Ins	275	59 1/2	9 1/2	9 1/2	14 1/2	14	14	14
Alican	7500	52 1/2	20 1/2	21 1/2	22 1/2	18	18	18
All Can a	600	220	200	220	270	100	100	100
Andres	1057	52 1/2	25 1/2	25 1/2	26	7 1/4	7 1/4	7 1/4
Ath Col	39020	335	305	305	Unch	335	125	125
Austin	2200	48	43	43	60	39	39	39
Banco	1000	51 1/2	11 1/2	11 1/2	Unch	12 1/2	8 1/2	8 1/2
Capit Int	17400	460	425	435	-1	350	400	400
Col Brew	1494	360	350	350	+7	360	325	325
Computx Ct	24650	60	55	59	-1	70	43	43
Cons Bear	1840	325	315	320	325	220	220	220
Cor Ind	2460	225	220	225	250	165	165	165
Cor Cr p	400	200	200	200	220	180	180	180
Cor Cred	200	165	165	165	165	135	135	135
Crowd	100	125	110	125	200	100	100	100
Crown Z	1484	518	18	18	195	17 1/2	17 1/2	17 1/2
Dawson	1100	57 1/2	7 1/2	7 1/2	6 1/4	6 1/2	6 1/2	6 1/2
Delta Pr A	7140	175	165	170	-5	200	130	130
Delta Hotel	1600	100	100	100	375	230	230	230
Dman pr	200	560	60	60	60	40	40	40
Doman	1400	515 1/4	14 1/4	15	Unch	15 1/2	9 1/4	9 1/4
Dunhill Dev	800	180	175	180	205	160	160	160
EOP Ind	6650	60	52	53	-3	65	30	30
Fenbr	300	57	57	57	57	57	57	57
F First	5100	310	275	275	310	190	190	190
Field	18	18	18	18	18	13 1/4	13 1/4	13 1/4
Finning	2222	123 1/2	23 1/2	23 1/2	+1/2	23 1/2	12 1/4	12 1/4
Fst City	200	512 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	7 1/4	7 1/4	7 1/4
Four Seas	31370	875	775	850	+75	875	235	235
GA Land	1000	52	52	52	125	90	90	90
G P Ind	3200	260	245	245	-15	325	145	145
Gr W Steel	200	58 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
Gregory Ind	200	235	235	235	200	235	235	235
Grouse	1800	52	52	52	+5	120	185	185
Gr Min p	500	175	175	175	175	140	140	140
Hobrough	1200	340	320	340	475	300	300	300
Hors Pr A	1000	515 1/4	14 1/4	15 1/4	Unch	15 1/2	9 1/4	9 1/4
Home A	1300	531 1/4	31 1/4	31 1/4	31 1/4	31 1/4	31 1/4	31 1/4
Hyp Adre	2000	340	325	325	-5	400	280	280
Ims Marine	7600	42	35	35	370	35	35	35
Int Gas	1200	515 1/4	15 1/4	15 1/4	15 1/4	15 1/4	15 1/4	15 1/4
I Wood	350	380	370	370	425	310	310	310
I Hydro	4050	140	110	120	320	110	110	110
Int Lend	1700	55 1/2	5 1/2	5 1/2	6 1/2	5	5	5
Int Visu	12000	110	75	80	-30	370	75	75
Ionic	5500	200	185	190	+5	350	130	130
Kaiser	1800	52	52	52	125	30	30	30
K Dyong	2400	135	135	135	200	75	75	75
Kelly D	100	57 1/2	6 1/2	6 1/2	7 1/4	6	6	6
Key Ind	5000	73	65	72	+5	74	23	23
Keyston	1000	400	375	400	425	315	315	315
Lancer	2000	175	145	170	230	120	120	120
Ltride	1000	513 1/2	13 1/2	13 1/2	14	10 1/4	10 1/4	10 1/4
M B	1000	527 1/2	26 1/2	26 1/2	135	23 1/2	23 1/2	23 1/2
Magdy	2100	69	69	69	135	60	60	60
Massey	1050	515 1/4	15 1/4	15 1/4	-1/2	16 1/2	12 1/4	12 1/4
Melton	400	295	290	290	-1	300	140	140
Mercuria	13500	62	50	50	-32	125	30	30
Mhwh pr	200	310	310	310	310	200	200	200
Mhwh	3200	190	175	190	200	86	86	86
Molson A	4000	528 1/2	28 1/2	28 1/2	28 1/2	20 1/2	20 1/2	20 1/2
Neones A	2225	45 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	4 1/4	4 1/4	4 1/4
NW Sprts	1135	525	500	512	Unch	650	420	420
NWF	3100	295	295	295	295	290	290	290
Ok Helic	880	12 1/2	12	12	12	6 1/2	6 1/2	6 1/2
Ok Hold	1300	45 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
Pace	6000	85	75	78	130	63	63	63
Pac Ent	250	135	135	135	165	135	135	135
PH Gas	1000	525	525	525	405	240	240	240
PNG pr	725	521	20 1/2	20 1/2	23	19 1/2	19 1/2	19 1/2
PWA	8880	524 1/2	23 1/2	23 1/2	+1/2	24 1/2	13 1/2	13 1/2
PWA pr A	775	549	46 1/2	46 1/2	+2 1/2	46 1/2	32 1/2	32 1/2
Porter	1700	65	60	65	150	68	68	68
Potter	2047	365	360	365	+5	380	335	335
Pwr Crp	150	511 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
Rechis	800	440	425	425	500	300	300	300
Reed Shaw	1500	511 1/2	11 1/2	11 1/2	12	11	11	11
Sartoga	300	480	475	480	-5	512	445	445
Scott	3800	525	525	525	25	20	20	20
Southern	1000	525	525	525	25	20	20	20
G Spring	7500	335	305	305	-20	335	235	235
Steele	300	533 1/2	33 1/2	33 1/2	34 1/2	26 1/4	26 1/4	26 1/4
Sintra	800	440	425	425	500	300	300	300
Thomax Plix	54300	270	220	225	-40	395	200	200
Thomax Nat	1000	285	285	285	310	215	215	215
Tokar	2705	185	180	180	-5	275	150	150
Trns Amer	3300	512 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2
TC Glass	1240	59 1/4	9 1/4	9 1/4	+1/4	10 1/4	5 1/4	5 1/4
U Equip	200	225	225	225	235	195	195	195
Vantage	600	58	8	8	8	8	8	8
H Walker	100	54	44	44	44	44	44	44
W Reedk	700	275	275	275	325	250	250	250
Ward	3000	290	260	290	+10	290	130	130
Welding	1000	512 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2
Wescorp	1000	512 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2
W Realty	200	57 1/2	7 1/2	7 1/2	9 1/2	6 1/4	6 1/4	6 1/4
Wst Ind	100	185	185	185	200	185	185	185
Whon A	100	512 1/2	12 1/2	12 1/2	+1/2	12 1/2	6 1/2	6 1/2
Wdward	1000	529	29	29	29	24 1/4	24 1/4	24 1/4
Wosks	300	59 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4

Mines	Ventes	100's	haut	bas	ferme-variation	1972	haut	bas
Achro	51400	26	20	+3	151	17	17	17
Adanac	123700	80	54	80	80	40	40	40
Adera	59900	38	37	38	Unch	47	33	33
Adonis	534700	204	199	204	+47	204	78	78
Aflon	21710	1162	1025	1100	+75	1550	145	145
Ajax Re Ltd	2500	9	9	Unch	18	8		

Dernières décisions de la Commission des valeurs mobilières

DÉCISION DE LA COMMISSION
Sujet: BARRY DOUBLAS RANDALL

Monsieur Randall, joueur professionnel de football pour les Alouettes de Montréal, a demandé à la Commission d'être soustrait à la règle générale concernant le "plein temps" exigé des vendeurs.

Cette règle de la Commission est basée sur trois raisons principales: 1) il est nécessaire qu'un vendeur puisse consacrer tout son temps à ses clients pour les servir le mieux possible;

2) la Commission, comme les autres organismes de contrôle à travers le Canada, désire voir s'établir une force de vente strictement professionnelle;

3) il n'est pas équitable qu'une personne se serve de sa renommée comme athlète professionnel pour faire la promotion d'un stock ou pour influencer un client éventuel.

La Commission, tout en reconnaissant la force des arguments présentés en faveur de monsieur Randall, et, entre autres, sa formation académique et professionnelle exceptionnelle, la haute recommandation de ses employeurs, l'expérience déjà acquise dans ce domaine, son intention d'y faire carrière et la classe de la clientèle qu'il sert, ne croit pas qu'il y aurait lieu de modifier la règle générale mentionnée plus haut ou d'y faire exception.

En conséquence, la Commission maintient sa décision antérieure et a décidé que le permis de vendeur de monsieur Randall serait suspendu pendant la saison de football.

Signée à Montréal, le 24 juillet 1972

LA COMMISSION ENREGISTREMENTS ET PERMISSIONS — PROSPECTUS ET AUTRES DOCUMENTS

Europa Mines Inc.
24 juillet 1972

Prospectus en date du 20 juillet 1972, enregistrement et permission couvrant la vente de 1,000,000 d'actions ordinaires de son capital-actions, en vertu d'un contrat de souscription et d'options en date du 1er mai 1972 avec Massey, Lavoie & Associés Inc.

- 200,000 ferme à 10¢ l'action
- 200,000 ferme à 15¢ l'action
- 200,000 sous option à 20¢ l'action pour 3 mois
- 200,000 sous option à 30¢ l'action pour 6 mois
- 200,000 sous option à 35¢ l'action pour 9 mois

La Commission a aussi consenti à l'émission de 750,000 actions ordinaires de capital-actions de la compagnie pour l'acquisition de propriétés minières, en vertu d'un contrat en date du 1er mai 1972 et à l'ordre au public de 75,000 de ces actions.

Les certificats représentant 675,000 de ces actions devront être détenus sous écriture par Guaranty Trust Company of Canada et ne pourront être libérés, etc... qu'avec le consentement écrit de la Commission.

Niagara Realty of Canada Limited
25 juillet 1972

Prospectus en date du 24 juillet 1972 et permission couvrant la vente de \$15,000,000 en billets garantis, 8 1/4%, série C, à être datés du 15 août 1972 et échéant le 15 août 1982.

Souscripteurs: Greenshields Incorporated Wood Gundy Limited Vanbec Mineral Resources Ltd

20 juillet 1972

Prospectus en date du 7 avril 1972, enregistrement et permission couvrant la vente de 1,000,000 d'actions ordinaires de son capital-actions, en vertu d'un contrat de souscription et d'options en date du

7 avril 1972 avec Bouchard & Cie Ltée.

- 200,000 ferme à 10¢ l'action
- 200,000 ferme à 15¢ l'action
- 200,000 ferme à 20¢ l'action
- 200,000 sous option à 25¢ l'action pour 3 mois
- 200,000 sous option à 30¢ l'action pour 6 mois

La Commission a aussi consenti à l'émission de 750,000 actions ordinaires de capital-actions de la compagnie pour l'acquisition de

propriétés minières, en vertu d'un contrat en date du 7 avril 1972.

Les certificats représentant ces actions devront être détenus sous écriture par Guaranty Trust Company of Canada et ne pourront être libérés, etc... qu'avec le consentement de la Commission.

EXEMPTIONS D'ENREGISTREMENT
Dumont Nickel Corporation
25 juillet 1972

Couvrant l'émission de 1,000,000 d'actions du capital-actions de la

compagnie en vertu d'un contrat de souscription et d'options en date du 30 mai 1972 avec Bouchard & Cie Ltée.

- 200,000 ferme à 40¢ l'action
- 200,000 sous option à 45¢ l'action pour 3 mois
- 200,000 sous option à 50¢ l'action pour 6 mois
- 200,000 sous option à 60¢ l'action pour 9 mois
- 200,000 sous option à 70¢ l'action pour 12 mois.

Falling Mining Corporation
19 juillet 1972

Couvrant l'émission de 300,000 actions du capital-actions de la compagnie en vertu d'un contrat de souscription avec L.J. Forget et Company Ltd.

Maislin Industries Ltd.
24 juillet 1972

La Commission ne s'oppose pas, en vertu de l'article 20e), au programme d'option d'achat d'actions aux employés des cadres supérieurs et au programme d'achat d'actions aux autres employés, couvrant

Rapport Rende-Prix		1972		Titres		Dividendes		RENDEMENTS		SEMAINE EN COURS			
%	taux	haut	bas			1970	1971	6 mois ou	6 mois ou	haut	bas		
						anné	anné	derrière	derrière	ture	ture		
4.8	20.8	12%	9%	Slater Steel	60	60	Oct 6	Apr 3	12%	11%	12 1/2 + 1/4	89	
7.7	12.7	15 1/2	13 1/2	"1st pf	110	110	Oct 6	Apr 3	14%	14%	14 +	89	
7.3	12.7	15 1/2	13 1/2	"2nd pf	110	110	Oct 6	Apr 3	14%	14%	14 +	89	
7.4	14.7	16 1/2	14 1/2	Slater Walk	120	120	Oct 6	Apr 3	15%	15%	15 +	89	
1.2	45.8	11	9	"Cda	51k	51k	Dec 24	Mar 3	11%	11%	11 + 1/2	255	
5.7	12.7	7	6	Sobey's 'A'	40	40	May 5	Nov 5	4%	4%	4 +	25	
3.0	11.1	4	2.90	Sogena	12	12	72Feb	Apr 3	3%	3%	3 +	24	
2.4	31.1	25 1/2	17 1/2	Southern pf	2.80	2.80	Dec 17	Jun 6	3%	3%	3 +	179	
1.4	50.0	60	40	Spartan Air	37	37	Oct 1	Jun 6	5%	5%	5 +	19	
17.4	51.4	27.5	17.4	Staff foods	1.60	1.66	Dec 2	Jun 6	1.50	1.50	1.50 +	54	
3.4	16.6	17 1/2	13 1/2	StBroad	35	50	72Mar	Jun 6	2.70	2.70	2.70 +	54	
3.5	13.6	16	11	StandOil	2.30	2.39	Dec 4	Jun 6	1.35	1.35	1.35 +	19	
3.7	11.9	11	9	StandPav	50	50	72Mar	Jun 6	1.35	1.35	1.35 +	19	
3.5	12.9	35%	26	SteelCan	1.20	1.25	Dec 27	Mar 3	75	35%	33%	35 + 1/4	1085
3.3	8.7	12 1/2	6	SteelyInd	16	36	Dec 12	Mar 3	59	11	11 +	61	
18.2	18.2	22%	18	Steinberg 'A'	36	36	July 37	Apr 3	1.47	1.47	1.47 +	61	
7.2	10.5	5 1/2	73	" pf	5.25	5.25	July 42	Apr 3	4.3	4.30	4.30 +	12	
11.2	1.10	60	42.25	Steintron El	10	10	May 18	Mar 3	19	8%	8% +	36	
4.3	12.0	10 1/2	8	Steelree Gp	47	47	Dec 7	Mar 3	19	8%	8% +	36	
55.0	4.85	3	2	Sterling Tr	36	36	Dec 7	Mar 3	19	8%	8% +	36	
2.5	200.0	10 1/2	7%	Stuart Hou	48	48	72Feb	Mar 3	07	4.50	4.35	4.40	10
15.0	4.20	2	2	StuartOil	20	20	May 8	Feb 9	8	8	8	10	
9.1	15.0	20	15	StuarElc	2.20	2.10	Dec 9	Dec 9	2.25	2.10	2.10	10	
115.0	2.25	80	3.50	Superpac	45	45	Nov 4	Mar 3	3.90	3.75	3.75	25	
3.8	16.1	29%	19%	Suprise C	1.05	1.05	Apr 17	Jan 4	1.32	27 1/2	27 1/2	2	
11.2	11.2	6 1/2	3.75	Tand	2.00	2.00	Apr 25	Mar 3	02	2.05	2.05	15	
5.5	10.5	10	7	Telefax	1.32	1.32	Dec 2	Mar 3	22	4.35	4.25	4.35	70
2.3	16.0	53	33%	Teleflex	1.32	1.32	Dec 2	Mar 3	22	4.35	4.25	4.35	70
5.4	9.3	65	60	Texaco Inc	4.00	4.00	Dec 20	Jun 6	1.06	23	24	152	
4.4	8.6	6	4	Texaco pf	4.00	4.00	Dec 20	Jun 6	1.06	23	24	152	
3.6	19.9	21	15	Texaco pf	4.00	4.00	Dec 20	Jun 6	1.06	23	24	152	
3.3	28.1	14%	12%	ThircoG Inv	45	45	Dec 28	Mar 3	2.08	51%	50	51 1/2	
7.4	20.0	3.15	2.15	Thomas Nat	09	08	Dec 28	Mar 3	84	60	60	60	
1.1	36.1	40	29	Thompson B	09	08	Dec 28	Mar 3	84	60	60	60	
6.8	10.6	51	49	Timken	1.80	1.80	Dec 3	Jun 6	1.91	37	38	38	
1.1	18.8	23	16	Tonecraft	20	24	Dec 15	Mar 3	22	22 1/2	22 1/2	20	
8.0	8.0	80	80	Tor-Dom Bk	74	84	Dec 15	Mar 3	07	25	23	125	
2.5	22.4	35	29 1/2	Tor-LonInv	14	14	Apr 11	Apr 11	1.38	35	34 1/2	304	
5	30.4	50 1/2	38%	Tor Star B	36	32	Sept 1	Mar 3	71	47 1/2	47 1/2	102	
4.4	12	18%	15%	TradersGA	60	80	Dec 15	Mar 3	45	18%	17%	112	
6.9	11.7	17 1/2	15	"B	60	80	Dec 15	Mar 3	45	18%	17%	112	
4.6	11.7	22 1/2	19	"A pf	1.50	1.50	Dec 14	Mar 3	45	18%	17%	112	
7.4	11.7	22 1/2	19	"B pf	1.50	1.50	Dec 14	Mar 3	45	18%	17%	112	
8.1	11.7	22 1/2	19	"C pf	1.50	1.50	Dec 14	Mar 3	45	18%	17%	112	
7.2	11.7	22 1/2	19	"D pf	1.50	1.50	Dec 14	Mar 3	45	18%	17%	112	
4.2	42.5	4.40	3.05	Transair	1.60	1.60	Dec 10	Mar 3	07	4.35	4.15	4.25	101
2.2	23.9	46	35%	Tr-CdnPip	1.00	1.00	Dec 18	Jun 6	1.53	45%	44%	45 + 1/2	444
4.6	30.4	50 1/2	38%	Tr-CdnPip	1.00	1.00	Dec 18	Jun 6	1.53	45%	44%	45 + 1/2	444
6.9	43	40	30	Tr-CdnPip	1.00	1.00	Dec 18	Jun 6	1.53	45%	44%	45 + 1/2	444
2.5	15.0	10 1/2	7%	Tr-CdnPip	1.00	1.00	Dec 18	Jun 6	1.53	45%	44%	45 + 1/2	444
4.6	12.7	25	20	Tr-MtOil	1.10	1.10	Dec 18	Jun 6	1.53	45%	44%	45 + 1/2	444
8	15.4	17 1/2	15	Tr-MtOil	1.10	1.10	Dec 18	Jun 6	1.53	45%	44%	45 + 1/2	444
4.9	16.2	4	2.90	Tru-Wall	16	16	May 20	Feb 9	17	3.70	3.25	3.25	05
5.4	21.2	19.0	15.0	Turbo Res	9.98	9.98	72Feb	Mar 3	08	1.07	1.07	1.07	32
3.0	13.7	21	17	UAPInc	59	64	Dec 15	Mar 3	19	21	21	1	
26.3	10 1/2	6%	5%	Unicom	1.00	1.00	June 2	Mar 3	37	5	4.60	4.95 + 35	128

Fonds mutuels

Valeur	Prix	Sem.	1972	Industrial Growth	7.98	8.77	8.89	8.02	5.71
comp.	d'ac.	pré.	haut	Int'l Energy	2.41	2.41	2.55	2.34	Western Venture
3.50	3.43	3.48	3.04	Int'l Growth <td>5.77</td> <td>6.34</td> <td>5.74</td> <td>6.76</td> <td>Westfund</td>	5.77	6.34	5.74	6.76	Westfund
1.48	1.62	1.47	1.55	Investors Growth <td>12.39</td> <td>13.55</td> <td>12.27</td> <td>12.52</td> <td>Xanadu</td>	12.39	13.55	12.27	12.52	Xanadu
2.19	2.39	2.42	2.42	Investors Int'l <td>7.57</td> <td>8.28</td> <td>7.57</td> <td>8.36</td> <td>York of Canada</td>	7.57	8.28	7.57	8.36	York of Canada
9.09	9.94	9.10	8.19	Inv. Mutual Cda <td>5.84</td> <td>6.39</td> <td>5.78</td> <td>5.94</td> <td>Canada Perm. Eq</td>	5.84	6.39	5.78	5.94	Canada Perm. Eq
9.09	9.94	9.10	8.19	Japanese Fund <td>6.81</td> <td>7.45</td> <td>6.78</td> <td>6.81</td> <td>R.S.P.</td>	6.81	7.45	6.78	6.81	R.S.P.
9.09	9.94	9.10	8.19	Keynote of Cda <td>9.05</td> <td>9.93</td> <td>9.07</td> <td>9.53</td> <td>Canada Trust Eq</td>	9.05	9.93	9.07	9.53	Canada Trust Eq
4.22	4.61	4.21	4.25	Magna Carta <td>1.38</td> <td>1.49</td> <td>1.38</td> <td>1.64</td> <td>Crown Tr. RSP FI</td>	1.38	1.49	1.38	1.64	Crown Tr. RSP FI
5.56	5.56	5.56	5.74	NatInvest <td>14.30</td> <td>14.59</td> <td>13.43</td> <td>14.20</td> <td>Crown Tr. RSP Eq</td>	14.30	14.59	13.43	14.20	Crown Tr. RSP Eq
6.54	7.18	6.43	7.31	Mariborough <td>5.79</td> <td>6.33</td> <td>5.77</td> <td>6.02</td> <td>Desjardins A</td>	5.79	6.33	5.77	6.02	Desjardins A
5.08	5.55	5.02	5.08	Moslaw <td>4.93</td> <td>5.47</td> <td>4.87</td> <td>4.93</td> <td>Desjardins B</td>	4.93	5.47	4.87	4.93	Desjardins B
5.94	6.01	5.92	5.99	Mutual Accum <td>10.97</td> <td>11.67</td> <td>10.97</td> <td>11.09</td> <td>Int'l Tr. Cdn Eq</td>	10.97	11.67	10.97	11.09	Int'l Tr. Cdn Eq
11.91	11.91	11.34	11.94	Mutual Bond <td>5.10</td> <td>5.61</td> <td>5.09</td> <td>5.15</td> <td>Int'l Tr. Int'l Eq</td>	5.10	5.61	5.09	5.15	Int'l Tr. Int'l Eq
47.86	51.97	47.19	48.33	Mutual Income <td>2.20</td> <td>2.79</td> <td>2.20</td> <td>2.42</td> <td>Int'l Tr. Spec Sit</td>	2.20	2.79	2.20	2.42	Int'l Tr. Spec Sit
10.44	10.91	10.44	10.79	Nat Resources <td>15.59</td> <td>16.19</td> <td>15.32</td> <td>15.61</td> <td>Gen. Trust A</td>	15.59	16.19	15.32	15.61	Gen. Trust A
10.44	10.91	10.44	10.79	Nat Resources <td>7.22</td> <td>7.89</td> <td>7.07</td> <td>7.56</td> <td>Gen. Trust B</td>	7.22	7.89	7.07	7.56	Gen. Trust B
5.99	6.58	5.88	6.18	N.W. Equity <td>6.85</td> <td>7.53</td> <td>6.78</td> <td>7.88</td> <td>Guaranty Equity</td>	6.85	7.53	6.78	7.88	Guaranty Equity
3.26	3.35	3.47	3.26	N.W. Growth <td>5.76</td> <td>6.33</td> <td>5.75</td> <td>6.46</td> <td>Guaranty Fixed Inv</td>	5.76	6.33	5.75	6.46	Guaranty Fixed Inv
14.24	15.65	14.07	14.75	Pacific Comp <td>7.85</td> <td>8.59</td> <td>7.74</td> <td>8.16</td> <td>Guaranty RSP Inc</td>	7.85	8.59	7.74	8.16	Guaranty RSP Inc
5.07	5.56	5.03</							

100.000 actions ordinaires de chaque programme.
S. & L. Diversified Corp. Ltd.
19 juillet 1972
 Couvrant l'émission de 20.000 actions ordinaires (sans valeur au pair) de capital-actions de la compagnie à un actionnaire au prix de \$11 l'action.

DIVERS

Invictus Oils & Minerals Ltd.
24 juillet 1972
 La Commission ne s'oppose pas à l'inscription des actions de la compagnie à la cote de la Bourse Canadienne.

Viewpoint Explorations Ltd.

24 juillet 1972
 La Commission ne s'oppose pas à l'inscription des actions de la Compagnie à la cote de la Bourse Canadienne.

M. G. St-Pierre...

(Suite de la page 1)
 Boston... Les sources d'approvisionnement des deux provinces sont indépendantes et d'égale importance. L'Ontario utilise pres-

qu'exclusivement le pétrole de l'Ouest. Pour sa part, il possède des gisements dans le nord de la province, le Québec reste tributaire des importations en provenance du Venezuela et du Moyen-Orient. Qu'à cela ne tienne, le pétrole importé est moins cher que celui de l'Ouest! Plusieurs ports, en eau profonde rendent les rives du Saint-Laurent accessibles aux navires de fort tonnage.
 Le projet de construction d'un port pour pétroliers géants dans l'estuaire du fleuve ou un éventuel tracé québécois du pipeline en pro-

venance de l'Arctique constituerait des arguments déterminants mais il est trop tôt pour que M. Saint-Pierre en fasse ses chevaux de bataille.

Bonne conscience

"Accusés" de tenir le Québec en quarantaine, les dirigeants de Polymer Corporation gardent bonne conscience. M. George Bryce Well vice président de la société "se justifie" en expliquant que: "les investissements se sont concentrés dans la région de Sarnia parce qu'en 1942 (date de la création de l'entre-

prise), cette zone était économiquement la plus adaptée à ses besoins".
 Polymer est rappelés-née de la demande des américains de caoutchouc synthétique pendant la deuxième guerre mondiale. La proximité du marché justifiait alors une implantation dans le sud de l'Ontario. M. G.B. Well a fait état de relations commerciales avec le Québec mais il semble vouloir limiter à ces échanges les rapports avec cette province: "Polymer est prête à investir au Québec si un projet intéressant le permet mais, actuellement, une implantation dans cette région ne présente aucun avantage."

Interrogé sur les répercussions possibles de la vente de sa société à la Corporation de Développement du Canada il a précisé qu'elle "ne modifierait en rien les plans d'expansion ni de production".

On aurait pu cependant supposer que la présence de plusieurs québécois au conseil d'administration de la Corporation de Développement du Canada allait permettre de plaider en faveur d'une réorientation des investissements.

Claude Marchand, secrétaire général de la C.D.C. pense qu'il est trop tôt pour se prononcer à ce sujet. Il préfère définir la politique de la Corporation. "Ainsi qu'il l'aurait déclaré le ministre fédéral M. Pépin, la société Polymer est beaucoup plus indépendante depuis qu'elle est contrôlée par un organisme para-gouvernemental. Lorsqu'elle était société de la Couronne, elle devait faire approuver ses décisions par le gouvernement, ce qui entraînait des lenteurs dans la réalisation des projets. C'est dans ce but, celui de lui donner un certain dynamisme que la C.D.C. l'a prise sous sa coupe. La transaction de la semaine dernière s'inscrit dans un plan bien défini: La Corporation de Développement du Canada entend racheter des sociétés de la Couronne touchant les domaines de la pétro-chimie et des transports (Panarctic Oil, Northern Transportation...) pour leur donner une nouvelle impulsion et accélérer la mise en oeuvre de projets comme celui de la SOAP (Sarnia Olefin and Aromatic Project). Si ce projet, par exemple, n'aboutissait pas dans de brefs délais, non seulement le Canada perdrait une partie du marché américain mais le centre-ouest américain s'emparerait du marché de la pétro-chimie."

Même si Polymer Corporation néglige le "tronc des investissements québécois", il serait exagéré de croire que le Québec ne sait plus à quel synthétique se vouer pour développer son industrie pétro-chimique; des contacts ont été pris avec des compagnies traitant le pétrole et ses dérivés: Gulf, Esso, Union Carbide et Dupont sont du nombre...

Aux dirigeants de Polymer M. Saint-Pierre révélera sans doute l'existence du Québec: s'il ne les convainc pas d'investir dans la Belle Province, sans doute faudra-t-il attendre le miracle d'un tracé québécois du pipeline de l'Arctique pour que la Province apparaisse sur leur carte.

L'Hydro-Québec...

(Suite de la page 1)
 tuelle qui établira les modalités d'une collaboration permanente d'une durée de 20 ans entre l'Hydro-Québec et le New-York Power Pool dont la Consolidated Edison fait partie. Au cours des cinq premières années de l'entente, de 1977 à 1981, l'Hydro-Québec livrera 14.4 milliards de kilowatt-heure.

MINES & PETROLES

Toronto & Canadienne

COTES À LA FERMETURE Vendredi, le 28 juillet 1972

Prix en cent sauf indication contraire

Mines

Ventes		ferme-va-		1972		Ventes		ferme-va-		1972	
100's	haut bas	ture	lions	haut	bas	100's	haut bas	ture	lions	haut	bas
A						D					
Abouart	18 40	40	40	+ 5	40	27	Dasson	45	8	21	8
Abit Abt	67 255	250	255	+ 5	425	120	D'Aragon	220	17	18	- 1
Abitibi C	28 15	14	14	+ 2	24	10 1/2	Dauphin	305	6	5 1/2	8
Acme	383 37 1/2	34	34	- 3	52	23	Deer Horn	110	9	8	8 1/2
Acrolif	117 50	48	50	- 2	80	42	D'Eldon	142	42	41	42
Adanac	72 70	60	70	- 10	80	40	Delhi Pac	20	9 1/2	9 1/2	+ 1/2
Advocate	2 160	155	160	+ 5	210	151	Denison	34	24	31 1/4	21 1/4
Aetna	530 9	85	95	+ 10	95	65	Devils El	40	5	5	5
Agnico-E	185 380	355	365	- 5	430	320	Dickinson	259	305	265	300
A.I.S.	262 650	600	650	- 50	695	560	Discovery	11	85	75	85
Alax	25 28	26	26	- 2	31	16	Dome	15	76 1/4	74 1/2	76 1/4
Akaltcho	75 60	55	60	+ 5	80	43	Dom Exp	187	84	80	84
Albarnont	5 31	31	31	+ 1	35	19	Donchast	21	21	21	+ 1
Alberla	10 46	46	46	- 1	16	7	Ducros	5	30	30	+ 5
Alidona	28 320	310	315	+ 5	415	310	Du'gami	5	30	30	+ 5
AlliedMin	36 55	50	50	- 5	100	50	Dumont	787	49	43 1/2	46
AlliedBB	161 75	72	74	- 3	90	56	Dunrairie	25	30	30	30
Amer	65 7	7	7	- 1	11	5	Dynaco	22	37	35	37
Amerg	65 7	7	7	- 1	11	5	Dynasty	200	52	43	52
Amigo	20 7	7	7	- 1	22	8	Dynasty	273	10	9 1/4	9 1/2
Amos	30 9	9	9	- 1	22	8					
Ang-Roy	156 42	38	41	+ 3	43	23					
Ang-Udy	611 128	111	123	+ 12	220	75					
Anthonia	530 3	3	3	- 1	4	1					
Antigon	50 34	31	31	- 3	48	30					
Armour	9 12 1/2	12 1/2	12 1/2	- 1/2	18	11 1/2					
Armo	295 38	34	34	+ 1 1/2	12	4					
AssocPorc	40 38	38	38	- 1	44	33					
Atl Nickel	20 22	20	22	- 2	32	18					
Atl Tungst	104 41	40	40	+ 5	41	11					
Atl Yknite	20 7	7	7	- 1	11	4					
Auror	112 365	315	365	+ 40	375	220					
Avilla	630 70	55	70	+ 10	109	25					
Avoca	15 50	50	50	+ 5	85	45					

Ventes		ferme-va-		1972		Ventes		ferme-va-		1972	
100's	haut bas	ture	lions	haut	bas	100's	haut bas	ture	lions	haut	bas
E-F						G					
E. Malart	108 270	260	270	+ 10	280	93	Galep	1055	10	10	+ 8
E. Sullivan	70 240	230	240	+ 10	260	230	Gaspé Q	229	495	470	480
Empire	85 11	11	11	- 1	15	4	G. Mascot	229	495	470	480
Expo Iron	250 60	43	50	- 7	79	37	G. Mascot	229	495	470	480
Expo Ung	60 25	20 1/2	20 1/2	+ 1/2	25	16	G. Mascot	229	495	470	480
Fairway	82 200	175	195	- 25	245	120	G. Mascot	229	495	470	480
Falcon	195 11 1/2	11 1/4	11 1/4	- 1/4	12	9 1/8	G. Mascot	229	495	470	480
Fallingb	2841 340	292	335	+ 15	340	123	G. Mascot	229	495	470	480
Falcon	195 11 1/2	11 1/4	11 1/4	- 1/4	12	9 1/8	G. Mascot	229	495	470	480
Fidelity	50 3	3	3	- 1	10	4	G. Mascot	229	495	470	480
First Mar	10 60	60	60	- 1	93	55	G. Mascot	229	495	470	480
F. Orenda	20 12	12	12	- 1	12	7	G. Mascot	229	495	470	480
Flint	124 220	213	212	- 12	228	149	G. Mascot	229	495	470	480
Fontana	5 3	3	3	- 1	5	2	G. Mascot	229	495	470	480
F. Reliance	98 37	35 1/2	35 1/2	- 1/2	48	33	G. Mascot	229	495	470	480
Fo. Lake	50 3	3	3	- 1	4	2	G. Mascot	229	495	470	480
Frobex	128 29	28	28	- 1	46	24	G. Mascot	229	495	470	480

Ventes		ferme-va-		1972		Ventes		ferme-va-		1972	
100's	haut bas	ture	lions	haut	bas	100's	haut bas	ture	lions	haut	bas
H-I						J-K					
Hallnor	15 210	200	210	- 10	210	80	James Bay	160	18	15 1/2	18
Hanson	10 12 1/2	12 1/2	12 1/2	- 1/2	13 1/2	12	Jay	27	12	12	- 1
Headway	45 6 1/2	6	6 1/2	+ 1/2	10 1/2	4	Jay	27	12	12	- 1
Hemlock	14 185	180	185	+ 5	225	175	Jay	27	12	12	- 1
Holmer	77 40	37	40	- 3	44	37	Jay	27	12	12	- 1
Hughes	114 22	20 1/2	20 1/2	- 1/2	26	20	Jay	27	12	12	- 1
Hugh-Pam	20 19	19	19	+ 1/2	22	14	Jay	27	12	12	- 1
Hydra	108 23	20	23	- 3	28	16	Jay	27	12	12	- 1
Int. Bilbis	75 13	13	13	- 1	15	7	Jay	27	12	12	- 1
Int. Hill	34 940	930	935	+ 20	940	9	Jay	27	12	12	- 1
Int. Mogul	215 20	18	20	- 2	24	28	Jay	27	12	12	- 1
Int. Norval	215 20	18	20	- 2	24	28	Jay	27	12	12	- 1
Int. Obasha	188 11	9	11	- 2	14	9	Jay	27	12	12	- 1
Int. Invtivus	560 54	51	54	- 3	54	51	Jay	27	12	12	- 1
Int. Irish	27 7	7	7	- 1	10	6	Jay	27	12	12	- 1
Int. Iron Bay	18 335	325	335	+ 10	335	315	Jay	27	12	12	- 1
Int. Iso	88 185	181	182	- 3	235	128	Jay	27	12	12	- 1

Ventes		ferme-va-		1972		Ventes		ferme-va-		1972	
100's	haut bas	ture	lions	haut	bas	100's	haut bas	ture	lions	haut	bas
L						M					
Lab'dor	14 42 1/2	42	42 1/2	+ 1/2	44 1/2	37 1/2	Macdon	670	20	20	+ 6 1/2
Lacane	25 75	71	75	+ 4	108	60	Macdon	670	20	20	+ 6 1/2
Lakehead	20 9	9	9	- 1	12	8 1/2	Macdon	670	20	20	+ 6 1/2
Lake-Osu	50 5 1/2	5 1/2	5 1/2	+ 1/2	8 1/2	5	Macdon	670	20	20	+ 6 1/2
Lk. Shore	82 400	340	400	+ 60	400	195	Macdon	670	20	20	+ 6 1/2
Lampis	6 1/2	6 1/2	6 1/2	- 1/2	10	5	Macdon	670	20	20	+ 6 1/2
Lederic	1801 72	58	72	+ 12	72	18	Macdon	670	20	20	+ 6 1/2
Lib'ian	6 10 1/2	10 1/2	10 1/2	- 1/2	12	9 1/2	Macdon	670	20	20	+ 6 1/2
Lindsay	3	3	3	- 1	4	3	Macdon	670	20	20	+ 6 1/2
Lithium	57 230	220	230	+ 10	245	180	Macdon	670	20	20	+ 6 1/2
L.L. Lac	167 590	550	585	+ 30	600	360	Macdon	670	20	20	+ 6 1/2
Luanna	75 7	7	7	- 1	10	7 1/2	Macdon	670	20	20	+ 6 1/2
Luvor'crr	130 13 1/2	13	13 1/2	+ 1/2	15	10	Macdon	670	20	20	+ 6 1/2
Lynx	15 100	100	100	- 5	100	10					

La commission...

(Suite de la page 1)

glements la vente des Fonds mutuels en instituant un permis de vendeur. projet sur lequel travaillait M. Lalonde. M. Demers a répondu qu'il entendait assurer une continuité avec les travaux de son prédécesseur et que ce point serait certainement étudié prochainement.

C'est avec une extrême prudence que M. Demers a d'autre part évoqué ses vues sur le rapport Bouchard, du moins sur le rapport préliminaire, seul rendu public jusqu'à présent. "La Commission suivra la direction que lui donnera le cabinet; elle fait partie d'un ministère, d'un gouvernement... De toute façon je suis d'accord avec le rapport".

M. Demers, qui a bien voulu répondre à nos questions en tant que président de la Commission des Valeurs Mobilières, fut directeur du service des inscriptions et secrétaire adjoint des Bourses de Montréal et Canadienne, du temps où M. Kierans en était le président, puis, de 1964 à 1966 conseiller en financement du ministère de l'Éducation. Jusqu'à sa nomination au poste de président de la CVMQ, il était associé de l'étude légale Desjardins, Ducharme et associés. Agé de 34 ans, il est gradué en droit de l'Université McGill.

Alcan...

(Suite de la page 1)

Depuis plus d'un quart de siècle, Alcan est le principal fournisseur d'aluminium brut des usines de filage autonomes américaines, dont la demande soutenue a fait des États-Unis le débouché le plus important pour l'aluminium canadien. Au cours des dix dernières années, afin d'élargir ses débouchés aux États-Unis, Alcan a investi environ \$400 millions dans son secteur Transformation où elle emploie maintenant quelque 4.000 personnes.

Alcan est toutefois convaincu d'avoir agi conformément aux méthodes en usage dans l'industrie américaine et d'avoir vendu ses produits aux prix du marché.

Une société...

(Suite de la page 2)

sentielle. Electrovert a vendu environ 40 systèmes à des compagnies japonaises telles Sony, IBM, Hitachi et plusieurs autres. Et cela en dépit du fait que trois de ses principaux concurrents sont des industries japonaises.

Electrovert Manufacturing Co. Ltd. avait, en 1969, 13 agents pour les 19 pays où elle exportait. Aujourd'hui, elle exporte dans 56 pays et possède 44 agents. Elle possède également une usine filiale à New York et trois autres succursales dans d'autres régions des États-Unis.

Selon M. Johnson ses objectifs actuels sont l'Union soviétique, la République populaire de Chine et l'Afrique. En 1968, Electrovert Manufacturing Co. Ltd. fut la seule entreprise canadienne à remporter une médaille d'or à l'exposition Brno.

L'industrie...

(Suite de la page 5)

sont passées de \$53.3 millions pour les premiers six mois de 71 à \$58.5 millions pour la même période de 72. La hausse des ventes provient d'une demande accentuée du papier-journal sur le marché américain, mais la compagnie fait remarquer que la progression constante des coûts des matières premières

et des salaires a grugé une partie des bénéfices.

Réaction à l'ACPP

Dans une entrevue accordée au Globe & Mail, M.W. Hart, directeur de l'Association des producteurs de pâtes et papiers, déclarait que la différentielle des coûts de transport entre le Canada et les États-Unis préoccupait grandement son association. Des discussions sont actuellement en cours entre l'ACPP et le Gouvernement fédéral afin d'en arriver à un accord sur les tarifs ferroviaires. C'est actuellement un point névralgique qui assurerait une rentabilité à moyen

terme à l'industrie.

Un autre sujet d'inquiétude du président de l'ACPP concerne l'entrée de la Grande Bretagne dans le Marché commun et l'accord de libre échange qui vient d'être signé entre les pays du Nord de l'Europe et la C.E.E. Ceci veut dire que certains produits forestiers de la Finlande et de la Suède bénéficieraient de taux préférentiels par rapport aux produits canadiens. Le Gouvernement canadien a cependant réussi à maintenir les anciens taux sur le papier-journal et le bois qui entrent sur le marché anglais.

De plus, le dégrèvement de taxes

— baisse de 9% sur les profits des corporations de pâtes et papiers — ainsi que les rajustements comptables quant à la dépréciation de la machinerie devraient encourager les investissements dans ce secteur clé de l'industrie québécoise.

Nouvelle usine...

(Suite de la page 2)

Le tuyau Stelform sera produit en longueurs de fabrication pouvant atteindre 80 pieds; la chaîne de production occupera un bâtiment d'une superficie de 6 acres.

En annonçant ce nouveau précé-

dent pour la Stelco, Monsieur Gordon président de la société a précisé que l'implantation de la nouvelle tuberie Stelform à Welland assurera la production la plus économique possible de tuyaux à pipe-lines à fortes parois pour desservir le marché nord-américain. S'ajoutant aux tuberies modernes que la Stelco possède déjà à Welland et à Camrose, Alberta, cette usine accroîtra grandement l'aptitude de la société à participer pleinement à l'expansion du marché pour des tuyaux de pipe-lines à gaz et à pétrole prévue pour le reste de cette décennie et au-delà.

Le marche des obligations

Gouvernement du Canada			Off. Dem.			Off. Dem.			Off. Dem.			Off. Dem.			Off. Dem.		
4 1/2	5 1/2	6 1/2	4 1/2	5 1/2	6 1/2	4 1/2	5 1/2	6 1/2	4 1/2	5 1/2	6 1/2	4 1/2	5 1/2	6 1/2	4 1/2	5 1/2	6 1/2
Sept 72	100.00	100.00	NewBrun	5 68-74	93 105	Quebec	6 78 89	91 91	BellTel	6 90 81	83 1/2	EatonAcc	5 85 79	81 81	QueTel	7 89 84	86 86
Dec 72	100.00	100.00	do	5 74 100	102	do	6 80 87	89 89	do	7 87 81	83 1/2	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105
Feb 73	101.05	101.15	do	5 75-77	86 88	do	6 79-80	90 92	do	6 91 78	80	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105
Apr 73	101.50	101.60	do	5 82-84	81 1/2	do	6 80 87	89 89	do	6 91 78	80	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105
July 73	101.25	101.35	do	5 84 86	75 77	do	6 81 88	90 92	do	6 92 79	81	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105
Oct 73	99.45	99.55	do	5 88-90	108 110	do	6 82 89	91 93	do	6 93 80	82	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105
Dec 73	100.75	100.85	do	5 94 105	107	do	6 83 90	92 94	do	6 94 81	83	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105
Apr 74	102.10	102.20	do	5 104 105 1/2	105 1/2	do	6 84 91	93 95	do	6 95 82	84	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105
June 74	100.50	100.65	do	5 107 108	108 1/2	do	6 85 92	94 96	do	6 96 83	85	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105
Oct 74	101.75	101.85	do	5 110 111	111 1/2	do	6 86 93	95 97	do	6 97 84	86	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105
Dec 74	98.85	98.95	do	5 113 114	114 1/2	do	6 87 94	96 98	do	6 98 85	87	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105
Apr 75	100.70	100.80	do	5 116 117	117 1/2	do	6 88 95	97 99	do	6 99 86	88	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105
June 75	102.10	102.20	do	5 119 120	120 1/2	do	6 89 96	98 100	do	6 100 87	89	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105
Oct 75	97.50	97.65	do	5 122 123	123 1/2	do	6 90 97	99 101	do	6 101 88	90	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105
Dec 75	103.00	103.10	do	5 125 126	126 1/2	do	6 91 98	100 102	do	6 102 89	91	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105
Apr 76	102.60	102.70	do	5 128 129	129 1/2	do	6 92 99	101 103	do	6 103 90	92	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105
June 76	100.75	100.85	do	5 131 132	132 1/2	do	6 93 100	102 104	do	6 104 91	93	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105
Oct 76	96.00	96.10	do	5 134 135	135 1/2	do	6 94 101	103 105	do	6 105 92	94	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105
Dec 76	96.00	96.10	do	5 137 138	138 1/2	do	6 95 102	104 106	do	6 106 93	95	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105
Apr 77	98.00	98.10	do	5 140 141	141 1/2	do	6 96 103	105 107	do	6 107 94	96	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105
June 77	101.00	101.10	do	5 143 144	144 1/2	do	6 97 104	106 108	do	6 108 95	97	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105
Oct 77	95.00	95.10	do	5 146 147	147 1/2	do	6 98 105	107 109	do	6 109 96	98	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105
Dec 77	95.00	95.10	do	5 149 150	150 1/2	do	6 99 106	110 112	do	6 110 97	99	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105
Apr 78	97.50	97.60	do	5 152 153	153 1/2	do	6 100 107	111 113	do	6 111 98	100	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105
June 78	97.50	97.60	do	5 155 156	156 1/2	do	6 101 108	112 114	do	6 112 99	101	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105
Oct 78	92.00	92.10	do	5 158 159	159 1/2	do	6 102 109	113 115	do	6 113 100	102	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105
Dec 78	92.00	92.10	do	5 161 162	162 1/2	do	6 103 110	114 116	do	6 114 101	103	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105
Apr 79	92.00	92.10	do	5 164 165	165 1/2	do	6 104 111	115 117	do	6 115 102	104	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105
June 79	92.00	92.10	do	5 167 168	168 1/2	do	6 105 112	116 118	do	6 116 103	105	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105
Oct 79	88.00	88.10	do	5 170 171	171 1/2	do	6 106 113	117 119	do	6 117 104	106	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105
Dec 79	88.00	88.10	do	5 173 174	174 1/2	do	6 107 114	120 122	do	6 118 105	107	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105
Apr 80	88.00	88.10	do	5 176 177	177 1/2	do	6 108 115	121 123	do	6 119 106	108	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105
June 80	88.00	88.10	do	5 179 180	180 1/2	do	6 109 116	122 124	do	6 120 107	109	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105
Oct 80	88.00	88.10	do	5 182 183	183 1/2	do	6 110 117	123 125	do	6 121 108	110	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105
Dec 80	88.00	88.10	do	5 185 186	186 1/2	do	6 111 118	124 126	do	6 122 109	111	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105
Apr 81	88.00	88.10	do	5 188 189	189 1/2	do	6 112 119	125 127	do	6 123 110	112	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105
June 81	88.00	88.10	do	5 191 192	192 1/2	do	6 113 120	126 128	do	6 124 111	113	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105
Oct 81	88.00	88.10	do	5 194 195	195 1/2	do	6 114 121	127 129	do	6 125 112	114	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105
Dec 81	88.00	88.10	do	5 197 198	198 1/2	do	6 115 122	128 130	do	6 126 113	115	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105
Apr 82	88.00	88.10	do	5 200 201	201 1/2	do	6 116 123	129 131	do	6 127 114	116	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105
June 82	88.00	88.10	do	5 203 204	204 1/2	do	6 117 124	130 132	do	6 128 115	117	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105
Oct 82	88.00	88.10	do	5 206 207	207 1/2	do	6 118 125	131 133	do	6 129 116	118	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105
Dec 82	88.00	88.10	do	5 209 210	210 1/2	do	6 119 126	132 134	do	6 130 117	119	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105
Apr 83	88.00	88.10	do	5 212 213	213 1/2	do	6 120 127	133 135	do	6 131 118	120	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105
June 83	88.00	88.10	do	5 215 216	216 1/2	do	6 121 128	134 136	do	6 132 119	121	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105
Oct 83	88.00	88.10	do	5 218 219	219 1/2	do	6 122 129	135 137	do	6 133 120	122	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105
Dec 83	88.00	88.10	do	5 221 222	222 1/2	do	6 123 130	136 138	do	6 134 121	123	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105
Apr 84	88.00	88.10	do	5 224 225	225 1/2	do	6 124 131	137 139	do	6 135 122	124	do	8 11 91	93 93	do	9 11 105	105 105

Faites carrière dans la fonction publique

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES

DIRECTEUR RÉGIONAL DES UNITÉS SANITAIRES

- Traitement initial de \$18.300 à \$21.800 selon la compétence. Poste à Rouyn.
- Au niveau régional, coordonner l'exécution des programmes de travail établis par la Direction de la médecine préventive dans les domaines suivants: hygiène prénatale, maternelle, infantile, pré-scolaire et scolaire; contrôle des maladies contagieuses et éducation sanitaire auprès de la population. Étudier les divers problèmes d'ordre administratif et technique qui lui sont soumis et en assurer le règlement.
- Être membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec (joindre une photocopie de sa carte de membre pour l'année 1972) et, de préférence, détenir un certificat de spécialiste de ce Collège; posséder plusieurs années d'expérience dans le domaine concerné dont au moins 8 ans à titre de directeur d'une unité sanitaire. Aptitudes au travail de direction et de coordination.
- Concours AD-1533. Échéance de l'inscription: 18 août 1972.

MÉDECIN

- Traitement variant de \$12.000 à \$17.500 selon la compétence. Poste à Québec.
- Conseiller le groupe multidisciplinaire responsable de la planification et de l'agencement des espaces physiques lors de la réalisation de projets d'hôpitaux et d'institutions de bien-être. A cette fin, concevoir sous l'aspect médical les procédures devant servir de guide à tous les intéressés en ce qui concerne les programmes de construction, la planification et l'agencement des espaces des projets. Établir les standards des programmes de construction et les normes à utiliser dans la planification et la réalisation des programmes de construction. Étudier les besoins locaux et régionaux, avec les responsables des directions générales concernées et préparer les programmes fonctionnels des nouveaux projets.
- Être membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec (joindre une photocopie de sa carte de membre pour l'année 1972). De préférence, être titulaire d'une maîtrise en administration hospitalière. Posséder quelques années d'expérience en normalisation.
- Concours PK-2120. Échéance de l'inscription: 18 août 1972.

CHEF DE L'ANALYSE DES COÛTS

- Traitement initial de \$18.300 à \$21.000 selon la compétence. Poste à Québec.
- Elaborer et coordonner l'application des modèles analytiques quantitatifs, des méthodes d'analyse budgétaire, des méthodes statistiques et des programmes de traitement des données nécessaires à l'évaluation de la gestion financière des établissements parapublics et privés de santé et de services sociaux; concevoir un système d'informations financières en vue de l'évaluation de la gestion des établissements, de la détermination des méthodes de collecte, et de vérification de la validité des données.
- Être titulaire d'un diplôme universitaire de deuxième ou troisième cycle en mathématiques appliquées, en génie industriel ou en économique, et posséder plusieurs années d'expérience reliée aux activités de la fonction dont 5 années dans le domaine de la recherche. Aptitudes manifestes au travail de conception et de coordination.
- Concours AD-1520. Échéance de l'inscription: 18 août 1972.

ANALYSTE EN COÛT

- Traitement initial pouvant atteindre \$13.719 selon la compétence; possibilité de carrière jusqu'à \$16.109. Postes à Québec.
- Analyser les fonctions de production et de coût des établissements parapublics et privés afin de dégager des modèles analytiques pouvant s'appliquer à l'ensemble ou à des catégories d'établissements; utiliser diverses méthodes d'analyse quantitative en vue d'évaluer la gestion financière de ces établissements; élaborer un système d'informations financières en vue de l'évaluation de la gestion des établissements, de la détermination des méthodes de collecte, et de la vérification de la validité des données.
- Être titulaire d'un diplôme universitaire de deuxième ou troisième cycle en mathématiques appliquées, en génie industriel ou en économique et posséder au moins 3 années d'expérience reliée aux activités de la fonction, notamment dans le domaine de la recherche.
- Concours TD-2105. Échéance de l'inscription: 18 août 1972.

CONSEILLER EN APPROVISIONNEMENT

- Traitement initial pouvant atteindre \$15.661 selon la compétence. Postes à Québec.
- Analyser les politiques, les méthodes d'achat et les pratiques d'approvisionnement des établissements parapublics et privés de santé et de services sociaux d'un secteur géographique donné; étudier la rentabilité de projets en vue de la régionalisation de l'approvisionnement et des achats; établir un calendrier d'opérations pour l'implantation de ces projets, veiller à leur exécution et recommander les actions correctives jugées nécessaires à leur réalisation.
- Être titulaire d'un premier diplôme universitaire terminal et posséder plusieurs années d'expérience reliée aux activités de la fonction. Une expérience exceptionnelle et une compétence reconnue dans le domaine concerné peuvent suppléer à l'absence de diplôme universitaire.
- Concours TAN-2111. Échéance de l'inscription: 18 août 1972.

AGENT DE RECHERCHE ET DE PLANIFICATION SOCIO-ÉCONOMIQUE

- Traitement initial pouvant atteindre \$13.719 selon la compétence; possibilité de carrière jusqu'à \$16.109. Postes à Québec.
- Concevoir les politiques et les programmes de consultation spécialisée relatifs aux services-ressources suivants: foyers nourriciers, foyers d'adoption, garderies de jour, auxiliaires familiales, services aux jeunes, aux familles et aux adultes, réadaptation et hébergement des adultes; définir le contenu de ces services; établir les liens entre les centres de services de consultation spécialisée et les centres locaux de services communautaires.
- Être titulaire d'un diplôme universitaire terminal en sciences humaines notamment en service social ou en psychologie et posséder un minimum de 5 années d'expérience dans le domaine des services sociaux ou dans le secteur de la réadaptation et de l'hébergement des adultes.
- Concours P-2105. Échéance de l'inscription: 18 août 1972.

AGENT DE LA GESTION FINANCIÈRE

- Traitement initial de \$7.338 à \$15.661 selon la compétence. Quatre postes à Québec.
- 1. CHEF DE LA DIVISION DE L'ADMINISTRATION DU BUDGET
 - Assurer le contrôle de l'évolution des engagements et déboursés du ministère; coordonner les travaux requis pour la compilation du budget; contrôler, en fin d'exercice financier et pour l'ensemble des Directions du ministère, l'exactitude des dépenses en fonction du budget autorisé.
- 2. CHEF DE LA DIVISION DE LA PLANIFICATION DU BUDGET
 - Elaborer et tenir à jour les processus et les méthodes de planification budgétaire et de présentation du budget utilisés par le ministère en orientant le processus et ces méthodes vers la rationalisation des choix budgétaires (PPBS).
- 3. CHEF DE LA DIVISION DU CONTRÔLE OPÉRATIONNEL
 - Surveiller l'application des normes et politiques de gestion des ressources édictées par les organismes de contrôle de même que par le ministère; diriger et contrôler l'étude des demandes d'engagements, des demandes au Conseil du Trésor ou des arrêtés en conseil en fonction des normes établies et informer les gestionnaires de ces normes; diriger et contrôler l'élaboration d'un manuel des contrôles administratifs et implanter le système de contrôle interne.
- 4. CHEF DE LA DIVISION DU CONTRÔLE ET DE LA GESTION FINANCIÈRE
 - Contrôler les budgets administratifs du ministère en collaboration avec les responsables de chaque Direction; contrôler les activités financières des programmes administrés directement par le ministère; établir une procédure de contrôle des budgets et en surveiller l'application.
 - Qualités requises
 - Licence ou maîtrise en sciences commerciales avec option en comptabilité, ou baccalauréat en commerce et au moins 2 ans d'expérience en comptabilité ou en vérification, ou membre d'une association reconnue de comptables professionnels.
 - Concours PC-2103. Échéance de l'inscription: 18 août 1972.

DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'ADMINISTRATION MUNICIPALE

- Traitement initial pouvant varier de \$19.450 à \$23.950 selon la compétence. Ministère des Affaires municipales; Postes à Québec.
- Sous l'autorité du sous-ministre, planifier, diriger et coordonner les activités administratives de la Direction. Conseiller les municipalités dans leur opérations administratives et financières. Analyser et recommander à la direction du ministère les subventions, prêts ou emprunts devant être consentis aux municipalités.
- Être titulaire d'un diplôme universitaire terminal en sciences de l'administration ou dans une discipline équivalente et posséder 10 années d'expérience reliée aux fonctions du poste. Aptitudes manifestes au travail de conception, de coordination et de direction. Une expérience exceptionnelle et une compétence reconnue dans le domaine de l'administration municipale peuvent suppléer à l'absence de diplôme universitaire.
- Concours AD-1541. Échéance de l'inscription: 18 août 1972.

DIRECTEUR GÉNÉRAL - ÉVALUATION FONCIÈRE

- Traitement initial de \$19.450 à \$23.950 selon la compétence. Ministère des Affaires municipales; poste à Québec.
- Sous l'autorité du sous-ministre, planifier, diriger et coordonner les activités de la Direction dans les domaines relatifs à la formation, l'assistance technique et la recherche, auprès des municipalités. Orienter les politiques de la Direction et conseiller les autorités du ministère en matière d'évaluation foncière.
- Être titulaire d'un diplôme universitaire terminal dans une discipline appropriée et posséder 10 années d'expérience reliée aux fonctions du poste. Aptitudes manifestes au travail de conception, de coordination et de direction. Une expérience exceptionnelle et une compétence reconnue en évaluation foncière peuvent suppléer à l'absence de diplôme universitaire.
- Concours AD-1542. Échéance de l'inscription: 18 août 1972.

DIRECTEUR DU CENTRE DE DÉTENTION D'ORSAINVILLE

- Traitement initial pouvant atteindre \$15.661 selon la compétence. Ministère de la Justice; Poste à Orsainville.
- Planifier et coordonner les activités administratives du centre. Assumer la responsabilité de la réception, de la surveillance et du traitement des prévenus et détenus. Mettre en oeuvre des programmes d'emploi ou d'occupation pour les détenus. Assurer les relations avec les organismes impliqués dans

ce domaine.

- Détenir un diplôme universitaire en sciences de l'administration, en sciences humaines ou en toute autre discipline appropriée et posséder plusieurs années d'expérience administrative dont quelques-unes reliées à la fonction. Une expérience exceptionnelle et une compétence reconnue dans le milieu carcéral peuvent suppléer à l'absence de diplôme universitaire.
- Concours TAW-2111. Échéance de l'inscription: 11 août 1972.

MÉDECIN

- Traitement variant de \$12.000 à \$17.500 selon la compétence. Commission des accidents du travail; postes à Montréal et à Québec.
- Après étude des documents médicaux au dossier, examiner l'accidenté du travail afin d'établir le degré et la durée de son incapacité, de déterminer si l'état pathologique est en relation directe avec son accident et de décider si le patient doit être référé à un médecin spécialiste pour traitement.
- Être membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec (joindre une photocopie de sa carte de membre pour l'année 1972).
- Concours PR-2120. Échéance de l'inscription: 18 août 1972.

SPÉCIALISTE EN SCIENCES DE L'ÉDUCATION

- Responsable des programmes en éducation physique. Traitement initial pouvant atteindre \$13.719 selon la compétence; possibilité de carrière jusqu'à \$16.109. Direction générale de l'enseignement élémentaire et secondaire, ministère de l'Éducation; poste à Québec.
- Sous l'autorité du directeur du Service, assumer la responsabilité des programmes d'éducation physique. Interpréter et appliquer la politique de la Direction générale concernant l'élaboration des programmes d'études. Préparer des méthodes d'évaluation et approuver le matériel didactique nécessaire à cet enseignement.
- Être titulaire d'un diplôme universitaire terminal en éducation physique. Posséder environ 5 années d'expérience reliée aux fonctions du poste.
- Concours TJ-2123. Échéance de l'inscription: 11 août 1972.

SPÉCIALISTE EN SCIENCES DE L'ÉDUCATION

- Coordonnateur et animateur de la vie étudiante dans le milieu anglophone. Traitement initial pouvant atteindre \$13.719 selon la compétence. Direction générale de l'enseignement élémentaire et secondaire, ministère de l'Éducation; poste à Québec.
- Agir à titre d'animateur et de coordonnateur des expériences tentées dans les diverses commissions scolaires dans le domaine des activités de consultation personnelle et des activités étudiantes. Favoriser les échanges de documentation et d'expérience entre anglophones et francophones. Organiser la section anglophone du Centre de documentation scolaire et professionnelle.
- Être titulaire d'un diplôme universitaire terminal en information scolaire et professionnelle, en orientation, en psychologie ou en sciences de l'éducation. Posséder au moins 2 années d'expérience pertinente aux fonctions du poste. Une connaissance d'usage des langues française et anglaise est requise.
- Concours TK-2123. Échéance de l'inscription: 11 août 1972.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA PLANIFICATION

- Traitement initial pouvant varier de \$15.550 à \$19.050 selon la compétence. Direction générale de la planification, ministère de l'Éducation; poste à Québec.
- Assumer la responsabilité de la diffusion des informations relatives à la planification dans le domaine de l'enseignement. Faciliter l'application de la politique de publication. Assister la Direction dans l'implantation de divers projets.
- Être titulaire d'un diplôme universitaire terminal en sciences humaines et posséder 10 années d'expérience pertinente aux fonctions du poste. Aptitudes manifestes au travail d'organisation, de conception et de coordination. Une expérience exceptionnelle et une compétence reconnue peuvent suppléer à l'absence de diplôme universitaire.
- Concours AD-1538. Échéance de l'inscription: 11 août 1972.

PROTONOTAIRE ADJOINT (Rédacteur de jugements)

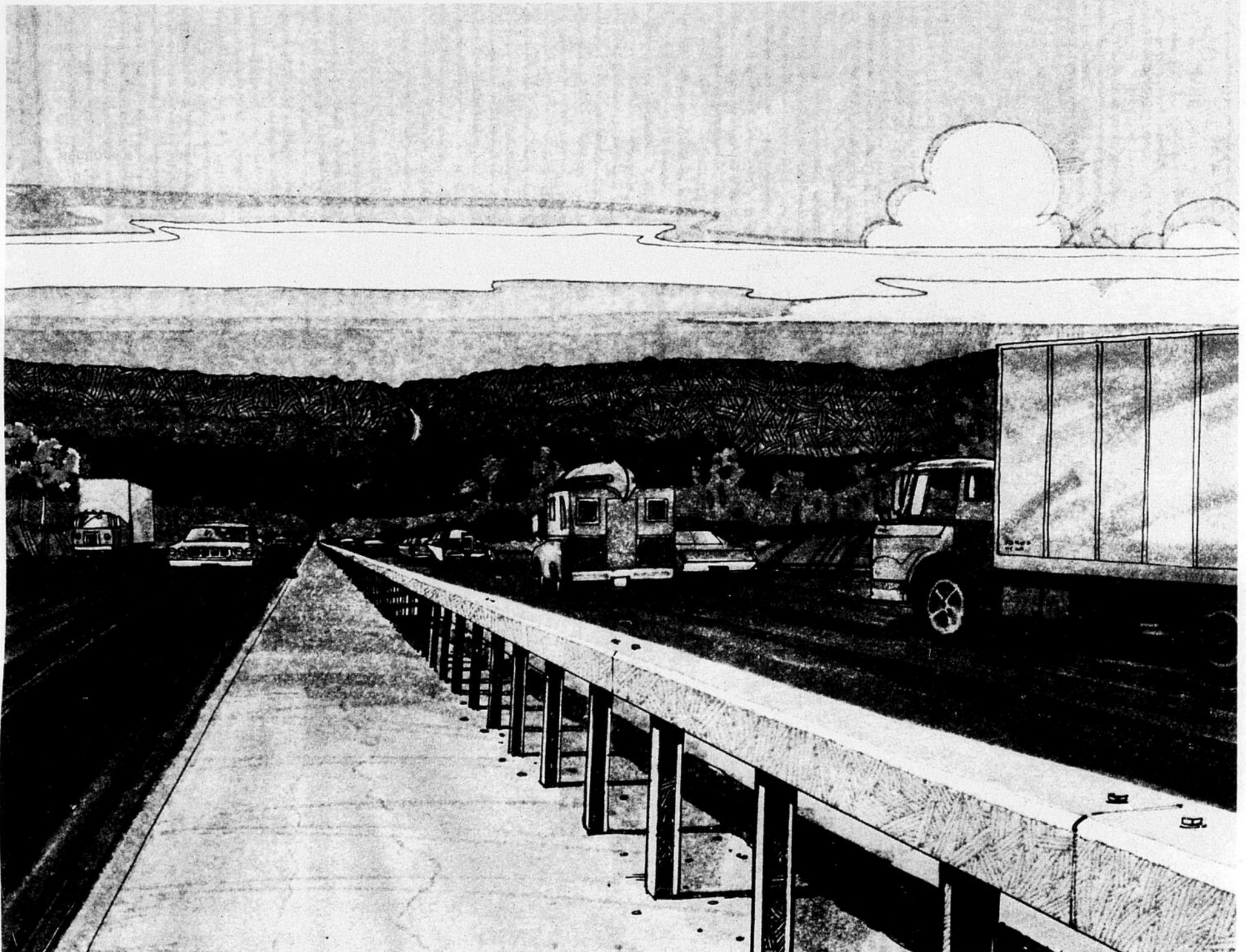
- Traitement initial de \$8.907 à \$11.907 selon la compétence. Ministère de la Justice; postes à Montréal.
- Rendre des jugements après l'étude des dossiers sur le plan de la procédure et de la preuve; préparer et rédiger des projets de jugements pour les juges; effectuer des recherches concernant les dossiers qui lui sont soumis.
- Être titulaire d'un diplôme terminal en droit d'une université reconnue et posséder 2 années d'expérience pertinente dans un greffe ou un bureau d'avocats.
- Concours T-5438. Échéance de l'inscription: 11 août 1972.

Les personnes qui désirent prendre part à ces concours doivent s'inscrire directement auprès de la Commission de la fonction publique du Québec en remplissant le questionnaire "offre de service" qu'elles peuvent se procurer aux bureaux de la commission:
1050, rue Conroy, Québec 4 tél.: 643-3984
255, boul. Crémazie est, Montréal 354 tél.: 873-3035
ou aux bureaux locaux des ministères dans chaque région.
Il ne sera tenu compte que des candidatures accompagnées d'une attestation officielle d'études. Prière d'indiquer le poste qui vous intéresse et le numéro de concours correspondant. Si vous posez votre candidature à plus d'un poste, il est indispensable de présenter une formule distincte dans chaque cas.



GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Comment l'acier facilite la tâche des constructeurs de routes et rend celles-ci plus sûres.



Barrières médianes pour les grandes routes. Une idée fort simple, mais dont l'efficacité a été démontrée au Québec, en Ontario et en Alberta.

Des sections de profilés de charpente creux, en acier, sont mortaisées de façon à porter sur des poteaux en "I". Le poids des sections d'acier suffit à assurer le joint.

Les profilés sont boulonnés à l'aide d'éclisses, formant ainsi des longueurs continues qui épousent les courbes ordinaires de la route sans difficulté.

C'est une idée à la fois pratique et économique.

Ainsi, les ingénieurs du ministère des Transports et des Communications de l'Ontario ont pu élargir plusieurs milles de la route 400 sans achat de terrain supplémentaire. En posant une barrière médiane en poutre-caisson, ils ont pu supprimer l'ancien terre-plein et porter de quatre à six

le nombre des voies de circulation.

C'est une idée qui peut sauver des vies.

En cas d'impact, les poteaux cèdent vers l'avant et libèrent les sections de profilés qui, en s'incurvant sous le choc, retiennent la voiture jusqu'à ce que son conducteur puisse l'arrêter.

C'est une idée qui fait gagner du temps.

Après un accident, les réparations sont simples et rapides. On enlève les poteaux pliés et on en enfonce d'autres à l'aide de moutons portatifs. On déboulonne les sections de profilés endommagés et on les remplace par de nouvelles que l'on replace ensuite sur les poteaux.

Chez Stelco, nous croyons que c'est là une des meilleures applications de l'acier que nous ayons vues. Et quand il s'agit de la recherche concernant l'acier et sa fabrication, nous avons exploré bien des avenues!

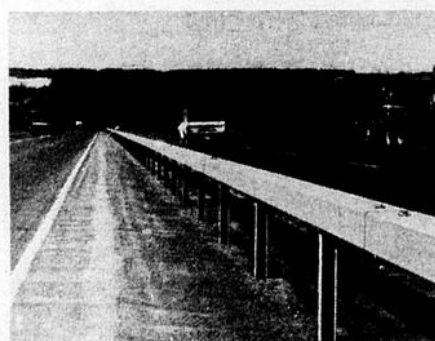


Illustration: La route 400, au nord de Toronto. Ingénieur et propriétaire: ministère des Transports et des Communications de l'Ontario.

Mise en oeuvre de l'acier: Armco Canada Limited.

stelco

The Steel Company of Canada, Limited

Société canadienne ayant des bureaux de vente dans tout le Canada et des représentants sur les principaux marchés du monde.

7205/3F